Edité par la **Société Française d'Editions et de Publications Syndicales Internationales**
32, rue Montholon - Paris (IX^e^)
La Directrice-Gérante : M.-T. LEROUX

I. C. C. LONDON IMPR. PRO.-04-52; 75-05

PRIX DE LA BROCHURE : 1,25 NF.
(Gratuite pour les abonnements complets.)

La classe ouvrière et les syndicats dans la lutte contre les monopoles capitalistes

XV^e^ ANNIVERSAIRE DE LA F.S.M.

1945 - 1960

LA F.S.M.
AU SERVICE DES TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS

Par
Louis
SAILLANT
Secrétaire
Général
de la
F.S.M.

Suppl. au N° 8-9 - 1960
du « Mouvement Syndical Mondial »

TÜSTAV

1945-1960

LA F. S. M.

au service des Travailleurs de tous les Pays

Par Louis SAILLANT
Secrétaire Général de la F. S. M.

NOTRE COUVERTURE : Mars 1949. Les travailleurs du bâtiment manifestent, en France, devant la Bourse du Travail. Sous la bannière de la C.G.T. - F.S.M., ils revendiquent de meilleurs salaires, le droit de conclure des conventions collectives, le respect des droits syndicaux. Et à leurs revendications économiques et sociales ils ont lié la lutte pour la paix, contre le Pacte Atlantique, la lutte pour la fin de la sale guerre colonialiste du Viet-Nam, manifestant leur solidarité avec les travailleurs vietnamiens qui combattaient pour leur indépendance nationale. Les perspectives d'action tracées par la F.S.M. sont concrétisées par les travailleurs du monde entier.

CHAPITRE PREMIER

LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE, FRUIT DE L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS DANS LA LUTTE COMMUNE CONTRE LE FASCISME

En haut : une vue de la salle du Palais de Chaillot pendant les travaux du Ier Congrès Syndical Mondial, Paris, 25 septembre - 8 octobre 1945.

En bas : le Bureau Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale tient sa Ve session à Washington, du 20 au 24 septembre 1946, au siège du C.I.O. On reconnaît, assis, de droite à gauche : Giuseppe Di Vittorio (Italie), Louis Saillant (France), lord Walter Citrine (Grande-Bretagne), Philip Murray (U.S.A.), M. Tarassov (U.R.S.S.), et debout, au centre : Vicento Lombardo Toledano (Mexique).

I. — 6-17 FEVRIER 1945 :

LA CONFERENCE SYNDICALE MONDIALE DE LONDRES SOUS LES V 2

LE 6 février 1945. Les forces nazies devaient capituler trois mois plus tard. Mais en ce 6 février 1945, à Londres, c'est toujours la guerre, la guerre totale, terrible et meurtrière dont l'issue victorieuse ne fait plus aucun doute mais dont personne encore ne peut prédire qu'elle prendra fin, en Europe, dans trois mois seulement.

Les V2 allemands continuent de tomber dans les rues de Londres quand, le 6 février 1945, s'ouvre, à l'Hôtel de Ville, une Conférence Syndicale Mondiale, la première véritable Conférence Syndicale Mondiale.

Représentants de cinquante millions de travailleurs et travailleuses organisés dans le monde, nous sommes réunis pour accomplir un pas de géant sur le chemin de l'unité syndicale internationale. Pour satisfaire au profond sentiment unitaire du mouvement ouvrier international, pour traduire une volonté commune d'action pour des luttes et des objectifs communs, nous allions décider le principe de la création d'une internationale syndicale qui, depuis quinze ans, remplit pleinement ces objectifs : la Fédération Syndicale Mondiale.

Dans l'effort total pour la victoire, les travailleurs pèsent de tout leur poids.

Cette Conférence devait d'abord constater — et c'était là le premier point de son ordre du jour — que les travailleurs du monde entier avaient consenti à tous les sacrifices pour mettre à bas le fascisme et qu'ils continueraient à appor-

ter leur entière contribution à « la poursuite de l'effort de guerre allié ».

Lorsque le représentant des syndicats soviétiques, le camarade Kuznetsov, ouvrant la discussion sur ce point de l'ordre du jour, parla de Stalingrad, il donna à l'action de la classe ouvrière tout son relief par cette simple phrase : « Quand ils avaient fini de réparer un tank, les ouvriers sautaient dedans et retournaient à la bataille contre l'ennemi. » Il devait associer dans un même hommage les travailleurs des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de tous les pays qui, à l'usine ou sur les champs de bataille, menaient un combat plein d'abnégation.

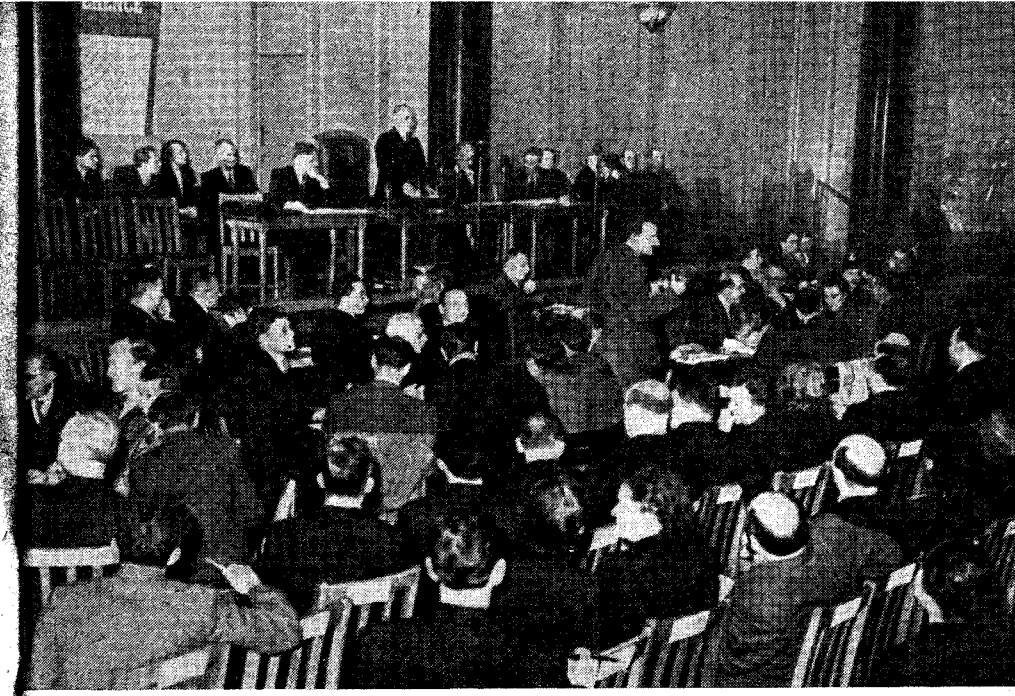
Avec Benoît Frachon, je siégeais au Conseil National de la Résistance dont, à l'époque de la Conférence de Londres, j'assurais la présidence, et nous fûmes particulièrement sensibles à l'hommage que le camarade Kuznetsov rendit à la classe ouvrière des pays occupés et particulièrement à celle « de France qui, dans la clandestinité et sous la terreur fasciste la plus féroce, se leva pour combattre pour la liberté et l'indépendance de sa patrie ».

Volonté de maintenir l'unité, après la victoire, pour la paix, l'amélioration des conditions de vie, la fin du système colonial.

Nous étions donc là tous réunis, conscients du rôle immense que la classe ouvrière jouait dans la guerre menée par les nations alliées, conscients de l'unité qui s'était forgée dans cette lutte, mais surtout animés de l'immense volonté de maintenir cette unité, après la victoire.

Il fallait construire une paix durable, extirper les racines du fascisme, créer de nouvelles relations entre les nations et la classe ouvrière savait que son rôle serait déterminant pour la solution de ces problèmes.

Il fallait, après tous les sacrifices librement consentis pendant la guerre, obtenir pour les travailleurs une amélioration radicale de leurs conditions de vie, établir un programme de reconversion et de reconstruction économiques, faire aboutir les revendications économiques et sociales de la classe ouvrière.



La Conférence Syndicale Mondiale (Londres, 6-17 février 1945) réunit pendant la guerre 204 délégués et observateurs, venus de 35 pays et représentant 50 millions de travailleurs. La salle des séances plénières.

Il fallait mettre fin au système colonial, reconnaître le droit à l'indépendance des peuples, réaliser cette indépendance.

Nous voulions que la classe ouvrière internationale puisse aborder ces tâches nouvelles dans des conditions positives semblables à celles qui avait été créées pendant la guerre : avec la même ardeur, dans la même unité, avec le même succès.

Volonté d'obtenir la reconnaissance, par les Nations Unies, de l'audience internationale de la classe ouvrière.

Une autre volonté commune présidait au déroulement de nos travaux : celle de tirer toutes les conséquences, sur le plan international, du rôle essentiel joué par la classe ouvrière dans la conduite de la guerre.

Dans le concert des nations, la classe ouvrière avait son

mot à dire. Si les Etats jetaient les bases d'une organisation internationale, la classe ouvrière voulait rappeler qu'elle avait précédé les gouvernements dans cette voie et qu'il n'était pas possible d'ignorer son existence en tant que force internationale.

Ce n'est pas par hasard si, plus tard, au congrès constitutif de la F.S.M. à Paris, la première résolution votée portait sur « la représentation du monde du travail dans les institutions et organisations internationales ».

Volonté de réaliser l'unité syndicale internationale.

Enfin, ce qui était la raison d'être de cette réunion de Londres, c'était notre volonté de réaliser l'unité syndicale internationale.

Avant-guerre, il y avait bien eu certaines organisations syndicales de type international, mais quelque chose de nouveau avait surgi pendant la guerre : des relations syndicales internationales nouvelles s'étaient créées. Les syndicats du seul pays socialiste de l'époque, les syndicats de l'Union Soviétique, avaient lié des relations fraternelles avec les syndicats britaniques et avec d'autres syndicats de pays capitalistes qui avaient jusque-là refusé de les rencontrer. Ainsi s'ouvraient les perspectives d'une organisation syndicale vraiment internationale, ouverte à tous.

Ce qui avait été possible durant les épreuves les plus dures de la guerre devait être possible maintenant que les perspectives de la victoire se faisaient plus réelles.

Cette volonté de réaliser l'unité syndicale internationale, c'était l'aboutissement d'une idée constante de la classe ouvrière, c'était, en fin de compte, la volonté première de cette réunion, car sa réalisation conditionnait le succès de tous les autres buts.

Nous voulions donner à la classe ouvrière internationale une organisation unitaire digne d'elle, à la mesure des luttes qu'elle menait depuis soixante-quinze ans pour réaliser cette unité.

II. — LA CONFERENCE DE LONDRES :

ABOUTISSEMENT DE 75 ANNEES DE TATONNEMENTS D'EFFORTS ET DE LUTTE POUR L'UNITE SYNDICALE INTERNATIONALE

Cette Conférence de Londres était bien la première Conférence syndicale réellement internationale mais, dès 1871, s'était manifesté pour la première fois un mouvement syndical internationalement organisé.

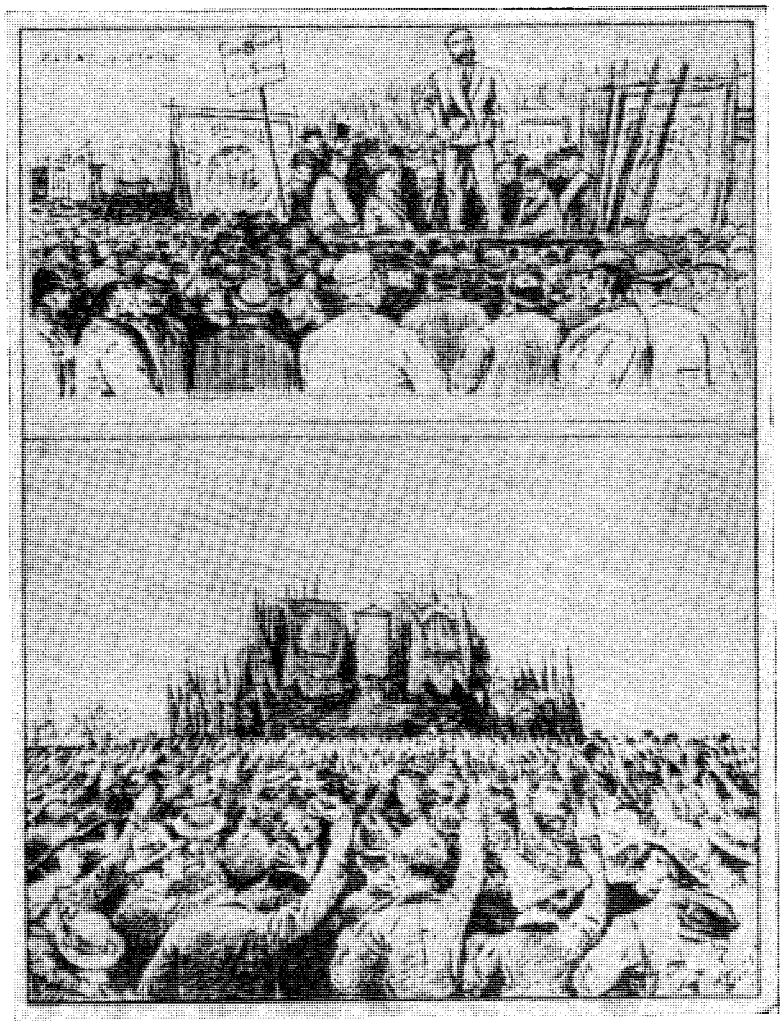
Naissance des relations syndicales internationales.

Ces premières organisations furent créées par des branches industrielles, non par des Centrales nationales, et cela d'abord en Europe, foyer du mouvement syndical international.

C'est en 1871 que fut créée la première « Fédération Professionnelle Internationale », celle des travailleurs du tabac.

En 1914, il y avait environ trente-deux fédérations de ce genre dont les plus importantes — mines, métallurgie, transports — groupaient respectivement 1.374.000, 1.106.000 et 881.950 syndiqués. Ces trente-deux organisations, à la vérité, se contentaient de rassembler une documentation et de procéder à des échanges de correspondance. Elles s'intéressaient parfois à des expositions par corps de métier et organisaient aussi, en particulier l'organisation des typographes, une certaine solidarité à l'occasion des mouvements internationaux de main-d'œuvre.

Ce n'est qu'en 1902, à Stuttgart, qu'eut lieu une Conférence syndicale internationale qui groupa des représentants de Centrales syndicales nationales d'Europe et des Etats-Unis.



Le 1er mai 1890. Les gravures publiées dans les journaux de l'époque montrent la communauté d'intérêts des travailleurs qui revendiquaient, en cette première journée internationale du prolétariat, la réduction du temps de travail à 8 heures par jour. En haut : la manifestation à Londres avec les pancartes réclamant les 8 heures. En bas : la manifestation à Copenhague au moment du vote de la résolution sur les 8 heures.

Elles formèrent, en 1903, à la Conférence de Dublin, un Secrétariat international chargé de maintenir une certaine liaison entre elles et des conférences furent convoquées tous les deux ans jusqu'en 1913, année où dix-huit Centrales nationales, groupant 7.600.000 travailleurs et travailleuses syndiqués, étaient représentées à Zurich.

Le « Secrétariat International des Centrales Syndicales Nationales », lui aussi, n'assuma qu'un rôle de documentation et de liaison.

Je ne veux pas évoquer toutes les questions qui furent soumises à l'examen des participants des différentes Conférences, mais je signalerai simplement qu'à la Conférence de 1905, à Amsterdam, les représentants de la C.G.T. française posèrent plusieurs questions : celle de la lutte organisée, au niveau international, de toutes les organisations syndicales pour la défense de la paix, avec une certaine tonalité antimilitariste, puisqu'à l'époque, c'était la note dominante de l'anarcho-syndicalisme qui prévalait dans le mouvement français. Il y eut également une autre proposition, celle de la constitution d'un front international de soutien des grèves. Ces deux propositions furent repoussées à l'unanimité, moins, évidemment, les voix de la C.G.T. française, sous prétexte qu'elles étaient incompatibles avec les buts et objectifs du Secrétariat International. Toutes les tentatives de la C.G.T. française et, dans une certaine mesure, de l'American Federation of Labor, pour donner plus de vie à ce Secrétariat, pour le transformer en une véritable internationale syndicale, devaient aboutir, au Congrès de Zurich en 1913, à la décision de créer une Fédération Syndicale Internationale (F.S.I.).

La première guerre mondiale éclatait un an après sans que la F.S.I. ait eu une existence réelle.

★

Ce bref rappel historique met en lumière deux aspects de l'évolution du syndicalisme international avant 1914 :

— Tout d'abord, ces rencontres révélaient la nature absolument réformiste et même les tendances chauvines et nationalistes qui prévalaient dans certaines délégations et qui faisaient que ces rencontres étaient davantage des consultations que des délibérations positives pouvant impulser des forces nouvelles au service de la classe ouvrière internationale

dans sa lutte contre l'exploitation capitaliste. Sur chacun des problèmes examinés les vues étaient étroites. Tout était ramené à un examen timide de ce qu'il fallait faire et un certain opportunisme dominait chacune de ces discussions. En restreignant son rôle au minimum et en refusant même de discuter des problèmes qualifiés de « politiques », ces dirigeants du mouvement syndical international avaient refusé d'organiser la lutte contre la guerre impérialiste qui menaçait. La guerre éclata et le mouvement syndical, trop souvent replié sur des positions nationalistes, allait connaître des situations extrêmement difficiles.

— Mais, par ailleurs, ces rencontres reflétaient les exigences de relations syndicales internationales qui naissaient et se développaient. De telles exigences existent toujours et sont encore en voie de développement. Ces rencontres, avec toutes leurs insuffisances, éveillaient dans les masses l'idée de la nécessité de véritables rencontres ouvrières internationales afin d'atteindre la définition d'objectifs communs et de programmes d'actions communes. Pour autant que cette prise de conscience commençait à se réaliser dans les rangs des organisations syndicales, on peut dire que ces rencontres d'avant 1914 avaient un caractère positif en dépit de leur extrême faiblesse politique.

Les trois Internationales et la division syndicale.

Lorsqu'après la guerre la vie syndicale internationale commença à renaître, l'événement le plus considérable de l'histoire des peuples, la grande Révolution socialiste d'octobre, avait radicalement modifié les données du problème.

Trois organisations syndicales internationales vont se créer et, en même temps, naissait l'exigence nouvelle de la réalisation de l'unité syndicale internationale.

Au mois de juillet 1919 eut lieu à Amsterdam la Conférence Syndicale qui créa la Fédération Syndicale Internationale, liée à la II[e] Internationale, la F.S.I., que l'on va appeler plus couramment, dans le mouvement ouvrier, l'Internationale d'Amsterdam. Cette organisation groupait en 1938, des organisations syndicales de vingt-six pays et déclarait

Premier Mai de luttes ouvrières - 1[er] Mai 1919 à Paris. Le gouvernement avait prétendu interdire toute manifestation. 500.000 travailleurs parisiens manifestent quand même dans Paris en état de siège. Un jeune ouvrier est tué, une centaine d'autres sont blessés. (Le service « d'ordre » aura pour sa part 600 blessés.)

environ vingt millions de travailleurs et de travailleuses organisés.

Au mois de juillet 1920 se tint, à Moscou, le Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge, d'une influence numérique à peu près égale à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, mais d'une influence politique autrement plus considérable dans les rangs de la classe ouvrière. L'Internationale Rouge prononçait sa dissolution en 1934 mais, en ces quatorze années, elle avait profondément marqué l'évolution du mouvement syndical international.

Au mois de juin 1920, à La Haye en Hollande, se tenait une Conférence internationale des syndicats chrétiens qui donna naissance à la C.I.S.C. qui, en 1932, déclarait avoir des affiliés dans onze pays avec environ deux millions de syndiqués.

★

Ainsi trois organisations syndicales internationales émergeaient dans le mouvement syndical au lendemain de la première guerre mondiale. Satisfaction n'était pas donnée à la recherche de l'unité syndicale internationale et donc, dans les années 1920-1921 et 1922, allait surgir dans les rangs de la classe ouvrière internationale une exigence normale, celle de définir une plate-forme de politique syndicale qui permettrait d'unifier le mouvement syndical international, celle de déterminer une plate-forme d'unité d'action.

Qui allait, à l'époque, prendre l'initiative de définir une telle plate-forme ? Ce rôle, c'est l'Internationale Syndicale Rouge, durant sa courte histoire de quatorze années, qui devait le remplir en opérant une transformation assez radicale du problème de l'unité syndicale internationale.

L'Internationale Syndicale Rouge a fait disparaître toute conception abstraite dans la question de l'unité syndicale internationale. Elle a éliminé la trop forte proportion de sentimentalisme qui existait auparavant dans les discussions entre responsables syndicaux. A ces abstractions passées, à cette forme sentimentale du problème de l'unité, l'Internationale Syndicale Rouge substitua une conception claire, toujours valable, celle des principes de classe qui sont à la base de toute politique unitaire entre syndicats, nationalement et internationalement parlant. Le grand mérite de l'Internationale Rouge était de démontrer, par son travail et par ses initiatives conséquentes, que, dans le grand conflit qui oppose les travailleurs et les travailleuses aux exploiteurs capitalistes, la notion de collaboration de classes est fondamentalement une notion de division ouvrière et de scission syndicale, alors que la notion d'organisation de la lutte des classes et d'organisation des moyens pour faire face à la réalité de la lutte de classes débouche inévitablement sur le chemin de l'unité d'action d'abord, et de l'unité d'organisation ensuite. Ces leçons restent toujours valables.

Entre 1917 et 1939, le développement de la crise interne du système capitaliste a créé des situations qui ont fait profondément mûrir, dans la conscience de la classe ouvrière et dans les milieux dirigeants des organisations syndicales, la nécessité de l'unité syndicale internationale.

La nécessité de l'unité syndicale internationale n'était plus posée seulement par une élite ou même par une avant-garde de la classe ouvrière, mais était devenue un probème de masse; et c'est l'un des grands mérites des responsables de l'Internationale Rouge d'avoir su mettre en évidence les lignes assez claires de ce que devait être cette prise de position ouvrière.

De la faillite de l'Internationale d'Amsterdam devant le fascisme...

Trois dates ont marqué l'histoire du mouvement syndical international entre les deux guerres : 1933, 1936, 1939.

1933 : C'est la prise du pouvoir par le fascisme hitlérien et l'incapacité totale de l'Internationale d'Amsterdam d'apporter une contribution quelconque à la lutte contre le fascisme et les menaces d'une nouvelle guerre.

1936 : C'est la première tentative de créer l'unité syndicale internationale alors que s'organise de façon plus conséquente le combat contre les menées fascistes.

1939 : Après Munich, c'est l'échec de ces tentatives unitaires et la guerre mondiale.

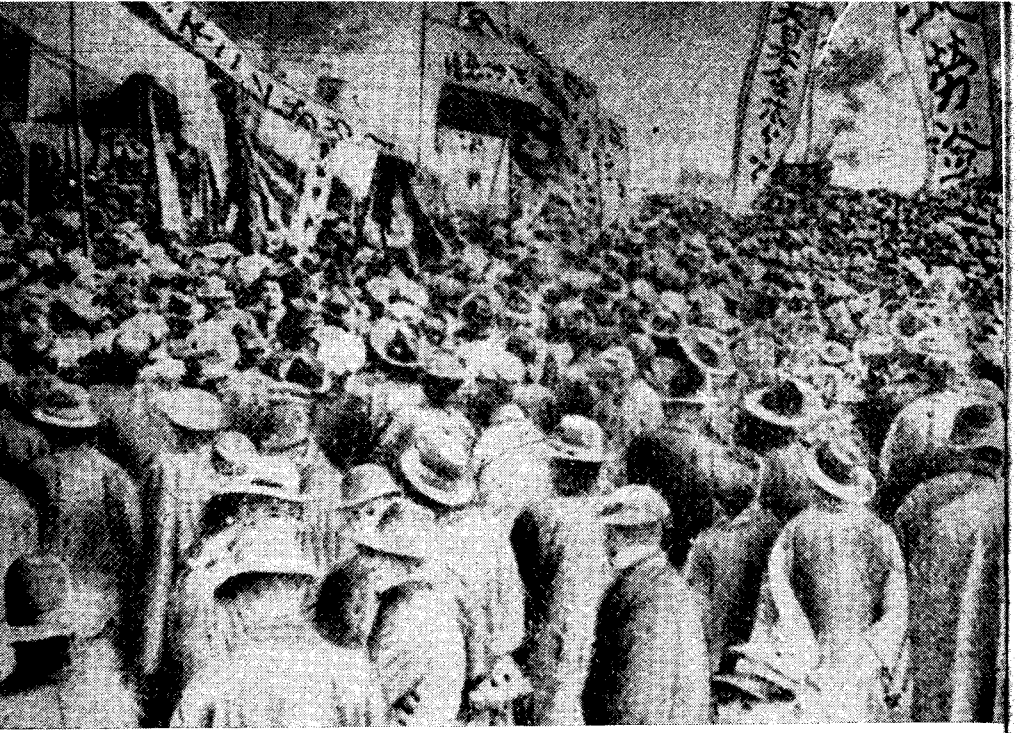
L'évolution parallèle de la montée du fascisme et du sabotage de l'unité syndicale par la F.S.I. donne à réfléchir.

Retraçons-là brièvement.

★

Après la consolidation du pouvoir fasciste en Italie, la suppression des syndicats démocratiques et, dès 1924-1925, la naissance des premiers syndicats fascistes, c'était l'avènement de l'hitlérisme : en ce triste 2 mai 1933, à Berlin, occupation des locaux de la grande Centrale syndicale allemande dirigée par les sociaux-démocrates et capitulation totale de ces dirigeants syndicaux qui acceptent de transformer la D.G.B. en front hitlérien du travail.

C'était également, à travers le monde entier, la répression anti-ouvrière : grève à Changhaï, noyée dans le sang, grèves au Japon et condamnation des travailleurs à des années et des années de prison. C'était, aux U.S.A., les conséquences de la grande crise économique et financière des années 1929-



1920. La classe ouvrière japonaise célèbre, pour la première fois, la Journée internationale des travailleurs. En Asie, en Afrique, des couches toujours plus larges de travailleurs s'organisent et luttent pour une vie meilleure.

1931, le conflit interne profond dans le mouvement syndical américain, d'où allait naître une nouvelle organisation syndicale, le C.I.O. (Congrès des Organisations Industrielles), mouvement nouveau qui se plaçait aux côtés du Président Roosevelt pour pratiquer une nouvelle politique économique. C'était en Argentine, aussi bien qu'à Cuba, la répression de toutes les manifestations syndicales. C'était aussi le corset de fer autour de toutes velléités syndicales au Mexique. C'était, en Espagne, les grandes difficultés, les grandes contradictions existant à l'intérieur du mouvement syndical, en dépit des premiers pas que faisait la nouvelle République espagnole en 1932.

Au mois de juillet 1933, j'étais membre de la délégation de la C.G.T. française au Congrès de Bruxelles de l'Internationale d'Amsterdam. J'étais bien jeune à l'époque, et ce Congrès a profondément marqué ma mémoire. Une grave inquiétude régnait dans ce Congrès. L'examen objectif des

causes de l'avènement de l'hitlérisme au pouvoir allait-il être poussé à fond ? Est-ce que les causes de la capitulation de la direction syndicale réformiste social-démocrate allemande, face au pouvoir hitlérien, allaient être analysées profondément ?

Non. Dans ce Congrès de Bruxelles, des paroles acceptables condamnant l'hitlérisme, condamnant le fascisme furent prononcées mais les moyens d'action ne furent pas déterminés. Ou plutôt si, un Secrétaire de l'Internationale d'Amsterdam présenta, pour résister au fascisme international, un programme d'action économique préconisant un certain nombre de réformes de structure économique de la société capitaliste en vue de faire naître des courants de démocratie, capables d'éveiller dans le peuple un sentiment anti-fasciste plus conséquent que celui qui existait à l'époque. C'était une pure illusion. Puis, le Congrès s'est terminé là, négligeant le fait important que si l'Etat allemand venait de passer entre les mains de l'hitlérisme et sous le contrôle total des puissants monopoles de la Ruhr, l'U.R.S.S., premier Etat socialiste, développait progressivement, sûrement, ses réalisations au profit de la classe ouvrière. Rien ne fut envisagé en vue de prendre un contact — combien nécessaire — avec les syndicats soviétiques.

★

Pendant ce temps, les dangers de guerre se précisaient. Il y avait déjà des propositions de désarmement, et les monopoles et les impérialistes réalisaient leur unité d'action pour faire échouer les propositions de Litvinov qui, à Genève, donnait une définition exacte de l'agresseur et avançait des mesures de sécurité collective pour empêcher une deuxième guerre mondiale. Durant toute cette période, les objectifs syndicaux se précisaient : rassemblement des forces populaires anti-fascistes, rassemblement des forces populaires internationales pour la défense de la paix, unité syndicale pour lutter contre la misère et le chômage. Des raisons objectives faisaient mûrir la conscience de classe dans les rangs de la classe ouvrière internationale et faisaient mûrir aussi l'idée de l'union de toutes les forces syndicales existant à l'époque pour faire front, face à tous ces dangers.

Battaglie Sindacali

Manifestate in ogni modo e sotto qualsiasi forma
contro il fascismo che porta alla catastrofe e alla guerra!

LA RISAIA

Sciopero generale in risaia per il salario di 14 lire!

Le mondine alla riscossa!

Il Lavoratore del Mare

ORGANO DEL COMITATO PER LA RICOSTITUZIONE DELLA F. I. L. M.

Con le direttive tracciate dal Primo Congresso Mondiale di Unità i marittimi e i portuari d'Italia preparano la loro controffensiva

Le fascisme s'est installé en Italie. Les organisations syndicales démocratiques ont été supprimées et de pseudos syndicats mis en place. Le régime tente d'effacer le 1er Mai et de faire du 21 avril la fête du travail. Dans la clandestinité, les travailleurs italiens poursuivent la lutte. Ces journaux de la C.G.I.L., datés de 1932 et 1934, témoignent de cette activité. En haut : le mot d'ordre « Contre le 21 avril et pour le 1er Mai » et un appel à manifester contre le fascisme.

En même temps, on assistait à l'accroissement de l'influence du premier et seul Etat socialiste avec la réalisation des premiers plans quinquennaux. Les syndicats soviétiques, premiers syndicats faisant une expérience de construction socialiste, prenaient une place toujours plus grande dans la vie syndicale internationale. Après la dissolution de l'Internationale Syndicale Rouge, lorsque se réunit le Congrès de l'Internationale d'Amsterdam en 1936, certaines organisations, dont la Confédération des Travailleurs du Mexique, la C.G.T. française et les syndicats norvégiens, posèrent alors la question de l'établissement de relations syndicales internationales nouvelles et notamment l'établissement de contacts entre la F.S.I. et le Conseil Central des Syndicats Soviétiques.

★

Les négociations durèrent deux années. Finalement, le Bureau de la Fédération Syndicale Internationale, lors d'une séance qui se tint à Paris, repoussa, non pas à l'unanimité, mais à la majorité, les propositions unitaires du Conseil Central des Syndicats Soviétiques, faisant ainsi échouer des pourparlers essentiels pour renforcer le front de la paix. Nous étions au lendemain des tristes et scandaleux accords de Munich où le signal du départ de la grande agression hitlérienne venait d'être vraiment donné.

La Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam aurait pu jouer un rôle historique extraordinaire en s'engageant sur la voie du rassemblement de toutes les forces syndicales ouvrières nationales; elle aurait pu ainsi apporter une contribution inestimable à la grande cause de la défense de la démocratie, de la lutte anti-fasciste et de la paix. Ce ne fut pas le cas. L'anticommunisme et l'antisoviétisme préva-

lurent. Au printemps 1939, face à l'occupation totale de la Tchécoslovaquie, nous étions placés devant des dangers de guerre aggravés; en Espagne, nos camarades, les républicains espagnols, venaient d'être battus, sur leur terre natale, par le fascisme international.

Si cela était clair pour beaucoup de travailleurs, ce ne l'était pas pour certains dirigeants de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Pourtant, peu après, le monde était en guerre. Mais, dans la guerre, ces mêmes problèmes allaient se présenter d'une façon nouvelle.

... au succès de l'unité dans le combat victorieux contre le fascisme.

1941 : Au Congrès des Syndicats britanniques, réuni à Edimbourg, une proposition fut présentée, et acceptée, d'établir des contacts avec le Conseil Central des Syndicats Soviétiques en vue de rechercher l'unité d'action entre les syndicats britanniques et les syndicats soviétiques dans les conditions de la deuxième guerre mondiale.

Un échange de délégations eut lieu. Walter Citrine, au nom des Syndicats britanniques, allait à Moscou, Nicolaï Chvernik se rendait à Londres au nom des syndicats soviétiques. Un travail commun, efficace, commence alors entre ces deux centrales.

Puis les contacts et les négociations se multiplient, s'élargissent.

En novembre 1944, un Comité Syndical franco-britannique (T.U.C.-C.G.T.) se réunit à Paris où nous nous mettons d'accord pour soutenir la préparation d'une Conférence Syndicale Mondiale.

Du 4 au 7 décembre 1944, à Londres, se réunit la Commission Préparatoire de la Conférence Syndicale Mondiale au sein de laquelle on retrouve côte à côte le Conseil Central des Syndicats Soviétiques, le Congrès des Organisations Industrielles (C.I.O.) d'Amérique et le T.U.C. britannique.

Au mois de janvier 1945 se tint à Moscou le Comité Syndical franco-soviétique pour examiner les conditions de la création d'une *véritable* Fédération syndicale mondiale.

1[er] Mai 1936, Paris. Le défilé grandiose de la classe ouvrière victorieuse dans sa lutte contre les tentatives fascistes. L'unité syndicale a été reconstituée. Le Front Populaire a vaincu.

Toutes ces négociations permettent enfin au T.U.C. britannique de convoquer cette Conférence de Londres, qui s'ouvre en ce 6 février 1945.

★

Avant d'aborder les travaux de cette Conférence, on ne peut s'empêcher de se poser une question :

N'aurait-il pas été préférable d'établir des contacts syndicaux en temps de paix, pour consolider la paix, plutôt que d'aller à ces contacts syndicaux internationaux en temps de guerre pour essayer justement de la gagner contre l'adversaire hitlérien ?

Et aujourd'hui, quand se posent les problèmes du désarmement, de la lutte pour l'interdiction des armes atomiques, de la menace du néo-fascisme en Allemagne occidentale,

quand se posent tous les problèmes économiques et sociaux qui, dans la plupart des pays du monde, opposent le mouvement ouvrier international à la politique des monopoles capitalistes de régression sociale, ne devons-nous pas retenir ces leçons ?

Alors que se jouait le sort de l'Humanité pour des générations, quelle démonstration fut faite à cette époque ? Que les syndicats, quelles que soient leurs origines, l'orientation idéologique qui était à la base de leurs formes d'organisation et de leur vie intérieure, pouvaient lutter ensemble et se rencontrer. Que, nationalement, on a le droit d'avoir les formes d'organisation qui conviennent le plus à la classe ouvrière du pays que l'on représente, sans que cela empêche la rencontre et l'accord sur des documents de valeur internationale.

Lorsqu'aujourd'hui, quinze ans après, les dirigeants syndicaux américains, britanniques ou scandinaves prétendent ne pas pouvoir avoir de contacts avec les syndicats soviétiques, chinois ou tchécoslovaques, en donnant comme argument que ce ne sont pas de véritables syndicats, une question bien simple vient aux lèvres : mais alors, pourquoi le Congrès des syndicats britanniques a-t-il pris l'initiative à Edimbourg, en 1941, d'établir des contacts avec les syndicats soviétiques ? Pendant la guerre et dans des conditions très périlleuses, pourquoi Citrine est-il allé de Londres à Moscou en 1942 et pourquoi notre camarade Chvernik a-t-il fait un voyage en Grande-Bretagne ? Ne se reconnaissaient-ils pas comme des dirigeants syndicaux à l'époque ? Non, cet argument n'a pas de sens et ne repose sur aucune base véridique. Cet argument a été démoli pendant la guerre par ceux-là mêmes qui le mettent en avant aujourd'hui. Cet argument a été démoli par ceux-là mêmes qui se réunissaient à Londres le 6 février 1945.

III. — LA CONFERENCE DE LONDRES JETTE LES BASES D'UNE VERITABLE FEDERATION SYNDICALE MONDIALE

Optimisme et enthousiasme président aux travaux de la Conférence. Optimisme et enthousiasme sont les fruits d'une dure lutte qui touche à sa fin :

— sur le plan militaire, les forces soviétiques foncent sur Berlin tandis qu'à l'ouest les armées alliées vont atteindre la Ruhr; en Extrême-Orient, les impérialistes japonais reculent sur tous les fronts;

— sur le plan politique, au même moment, les chefs d'Etat de l'Union Soviétique, des Etats-Unis et de Grande-Bretagne sont réunis en Crimée et un accord total est réalisé sur la poursuite de la guerre et les premières mesures à prendre après la victoire;

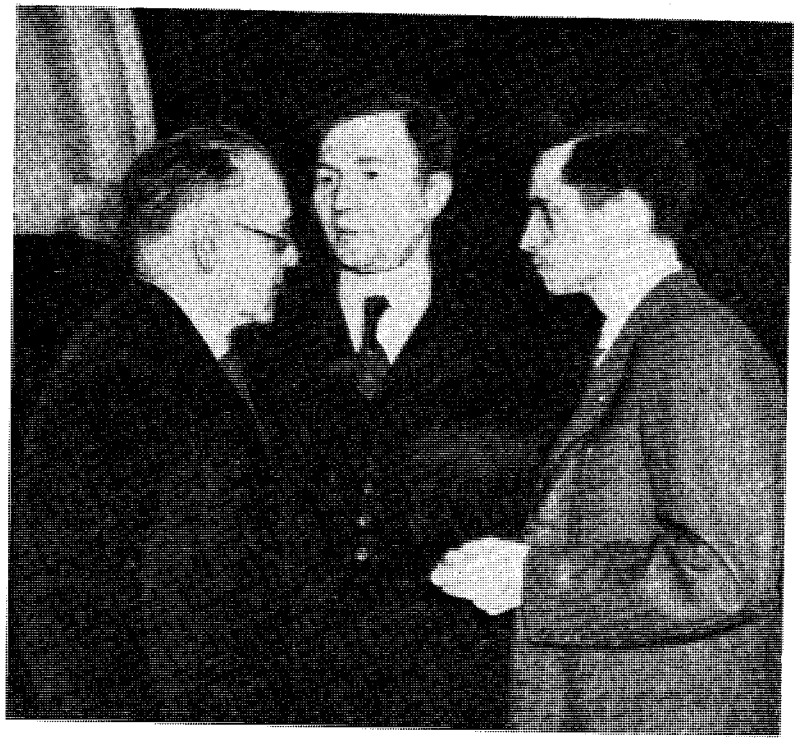
— sur le plan syndical : nous sommes là, enfin réunis, 164 délégués à pouvoir délibérant et 40 observateurs, désignés par 38 Centrales nationales et 15 organisations internationales, représentant plus de 50 millions de travailleurs syndiqués dans les cinq continents.

Les trois organisations syndicales, soviétique, américaine et anglaise, qui composaient la commission préparatoire de la Conférence, s'étaient mises d'accord pour proposer l'ordre du jour suivant :

1° la poursuite de l'effort de guerre allié; ;

2° l'attitude des syndicats à l'égard du règlement de la paix;

3° les bases d'une Fédération syndicale mondiale;



4° les revendications immédiates des syndicats pour la période d'après-guerre, et

— les problèmes de la reconstruction après la guerre [1].

Ce projet fut adopté.

Le déroulement des travaux démontra d'une façon irréfutable la possibilité, pour des organisations syndicales les plus diverses, de trouver un langage commun et d'aboutir à des conclusions unanimes sur ces quatre questions de l'Ordre du Jour. Cette démonstration dépassait le cadre même de notre Conférence Internationale : elle avait une valeur fondamentale.

Cela ne signifie pas que l'accord s'est fait tout seul. Il y eut bien des obstacles à surmonter. Mais nous avons surmonté ces obstacles, les uns après les autres, et sommes arrivés à des résultats négociés très importants et, par-dessus tout, la F.S.M. allait pouvoir naître en 1945.

★

Des déclarations furent votées sur chacun des quatre points à l'ordre du jour et un « Comité de la Conférence » de 45 membres fut élu. Ce Comité signifiait la claire volonté de tous d'aboutir à l'unité syndicale organique. Ce comité signifiait que la Conférence ne faisait que suspendre ses travaux jusqu'à ce que tout soit prêt pour la tenue du Congrès constitutif de la Fédération Syndicale Mondiale.

Enfin le Comité de la Conférence, sur mandat de cette dernière, publia « Un manifeste à tous les peuples » qui résume toutes les décisions prises, où on peut lire :

(1) Le deuxième alinéa faisait à l'origine l'objet d'un cinquième point, mais le rapport, la discussion et la déclaration groupèrent ces deux questions en une seule.

La Conférence Syndicale Mondiale de Londres. En haut, de gauche à droite : **Georges Isaacs, T.U.C. britannique, président de la Conférence ; V. V. Kuznetsov, Union Soviétique ; James Carey, C.I.O. américain.** En bas, de gauche à droite : **Vicente Lombardo Toledano, Amérique Latine ; Joseph Curran, C.I.O. américain ; S.A. Dange** (de dos), **Indes.**

La Conférence Syndicale Mondiale de Londres. Deux membres de la délégation française, Louis Saillant et Robert Bothereau.

« Notre Conférence a résolu à l'unanimité de créer une organisation syndicale mondiale, comprenant tous les syndicats des pays libres, sur la base de l'égalité, sans considération de race, de croyance ou de foi politique, sans exclure personne et sans reléguer aucun membre au second plan... »
et qui conclut en ces termes :

« Le mouvement syndical a contribué pleinement aux combats dans les domaines de la lutte armée et de la production en créant et soutenant les forces gigantesques qui ont déjà réduit à merci le fascisme et qui, demain, le détruiront complètement pour toujours. Notre Conférence historique, qui se réunit à un moment où la lutte armée fait rage, est elle-même une démonstration de l'unité de la classe ouvrière et une preuve de la victoire morale des Nations Unies sur

les forces du mal du fascisme. Le mouvement syndical, qui a contribué pour une si grande part à gagner la guerre, ne peut laisser aux autres — quelles que soient leurs bonnes intentions — la seule responsabilité de la paix. La paix ne sera une paix véritable, une paix durable, une paix digne des sacrifices par lesquels elle aura été gagnée que si elle reflète la décision énergique des peuples libres de résoudre eux-mêmes leurs besoins, leurs intérêts et leurs désirs. C'est pourquoi nous lançons, de notre Conférence Mondiale, un appel à tous les travailleurs du monde, à tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté pour les inviter à se consacrer à la construction d'un monde meilleur et de faire pour cela les sacrifices qu'ils ont consentis pour gagner la guerre. »

Le Ier Congrès Syndical Mondial. Paris, le 25 septembre-8 octobre 1945. Une vue du présidium du Congrès. Les délégués venus de 56 pays et représentant plus de 66 millions de travailleurs organisés ont décidé la création de la première Fédération Syndicale vraiment mondiale.

IV. — LE CONGRES DE PARIS

LA NAISSANCE DE LA F.S.M. : LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE REMPORTE UNE VICTOIRE QUI PORTE EN ELLE DE NOUVELLES VICTOIRES

Le Comité de la Conférence élu à Londres se mit immédiatement au travail. Il désigna un « Comité Administratif » de treize membres [1] et, dès le 4 mai, un projet de statuts était adopté, ce qui nous permettait de reconvoquer la Conférence Syndicale Mondiale pour le 25 septembre 1945 à Paris.

Nous nous retrouvions donc, huit mois après Londres, pour poursuivre notre tâche : réaliser l'unité syndicale internationale, organiquement, la Conférence de Londres ayant été, en quelque sorte, la consécration de l'unité d'action qui s'était manifestée pendant la guerre.

La guerre était finie. La justice et la démocratie avaient eu raison du fascisme. De la nécessité de l'union pour mener à bien une guerre difficile, nous étions passés à la nécessité de l'union pour construire la paix. Pour certains, la situation devenait différente et les divergences que nous avions eues à surmonter à Londres furent cette fois-ci plus précises.

Mais l'immense volonté d'unité allait tout balayer. Nos forces avaient déjà augmenté : 272 délégués de 56 nations,

(1) Le Comité était ainsi composé : France, L. Saillant, Secrétaire du Comité, Benoît Frachon ; Grande-Bretagne, E. Edwards, Sir W. Citrine, Président du Comité ; U.R.S.S., V.V. Kuznetsov, M. Tarassov ; U.S.A., P. Murray, S. Hillman ; Chine, H.T. Liu ; Amérique Latine, V. L. Toledano, A. Cofino ; Fédération Syndicale Internationale, W. Schevenels ; Secrétariats Professionnels Internationaux, J. Oldenbroek.

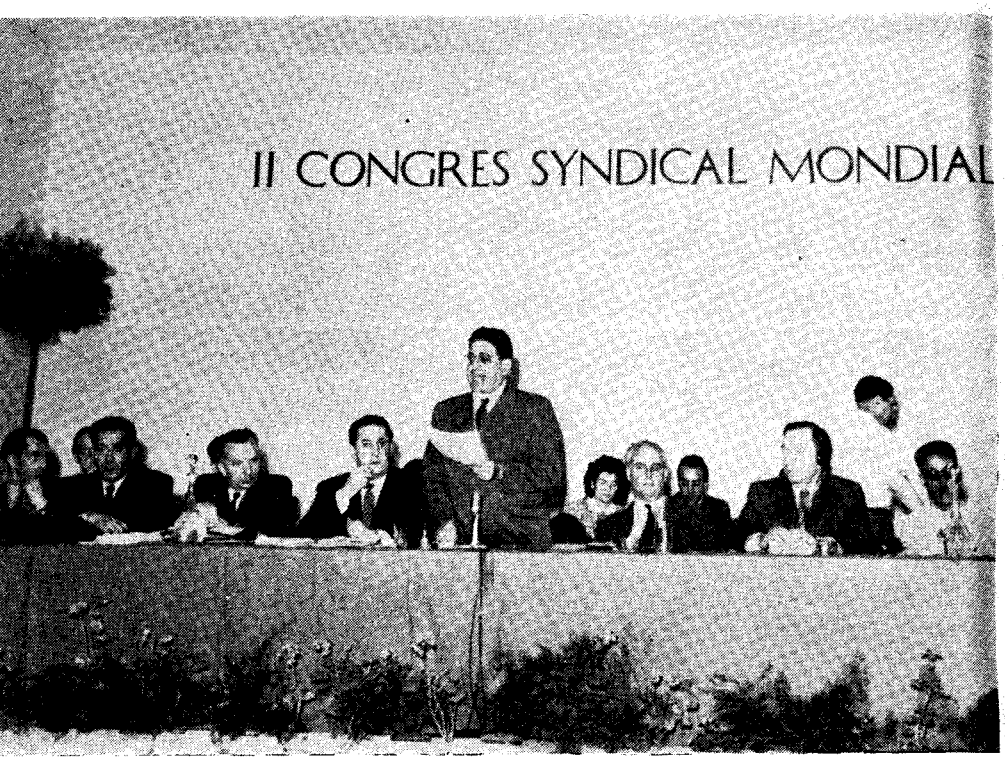


Photo Delius.

Le présidium du IIe Congrès Syndical Mondial. Le IIe Congrès Syndical Mondial a impulsé la lutte pour la paix des travailleurs. Réunis à Milan, du 29 juin au 9 juillet 1949, 252 délégués et observateurs, venus de 63 pays et représentant près de 72 millions de travailleurs organisés a pris, entre autres décisions, l'initiative de lancer une Journée internationale de la paix qui s'est déroulée, sous les formes les plus diverses, dans plus de 50 pays, le 2 octobre 1949.

représentant plus de 64 millions de travailleurs, siégèrent jusqu'au 8 octobre et ils ne se séparèrent qu'après avoir adopté, à l'unanimité, une série de documents qui restent parmi les documents les plus importants du mouvement syndical international :

1° Tout d'abord, le 3 octobre 1945, étaient votés les statuts de la F.S.M., définissant ses buts, ses méthodes et son organisation. La Conférence se transformait le jour même en premier Congrès Syndical Mondial de Paris;

2° Le Congrès élisait, toujours à l'unanimité, les organes dirigeants de la F.S.M. (1);

3° Enfin le Congrès votait les textes qui, avec les statuts, définissaient la position de la F.S.M. sur les grands problèmes internationaux, reprenant et précisant les décisions de Londres (2).

Les promesses de Londres étaient tenues : nous venions de prendre, par ces décisions unanimes, les plus solennels et les plus respectables engagements internationaux.

Les décisions de la Conférence de Londres et du Congrès de Paris : preuve que, par-delà les différences idéologiques, l'unité syndicale internationale est possible.

Pendant douze jours à Londres, pendant les nombreuses séances du Comité de la Conférence, pendant quatorze jours à Paris, nous avions discuté de l'organisation de notre Fédération Syndicale Mondiale, de ce qui devait être sa ligne politique, ses méthodes d'action, ses perspectives ; nous avions vu s'affronter des conceptions diverses, parfois oppo-

(1) Le Conseil Général, qui élisait comme Secrétaire général de la F.S.M. Louis Saillant, et le Comité Exécutif, qui élisait comme Président de la F.S.M. Sir Walter Citrine.

(2) Résolution N° 1 sur la représentation du monde du travail dans les institutions et organisations internationales ; N° 2 sur les rapports de l'activité des Centres syndicaux nationaux pour l'application des décisions de la Conférence de Londres et onze autres résolutions proposées par la Commission du règlement, prises en considération par l'Assemblée Plénière du Congrès et soumises au Bureau Exécutif (en particulier sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes).

Le IIe Congrès de la Paix à Varsovie (novembre 1950). Louis Saillant, Secrétaire général de la F.S.M., au présidium. La Fédération Syndicale Mondiale a activement participé aux initiatives du Mouvement Mondial de la Paix. En particulier, en cette année 1950, les travailleurs du monde se sont mobilisés dans une campagne de signatures, sous l'appel de Stockholm qui proclamait :

« Nous exigeons l'interdiction absolue de l'arme atomique, arme d'épouvante et d'extermination massive des populations.

« Nous exigeons l'établissement d'un rigoureux contrôle international pour assurer l'application de cette mesure d'interdiction.

« Nous considérons que le gouvernement qui, le premier, utiliserait contre n'importe quel pays l'arme atomique, commettrait un crime contre l'humanité et serait à traiter comme criminel de guerre. »

sées. Nous avions vu surgir des divergences, sur lesquelles nous reviendrons, et nous avons profondément senti que chaque syndicaliste apportait à ces assises non pas la vision formelle d'un syndicalisme universel, valable pour tous, qui devait s'appliquer automatiquement, mais la conception d'un syndicalisme forgé dans des luttes ouvrières déterminées et qui avait son originalité propre liée à l'histoire de la classe ouvrière de chaque pays. Mais de tout cela devait surgir la réalité vivante de l'internationalisme prolétarien, de la profonde communauté d'intérêts de tous les travailleurs du monde et de la possibilité concrète de réaliser l'unité syndicale internationale entre des organisations syndicales qui, sur le plan national, pouvaient être fort différentes.

On comprendra que ces textes, sur lesquels une si large unanimité avait pu se réaliser, revêtent une valeur non seulement historique, en tant que preuves tangibles des possibilités de l'unité syndicale internationale, mais encore portent en eux des enseignements toujours actuels qui éclairent les événements de 1960 et permettent, quinze ans après, de juger de la fidélité aux engagements pris.

Quelles sont donc les principales prises de position de la Conférence de Londres et de la Conférence-Congrès de Paris ?

On peut en énumérer sept :

1. *Extirper les racines du fascisme.*

C'était évidemment notre préoccupation première. Ce qui a été dit à l'époque, ce qui a été voté reste malheureusement encore aujourd'hui d'une étonnante actualité.

Sir Walter Citrine, Secrétaire général du T.U.C. britannique, à la séance du 9 février 1945 à la Conférence de Londres, déclarait : « Si des vestiges de l'organisation nazie survivaient à la guerre, ils constitueraient une source d'infection. Si un élément quelconque de la machine de guerre allemande demeurait, il deviendrait sûrement le noyau d'un nouveau système militaire qui se développerait dans les années suivantes. »

J.B. Carey, représentant les syndicats américains, et aujourd'hui Vice-président de l'A.F.L.-C.I.O., déclarait à la séance du 10 février 1945 : « Nous demandons que des mesures énergiques soient prises pour assurer la destruction

100.000 manifestants à Londres (avril 1960). Partie d'Aldermaston (centre de recherche nucléaire), la marche de la paix, sous le mot d'ordre « Bannissez la Bombe », s'est terminée en une grandiose manifestation à Trafalgar Square.

complète de tout vestige de fascisme ou d'impérialisme japonais. Il faut non seulement que le potentiel militaire actuel de l'Allemagne et du Japon soit entièrement détruit, mais encore que toute possibilité de faire une nouvelle guerre leur soit ôtée. »

La Première Résolution du Congrès de Paris définissait les tâches du mouvement syndical pour en finir avec le fascisme.

« Le Congrès déclare que la lutte pour l'extirpation rapide et totale des racines du fascisme constitue l'une des tâches essentielles de la F.S.M. et des mouvements syndicaux de tous les pays. Nous reconnaissons que les forces de la réaction s'opposent à la destruction complète des potentiels de guerre allemand et japonais et à l'extirpation du fascisme. *Le monde du travail doit prendre les mesures nécessaires pour garantir l'échec de ces forces...*

« ... Le Congrès déclare que le monde du travail doit veiller à ce que ces décisions (celles de Potsdam) soient appliquées sans hésitation ni faiblesses. »

Est-ce que ceci n'est pas toujours valable ? Nous avons pris cette décision en commun. Ceux qui n'ont pas voulu et ne veulent toujours pas agir en commun pour réaliser cette décision ne portent-ils pas une certaine responsabilité ? Oui ou non, aujourd'hui, l'Administration de la République Fédérale Allemande est-elle infestée d'anciens nazis ? Oui ou non, n'assistons-nous pas, à l'heure actuelle, à la levée d'une vieille et sale propagande antisémitique que l'hitlérisme avait fait fleurir dans toute l'Europe ? Et cela ne se passe-t-il pas en Allemagne Occidentale ? Oui ou non, dans les Conseils gouvernementaux allemands, y a-t-il d'anciens nazis ? Oui ou non, dans toutes les Cours de justice, les tribunaux, ne retrouve-t-on pas des juges nazis ?

Le militarisme et le fascisme ne sont-ils toujours pas ces dangers que nous dénoncions en 1945 ?

2. *Lutter pour la paix et contre les causes des guerres.*

La deuxième prise de position de la F.S.M. à sa création est relative à la paix.

La Conférence de Londres avait adopté une « Déclaration sur l'attitude à l'égard du règlement de la paix », où

A Berlin, du 20 au 22 juin 1954, se tenait une Conférence des Syndicats des Pays d'Europe qui dénonça vigoureusement les objectifs de la « Communauté Européenne de Défense » (C.E.D.) et impulsa l'action unie des travailleurs contre les dangers de guerre et la militarisation de l'Allemagne Occidentale.

A Leipzig, du 22 au 24 avril 1955, 1.022 délégués de 25 pays d'Europe constatèrent le succès de la lutte contre la C.E.D. et lancèrent un appel pour intensifier la lutte contre le militarisme allemand, toujours plus menaçant.

A Berlin, du 20 au 22 juin 1958, une Conférence Syndicale (notre photographie) alertait de nouveau les travailleurs européens sur les menées agressives des impérialistes et sur l'action des revanchards allemands. Le mot d'ordre de la conférence était « Unité et action contre la guerre atomique, pour le désarmement et la coexistence pacifique ».

l'élimination des causes économiques de la guerre était soulignée : « Le mouvement syndical ne pourra jamais oublier qu'une des causes fondamentales des guerres fut la lutte des monopoles pour la conquête des marchés. » La Conférence demandait que des enquêtes soient menée « sur les activités des cartels et monopoles internationaux contraires à l'intérêt public, afin d'y mettre un terme ».

Les statuts adoptés à Paris placèrent parmi les objectifs de la F.S.M. : combattre la guerre et les causes de la guerre, et travailler en vue d'une paix stable et durable.

3. *Amélioration des conditions de vie et de travail.*

La Conférence de Londres avait formulé les principes d'une charte fondamentale concernant les droits des syndicats et leurs revendications immédiates. Le Congrès de Paris, dans la deuxième résolution, reprit avec force les revendications essentielles des travailleurs :

— liberté d'organisation syndicale pour tous;
— liquidation de toutes formes de discrimination fondée sur la race, le sexe ou l'âge;
— le droit au travail, le droit au repos;
— de meilleurs salaires et un standard de vie plus élevé (logement, alimentation...) ;
— la sécurité sociale pour assurer des garanties contre le chômage, la maladie, les accidents, la vieillesse.

4. *La fin du système colonial.*

A Londres comme à Paris, et la seconde fois avec encore plus de force, nous avons réussi à faire proclamer solennellement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la nécessité de mettre fin le plus rapidement possible au système colonial.

A Londres, se référant à la Charte de l'Atlantique, la Conférence demandait que les communautés non-autonomes puissent se gouverner elles-mêmes.

La résolution sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes adoptée par la Commission du Règlement du Congrès de Paris lance avec clarté le mot d'ordre de l'indépendance nationale :

Une manifestation en Allemagne Fédérale (mai 1960) pour la paix et le désarmement.

« La victoire remportée sur les puissances fascistes était fondée à la fois sur la puissance militaire des Nations Unies et sur la lutte active menée par les peuples afin de s'assurer la jouissance de leurs libertés fondamentales, le droit de disposer d'eux-mêmes et leur indépendance nationale.

« Ce serait vraiment une victoire incomplète si l'on déniait maintenant aux peuples des colonies et territoires de toutes les nations la pleine jouissance de leur droit héréditaire à disposer d'eux-mêmes et à l'indépendance nationale.

« La Commission recommande en conséquence... que le Comité Exécutif fasse immédiatement, auprès des Nations Unies et de leurs organisations, les démarches nécessaires pour obtenir que partout les peuples jouissent de leurs droits à disposer d'eux-mêmes et à réaliser leur indépendance nationale. »

5. *Développement économique des pays moins développés.*

Une autre prise de position complétait d'ailleurs cette revendication de l'indépendance politique : celle de l'indépendance économique.

La résolution de la Commission du Règlement du Congrès de Paris pourrait être aujourd'hui repris sans aucune modification fondamentale :

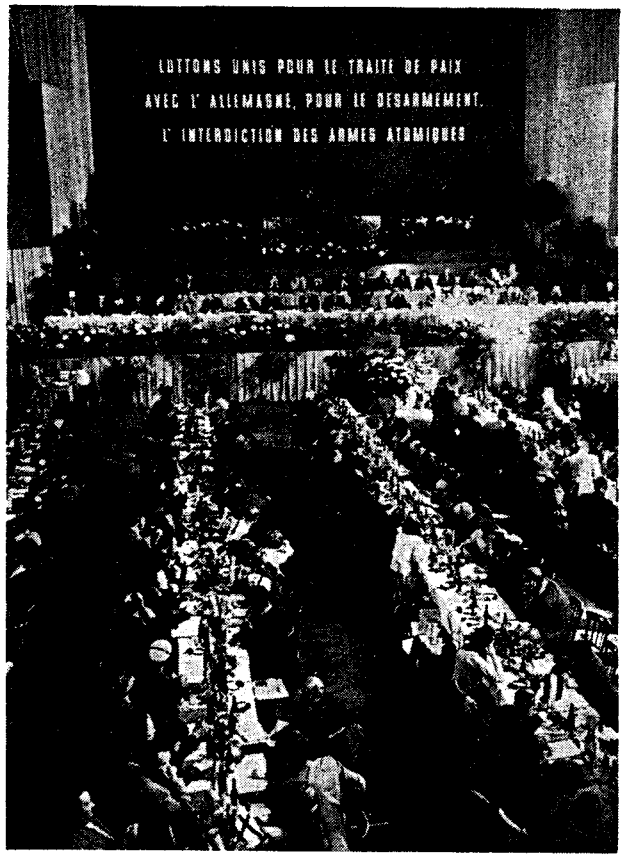
« Vu les considérations développées dans le rapport de la C.T.A.L. [1], le premier Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale décide :

1° De promouvoir sous le contrôle démocratique l'industrialisation et le progrès technique agricole de tous les pays attardés, en vue de les libérer de leur actuelle dépendance et d'élever les conditions d'existence de leur population;

2° De veiller à ce que ce programme ne soit pas utilisé au profit des monopoles autochtones ou étrangers qui lèseraient des légitimes intérêts nationaux et sociaux de ces pays;

3° De seconder l'assistance qui peut être apportée à ces pays par les ressources de la technique et du capital des pays avancés au moyen de crédits à long terme et autres, sans permettre à ces derniers de s'immiscer dans les affaires nationales

(1) Confédération des Travailleurs de l'Amérique Latine.



Le 8 mai 1959 s'ouvrait, à Görlitz-Zgorzelec, sur la rivière Neisse, en Allemagne, la Conférence des Syndicats et des travailleurs des pays d'Europe contre les menaces de guerre atomique et pour la paix. Elle lança un appel aux travailleurs du monde, demandant notamment la signature du traité de paix avec l'Allemagne, le désarmement et l'interdiction des armes atomiques. Un mémorandum fut également adopté et remis à la Conférence des Quatre ministres des Affaires étrangères, à Genève, par une délégation conduite par Louis Saillant. Ce fut la première de toute une série d'autres délégations qui, par dizaines, se succédèrent durant un mois à Genève.

des pays pauvres ou de les soumettre à l'ingérence des trusts et cartels internationaux;

4° D'assurer une coordination internationale de ces interventions, en vue d'aboutir à une évolution harmonieuse de tous les peuples;

5° De mobiliser dans le cadre de cette action tous les peuples, non seulement dans les pays attardés, mais dans les pays avancés, dont les véritables intérêts coïncident avec ceux des premiers. »

Il existe bien une différence, et importante, entre 1945 et 1960. C'est que maintenant une telle résolution n'est plus un vœu pieux mais une revendication réalisable. Depuis 1945, de nombreux pays ont rejoint le camp du socialisme qui s'est considérablement renforcé et est en mesure d'apporter une aide économique importante aux pays sous-développés. L'aide économique désintéressée des pays sans capitalistes ni monopoles non seulement répond aux exigences que nous formulions en 1945, mais permet également aux pays sous-développés de traiter dans de meilleures conditions avec les pays capitalistes.

6. *La classe ouvrière internationale et les organisations internationales.*

Londres avait déjà affirmé que la future F.S.M. devait être représentée dans les divers organismes des Nations Unies. Le Comité de la Conférences avait reçu mission de revendiquer le droit d'être représenté à la Conférence de San-Francisco des Nations Alliées. La Commission des conditions économiques avait donné un avis favorable mais les gouvernements américain et britannique s'y opposèrent. Malgré l'attitude positive des gouvernements soviétique et français, la Conférence, par 33 voix contre 7, refusa notre représentation à San-Francisco.

Le Congrès de Paris éleva « une haute et énergique protestation contre ce refus » et réaffirma la position du mouvement syndical international : « Le Congrès Mondial répète, en des termes clairs et énergiques, qu'il revendique le droit d'être représenté effectivement au sein de l'organisation de sécurité internationale et dans les organismes qui ont pour

tâche l'élaboration de la paix et de la reconstruction. Le Congrès déclare qu'en tant que représentant du monde du travail, il a le droit inaliénable de participer à l'activité de l'Organisation des Nations Unies. »

7. *Les relations syndicales internationales et l'unité syndicale.*

« Le Premier Congrès de la F.S.M., qui s'est tenu à Paris, a accompli la tâche capitale que les représentants des mouvements syndicaux du monde entier s'étaient assignée tandis que la guerre faisait encore rage. Le but fixé par la Conférence Syndicale Mondiale qui s'est tenue à Londres il y a neuf mois a été atteint. Aujourd'hui, les mouvements ouvriers de toutes les nations libres sont unis en une Fédération mondiale qui parle avec autorité au nom de la classe ouvrière du monde entier.

« Ainsi, les travailleurs des Nations Unies, après avoir apporté une immense contribution à la victoire, ont uni leurs forces en une seule et puissante organisation pour travailler ensemble à la paix et à la reconstruction. »

Quel cri de victoire que ces premiers paragraphes de la résolution du Congrès de Paris. Et combien justifié !

A Londres, nous avions déjà constaté que tous les buts que nous nous étions fixés ne seraient réalisés avec plein succès que « si le mouvement ouvrier international est organisé » et qu'il fallait créer « aussi rapidement que possible une puissante et démocratique Fédération Syndicale Mondiale ».

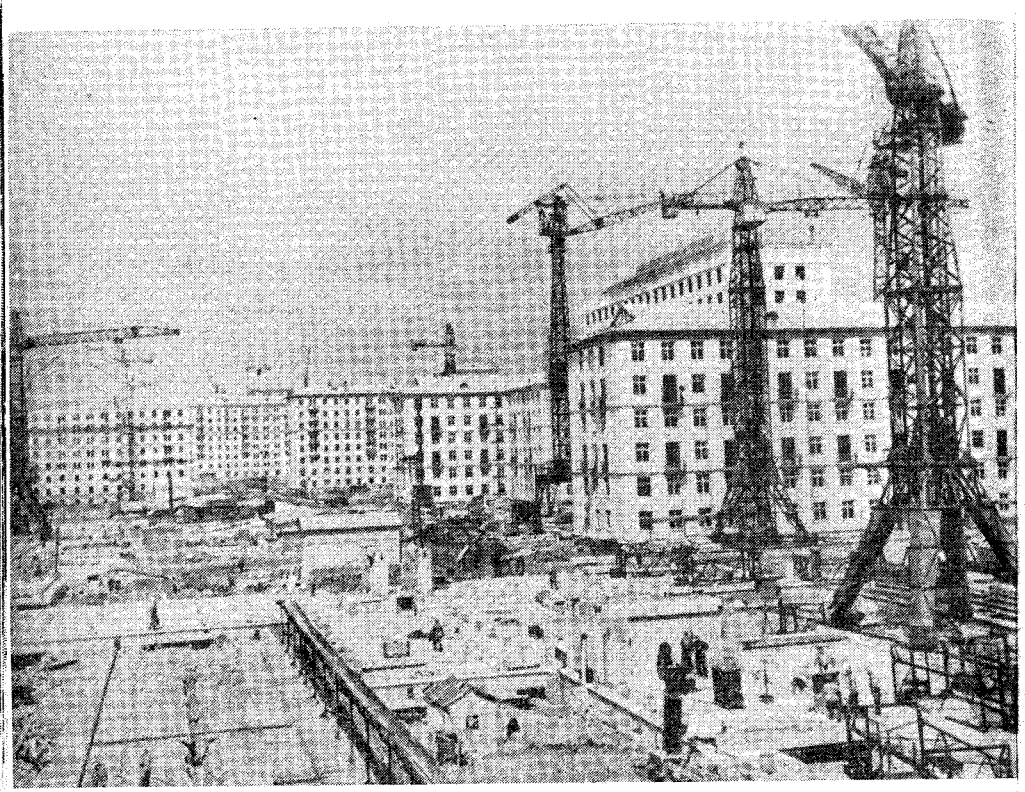
Le délégué du C.I.O. américain à la Conférence de Londres, Sidney Hillman, avait particulièrement insisté : « L'his-

De haut en bas :

Près de Stuttgart, en République Fédérale Allemande, dans une base américaine, les fusées pointées, menaçantes, vers le ciel.

Dusseldorf, novembre 1959. Au procès des partisans de la paix d'Allemagne Fédérale, les forces policières tentent d'abattre toute résistance aux militaristes revanchards.

Les actions pour la paix se poursuivent. Le 18 avril 1960, les manifestants venus de Hambourg et de Brême ont porté des drapeaux noirs jusque devant le centre d'expérimentation nucléaire de l'O.T.A.N. à Bergen-Hohne.



Les chantiers de la paix en Union Soviétique. Une forêt de grues hérissent Moscou où l'on construit, partout, de nouveaux immeubles pour les travailleurs. L'amélioration des conditions de vie et les initiatives systématiques pour la paix et la coexistence pacifique sont deux aspects de la politique fondamentale des pays socialistes.

toire, ce maître impitoyable, nous a enseigné, au cours de la tragique et sanglante décade, cette précieuse leçon que l'unité de toutes les forces démocratiques du monde est la condition essentielle de la paix et du progrès... Le mouvement international du travail n'a représenté (avant-guerre) qu'un élément faible, incapable d'agir dans la lutte antifasciste, parce qu'il lui manquait l'unité, seule source de notre force. »

Le délégué des syndicats soviétiques, V. Kuznetsov, appuyant les propositions d'Hillman, déclarait : « Les membres des syndicats soviétiques demandent unanimement l'unité syndicale mondiale et soulignent le fait que l'établissement de contacts personnels entre travailleurs des pays démocratiques constitue un sérieux pas en avant pour la réalisation de cette unité. »

Notre volonté d'unité était fondée sur une appréciation juste des anciennes faiblesses du mouvement ouvrier et, pour réaliser l'unité, nous avions créé des relations syndicales internationales de type nouveau : des contacts bilatéraux et multilatéraux ont abouti à la Conférence de Londres et à la création de la F.S.M. à Paris.

Les leçons de Londres et de Paris prouvent que nous avons eu raison, à la 20e session du Comité Exécutif de Bucarest, en décembre 1959, de rappeler l'indispensable nécessité de contacts bilatéraux et multilatéraux pour avancer sur le chemin de la reconstitution de l'unité syndicale internationale dans les conditions nouvelles d'aujourd'hui.

Comment la volonté unitaire a pu surmonter tous les obstacles dressés par ceux qui n'acceptaient l'unité qu'à contre-cœur.

En 1945 nous avions donc pu réaliser l'unité syndicale internationale. C'était là un grand résultat positif et on n'insistera jamais trop sur ce point. Mais il ne faut pas oublier non plus comment nous y sommes parvenus. La direction du T.U.C. britannique avec Sir Walter Citrine, qui était également Président de l'Internationale d'Amsterdam — ou du moins de ce qui en restait, car cette organisation, en fait, avait disparu dès 1939 — les dirigeants de cette internationale comme son Secrétaire général Schevenels, certains diri-

Début 1960, les manifestations contre l'explosion atomique française au Sahara se multiplient. Une vue d'un imposant meeting à Tunis pendant la Conférence des peuples africains (janvier 1960).

geants des Secrétariats Internationaux, branches professionnelles de la F.S.I., comme Oldenbrœk, menèrent une bataille aux formes multiples pour empêcher ou retarder la création de la F.S.M.

Ces formes multiples, ce furent les « divergences » qui surgissaient au cours des discussions qu'il fallut surmonter une à une et qui furent toutes surmontées car, ne l'oublions pas, toutes nos décisions furent prises à l'unanimité.

Il y eut ainsi, pour l'essentiel, quatre obstacles dressés par ceux qui n'acceptaient l'unité qu'à contre-cœur.

1. *La participation des syndicats des pays libérés.*

Certains voulurent empêcher que les représentants des syndicats des pays dits ex-ennemis puissent participer à nos travaux et à la future F.S.M. C'était là la première invention de l'ancien petit groupe dirigeant de l'Internationale d'Amsterdam.

Il se trouvait justement qu'avec le camarade Benoît Frachon j'avais eu l'occasion d'assister, en janvier 1945, à notre retour de la réunion du Comité Syndical franco-soviétique, au Congrès des Syndicats Roumains. Nous avions vu comment les travailleurs roumains donnaient vie à un nouveau mouvement syndical après la libération de leur pays de l'emprise fasciste.

Nous avions aussi rencontré le camarade Prakhov qui nous avait donné des informations sur la renaissance du mouvement syndical en Bulgarie. Et on proposait à la Conférence de Londres de ne pas admettre, provisoirement, ces syndicats dans la future F.S.M. Pour ce qui est de la C.G.T. italienne, ce même petit groupe voulait la laisser à l'écart, pendant un certain nombre d'années, afin de contrôler, par exemple, si notre regretté camarade Di Vittorio était véritablement un antifasciste et un syndicaliste éprouvé.

Vous pensez bien que dans une Conférence comme celle de Londres de tels arguments ont été balayés avec force. J'ai eu le plaisir, avec le camarade Tarassov et le camarade Lombardo Toledano, d'être parmi le groupe des camarades de la Conférence qui menèrent l'offensive pour faire triompher un certain nombre de principes prolétariens.

Photo Delius.

Ci-dessus : **au II[e] Congrès Syndical Mondial à Milan (1949).** De gauche à droite : **Louis Saillant, Vicente Lombardo Toledano, V. V. Kuznetsov. Le Congrès a marqué une étape importante dans l'action de la F.S.M. pour l'indépendance nationale des peuples opprimés par le colonialisme. Il a réaffirmé la volonté de la F.S.M. « d'aider les peuples des pays coloniaux à obtenir l'application de leur droit à disposer d'eux-mêmes et à atteindre une entière indépendance nationale. »** Ci-dessous : **la Conférence Syndicale des pays d'Asie et d'Australasie s'est tenue à Pékin du 16 novembre au 1[er] décembre 1949.** De gauche à droite : **Liu Ning I (Chine), Alain Le Leap (France), Léonid Soloviev (U.R.S.S.), Louis Saillant. Cette conférence, qui groupait 120 délégués venus de 14 pays d'Asie, a analysé les perspectives d'action du mouvement syndical dans la lutte pour la disparition du colonialisme.**

Une aciérie en Chine. Les travailleurs chinois ont pris en main leur destinée. Ils ont montré comment un pays pouvait être sorti des ténèbres où l'avait plongé l'impérialisme et devenir une puissance mondiale.

La Tunisie lutte contre le colonialisme. Une vue d'une manifestation à Tunis, début 1949. La Tunisie est maintenant un Etat libre comme le Maroc, comme le Ghana, comme la Guinée, comme tant d'autres pays à qui la F.S.M. a toujours apporté son entière solidarité.

A Sir Walter Citrine qui voulait que nous limitions « aux pays qui, dans une mesure substantielle, acceptent les principes pour lesquels nous avons lutté », Lombardo Toledano répliquait qu'une telle attitude revenait « à travailler contre l'unité mondiale » et que ce qui nous intéressait, ce n'étaient pas les pays ex-ennemis mais les organisations syndicales des pays libérés.

Je rappelais un vieux principe prolétarien qui nous faisait obligation de ne jamais confondre la classe ouvrière d'un pays avec la classe des oppresseurs et des exploiteurs.

A la Conférence de Paris, le même groupe revint à la charge, et Sir Walter Citrine s'inquiéta « de la montée des effectifs syndicaux, surgissant d'une guerre dévastatrice » dans ces mêmes pays.

La réplique vint tout d'abord du délégué des syndicats australiens, Thornton : « Nul ne s'inquiète de ce que les syndicats britanniques groupent maintenant 7 millions d'adhérents au lieu de 4 millions il y a peu de temps encore, et nous n'avons que des raisons de nous réjouir en constatant que c'est la première fois depuis vingt ans que nos camarades italiens ont eu la possibilité de s'organiser. Nous pouvons nous réjouir également que les chefs syndicaux en Roumanie et en Hongrie aient été relâchés après de nombreuses années d'emprisonnement et qu'ils aient été capables de réorganiser le mouvement syndical dans leurs pays respectifs. »

J'ajoutai que l'adhésion en masse des travailleurs aux organisations syndicales était justement un hommage rendu à notre combat contre la dictature et une manifestation de reconnaissance.

Ce premier obstacle fut surmonté et nous fondions la F.S.M. ouverte à tous sans discrimination.

2. *Les tentatives de ressusciter la F.S.I. et de retarder la création de la F.S.M.*

D'autres arguments furent mis en avant également : pourquoi créer une nouvelle internationale alors qu'il existait déjà l'Internationale d'Amsterdam qui avait ses fonctionnaires expérimentés et dont on ne pouvait se séparer du jour au lendemain.

Chypre, Nicosie, janvier 1958. Une manifestation des travailleurs malgré l'oppression britannique. Chypre a conquis son indépendance.

A dire vrai cet argument fut présenté assez timidement en séance publique car la F.S.I. était si discréditée qu'il était difficile de vouloir la ressusciter en 1945, alors que sa disparition réelle en 1939 s'était produite dans l'indifférence générale.

Il s'agissait de créer une organisation *vraiment internationale* et ce n'était pas la F.S.I. qui pouvait prétendre le faire; sur les trois organisations syndicales membres de la Commission préparatoire de la Conférence de Londres, deux d'entre elles n'avaient jamais été admises au sein de la F.S.I. : les syndicats soviétiques et le C.I.O. américain.

Au Congrès de Paris des tentatives semblables furent faites : cette fois-ci, il s'agissait de retarder la création de la F.S.M., de prévoir des périodes intermédiaires, de prolonger encore les conversations, etc...

C'est quand même à l'unanimité que la décision de créer immédiatement la F.S.M. fut prise à Paris.

Une question cependant restait encore en suspens. Si la F.S.I. disparut définitivement, par contre il fut prévu que les Secrétariats Professionnels négocieraient leur incorporation à la F.S.M., le II[e] Congrès Syndical Mondial devant régler définitivement la question. Les adversaires de l'unité poursuivirent sur ce terrain leur action et seule la F.I.S.E. (Fédération Internationale Syndicale de l'Enseignement) appliqua les décisions du Congrès de Paris.

3. *La question du nombre des mandats.*

Les dirigeants des syndicats britanniques eurent également le souci de faire en sorte que les syndicats soviétiques ne puissent jamais avoir la majorité dans la Conférence, comme s'il s'était agi, en pleine guerre, pour les syndicats soviétiques, de chercher à obtenir les décisions dans un sens ou dans un autre par un vote majoritaire.

Ils firent tout pour que les syndicats soviétiques ne puissent jamais avoir plus de voix que la somme des voix auxquelles avaient droit les syndicats américains et britanniques réunis, alors que les syndicats soviétiques représentaient deux fois plus de travailleurs que les syndicats britanniques et américains réunis. Ce n'était vraiment pas très démocratique, mais enfin un compromis fut trouvé grâce, principalement, à notre camarade Kuznetsov qui a fait, sans arrêt, de magnifiques

Janvier 1959, Léopoldville. Congo sous domination belge. Une manifestation pour l'indépendance. Le 1er juillet 1960, le Congo devenait un Etat indépendant.

démonstrations de la volonté unitaire des travailleurs et des travailleuses soviétiques au cours de toutes ces discussions.

4. *La libération des pays coloniaux.*

Sur ce point, des difficultés surgirent en raison de l'attitude des dirigeants des syndicats britaniques et hollandais.

Lorsque, par exemple, notre camarade Dange, représentant les syndicats de l'Inde, au Congrès de Paris, salua les perspectives ouvertes par la création de la F.S.M. en ces termes : « Pour notre classe ouvrière, le premier et le plus simple des besoins est l'indépendance nationale; et c'est pour cela que notre peuple s'unit au mouvement syndical international », Citrine crut devoir répliquer qu'il ne pensait pas que la F.S.M. fût l'agent désigné pour cela : « Si nous nous laissons jamais égarer dans les dédales de la politique, notre Internationale périra. »

Ils firent tous leurs efforts pour limiter au maximum les positions anti-colonialistes du Congrès.

Lorsque la Commission du règlement du Congrès proposa une résolution qui condamnait les menées colonialistes au Viet-Nam et en Indonésie, le délégué des syndicats hollandais Kupers vint à la tribune contester le bien-fondé de la lutte du peuple indonésien pour son indépendance !

Ces difficultés, elles aussi, furent surmontées. Des décisions furent prises, dans l'unité. Encore fallait-il qu'elles soient respectées par tous.

Le respect, par tous, des décisions prises unanimement, aurait pu sauvegarder l'unité syndicale internationale.

L'unité syndicale que nous avions créée dans l'enthousiasme général, il fallait la sauvegarder, la renforcer. Cependant, en 1949 la rupture de l'unité syndicale survenait : un petit groupe de dirigeants syndicaux se retiraient de la F.S.M.

Je pense qu'il faut traiter de la scission de 1949, au sein de la F.S.M., sous l'angle d'une contribution à la recherche

Union Sud-Africaine. La police s'attaque à une manifestation de femmes. « La lutte courageuse des travailleurs et du peuple d'Union Sud-Africaine aboutira à la victoire et la politique de discrimination raciale sera abolie une fois pour toutes. » (Déclaration du 15 avril 1960 du Secrétariat de la F.S.M.)

de ce qu'il ne faut pas faire si l'on poursuit le but d'unir les syndicats du monde entier.

Il ne faut pas refuser d'appliquer les décisions élaborées et adoptées en commun. Les syndicats britanniques, américains et quelques autres, qui ont accepté la remilitarisation de l'Allemagne Occidentale et la reconstitution du potentiel industriel des forces militaristes allemandes, n'ont pas respecté les engagements pris à Londres en 1945.

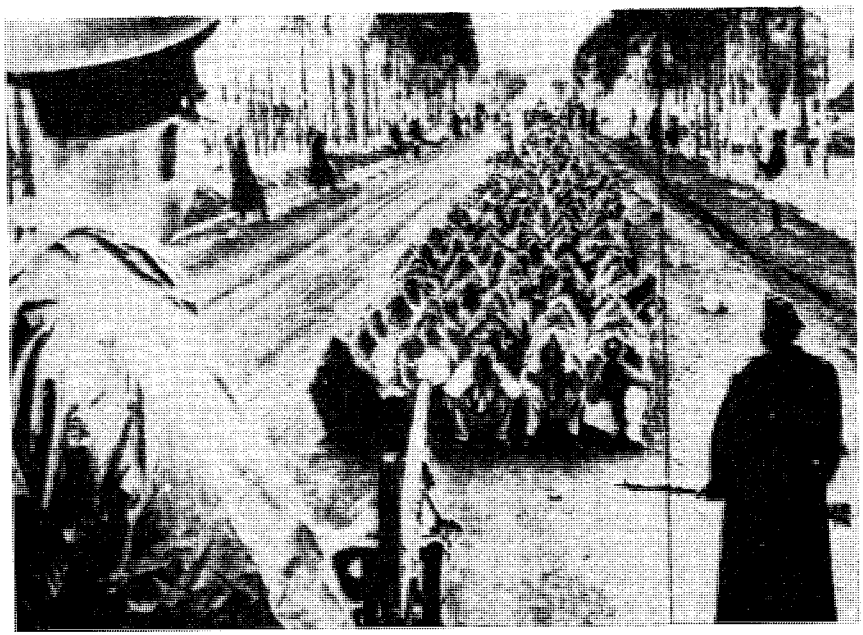
Il ne faut pas qu'une Centrale nationale syndicale veuille exercer son hégémonie sur l'organisme syndical international unitaire comme voulurent le faire les syndicats américains à propos du Plan Marshall. Nous avions proposé, à l'époque — puisque nous avions des opinions divergentes — qu'on prenne simplement acte de l'existence du Plan Marshall et qu'on ne mette pas la F.S.M. dans l'obligation de prendre une décision favorable ou défavorable. On a voulu imposer, malgré tout, la décision, bien qu'il y eût une majorité contre dans la F.S.M. Nous n'avons pas revendiqué l'usage de cette majorité. Mais certains cherchaient à nous pousser à faire usage d'un vote majoritaire pour provoquer un état de rupture.

Il ne faut pas fausser le fonctionnement démocratique de l'organisation unitaire en créant des privilèges de représentation comme le voulurent quelques dirigeants de Centrales nationales d'Europe Occidentale et de l'Amérique du Nord, au détriment des organisations syndicales d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine. Certains groupes de dirigeants syndicaux européens, qui avaient collaboré à l'ancienne direction de l'Internationale d'Amsterdam, firent systématiquement de l'obstruction quand il s'agissait de soutenir le courant d'indépendance des peuples coloniaux et opprimés, sous prétexte qu'il s'agissait là de problèmes politiques.

Il ne faut pas nier les efforts de la bourgeoisie en vue de diviser le mouvement ouvrier et se refuser à protéger les syndicats contre l'intervention directe ou indirecte des éléments réactionnaires dans leur vie intérieure et dans leurs activités. Nous avons connu, dès 1946, la reprise d'une politique scissionniste au sein du mouvement syndical, sous la direction de l'A.F.L. qui s'efforçait de regrouper sous sa bannière les dirigeants syndicaux anti-unitaires qui avaient été obligés de s'incliner et de se taire en 1945, tant la poussée unitaire était grande dans les syndicats du monde entier.

Les travailleurs africains revendiquent de meilleures conditions de vie et la liberté.

La répression militaire s'abat sur les travailleurs africains.



★

Mais tous ces faits, qui sont à l'origine de la scission syndicale internationale de 1949, sont liés entre eux. Ils traduisent les aspects syndicaux de la politique internationale qui s'était aggravée. de la tension internationale qui était née de la volonté réactionnaire des milieux capitalistes monopolistes à partir de 1946-1947.

C'est, en fin de compte, l'attitude des syndicats vis-à-vis des monopoles capitalistes et la politique suivie par ces derniers qui détermine toujours les possibilités de faire avancer ou non l'unité syndicale nationale et internationale. Et si l'on veut comprendre vraiment le fond de cette scission détestable de 1949, il faut se rappeler qu'en réalité un certain nombre de dirigeants syndicaux n'étaient pas prêts à s'opposer à la pression et aux exigences des monopoles capitalistes.

La F.S.M. en 1945 : c'est l'enfant de l'unité, de la lutte commune des travailleurs contre le fascisme, de la volonté de construire la paix et de libérer les peuples coloniaux, de la lutte pour de meilleures conditions de vie, du combat contre les monopoles exploiteurs et fauteurs de guerre. Relisez nos décisions.

La C.I.S.L. en 1949 : c'est l'enfant de la scission, de l'abandon des positions prises contre le fascisme et le militarisme, du renoncement aux principes de la paix au bénéfice des théories de guerre froide, c'est la compromission avec les monopoles et le capital international dont on enfourche le cheval de bataille, le Plan Marshall.

La F.S.M. en 1960, c'est la fidélité aux principes unitaires de 1945. Relisez nos décisions [1].

Tout comme l'Internationale d'Amsterdam avait fait faillite devant la montée du fascisme entre 1933 et 1939, certains dirigants de droite furent incapables de faire face à l'offensive des monopoles et de la guerre froide.

Mais entre ces deux époques il existe une différence fon-

(1) Voir les textes en annexes : le Manifeste de la Conférence de Londres ; le préambule des statuts de la F.S.M. ; la première résolution du Congrès de Paris. D'autres décisions de Londres et de Paris ont été citées dans les pages précédentes.

damentale. La F.S.M. a réussi, malgré la scission internationale, à développer ses moyens d'action et ses formes d'organisation en même temps que les luttes des travailleurs se sont développées dans le monde. Nos onze Unions Internationales par branche industrielle ou professionnelle permettent un enracinement notable de la F.S.M. dans les luttes quotidiennes des travailleurs du monde entier. Sur les cinq continents, la F.S.M. compte actuellement 101 millions de travailleurs et travailleuses affiliés par l'intermédiaire des Centrales nationales ou Fédérations industrielles alors qu'au Congrès de Paris nous représentions 64 millions de syndiqués.

La F.S.M. s'est maintenue, s'est renforcée et son rayonnement dans le monde est impressionnant.

Et maintenant se fait plus proche le triomphe des idées de coexistence pacifique, de désarmement et de paix, pour lesquelles les travailleurs ont combattu opiniâtrement. Nous sentons également plus proches les possibilités de la reconstitution de l'unité syndicale internationale, objectif que la F.S.M. s'est assigné dès le lendemain de la scission.

La F.S.M., quant à elle, consciente de l'importance historique que constituait l'unité syndicale internationale, a toujours scrupuleusement respecté les décisions des Conférences de Londres et de Paris.

Elle peut affirmer, en faisant le bilan de ces quinze années de lutte, qu'elle n'a pas failli à sa tâche.

CHAPITRE II

QUINZE ANNÉES DE LUTTES

Février 1960. A Francfort (République Fédérale Allemande), 30.000 travailleurs se sont mis en grève et ont manifesté sur le Römerberg contre les atteintes portées au régime des assurances maladies.

I. — D'UN CONGRES A L'AUTRE

QUINZE années d'activités de la F.S.M. ? Comment les retracer en une cinquantaine de pages ? J'ai repris les rapports d'activités préparés à l'occasion du IIe Congrès Syndical Mondial (juin-juillet 1949, Milan), du IIIe Congrès (octobre 1953, Vienne), du IVe Congrès (octobre 1957, Leipzig). Cela fait déjà plus de mille cinq cents pages imprimées, pour nos douze premières années. Ces trois dernières années ne sont pas parmi les moins riches, et certainement nous présenterons l'an prochain à notre Ve Congrès Syndical Mondial une belle et encourageante moisson de faits.

Contentons-nous donc de rappeler quelques lignes directrices essentielles de ce qui fut, pendant ses quinze années d'existence, l'activité quotidienne, la lutte permanente de la Fédération Syndicale Mondiale.

Débuts prometteurs.

Aucune raison d'Etat, aucune pression gouvernementale, aucun opportunisme politique ne s'étaient glissés dans nos déclarations lorsque nous avons créé la F.S.M. Notre action, pour doter la classe des travailleurs et travailleuses d'un instrument pouvant parler en son nom, agir pour elle, exprimer l'opinion et la volonté du mouvement syndical ouvrier mondial, était la conséquence de notre foi dans le destin historique de la classe ouvrière internationalement organisée. La F.S.M. s'est inscrite dans l'histoire de la lutte séculaire des peuples, des populations travailleuses pour leur émancipation sociale.

Les travailleurs du monde entier ont salué avec joie la naissance de la F.S.M. Ils ont vu, avec raison, dans la F.S.M., un instrument essentiel de paix entre les peuples.

A l'allégresse née de la victoire militaire sur le fascisme et l'hitlérisme se joignait la conviction que le monde allait enfin connaître une ère de justice sociale, de bien-être humain. La F.S.M. avait son rôle à jouer dans la création d'un monde nouveau mais le rôle essentiel appartenait aux travailleurs eux-mêmes, à leur action propre, dans leur propre pays.

Algérie aujourd'hui : la guerre coloniale.

★

Algérie demain : déjà un jeune Algérien apprend son métier de « bâtisseur » dans un centre professionnel de l'Union Générale des Travailleurs Algériens, en Tunisie.

Les promesses faites, pendant la guerre, aux peuples, allaient-elles se réaliser une fois la victoire acquise ? Pour les travailleurs du monde, la création de la F.S.M. fut au moins la garantie que ces promesses ne seraient point oubliées, ni mises à l'écart, ni entourées d'un silence subit.

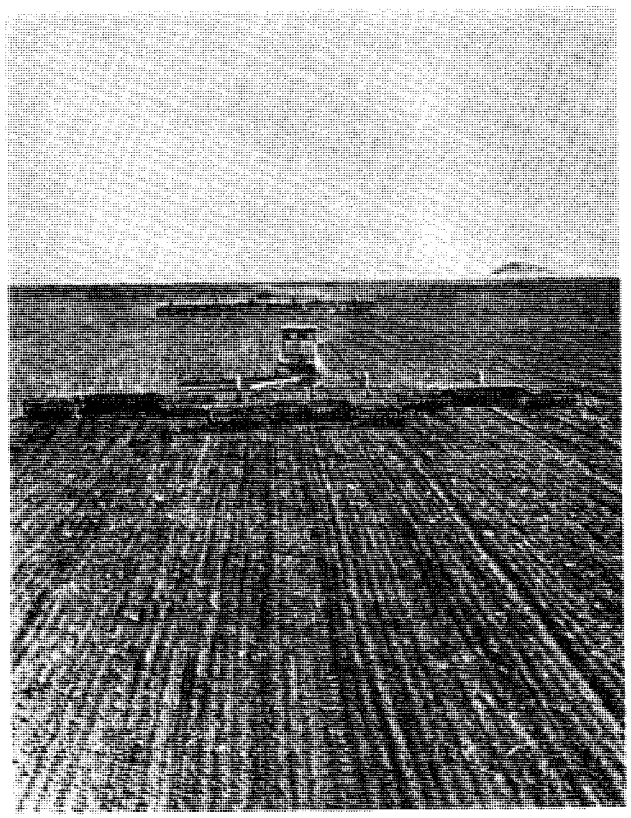
Dès sa naissance, la F.S.M. se mettait au travail. Le 2 décembre 1945 une délégation se rendait en Grèce pour y examiner les violations des droits syndicaux et pour aider à la constitution d'un mouvement syndical unifié et démocratique. Du 30 janvier au 19 février 1946 une commission d'enquête de la F.S.M. visitait les quatre zones d'occupation en Allemagne et examinait les problèmes de dénazification, de démocratisation et la décartellisation de l'industrie.

Premières années, premiers succès.

Les premières années de l'histoire de la F.S.M. ont correspondu aux importants succès remportés par les travailleurs et leurs syndicats. L'institution de nouvelles lois sociales, l'augmentation de la part des masses travailleuses dans le revenu national, l'obtention de droits syndicaux nouveaux, illustrent particulièrement ces succès. En 1945-46, de nombreux gouvernements, avec l'appui des masses populaires, donnèrent une consécration légale à d'importantes revendications ouvrières.

La particularité de cette période c'est que, dans tous les pays, en même temps que des programmes de reconstruction de l'économie d'après-guerre étaient élaborés, de nouvelles lois sociales étaient promulguées. Et dans tous ces pays on retrouve la marque de l'influence syndicale.

C'est aussi la période où le patronat et les gouvernements des pays capitalistes, semi-coloniaux et coloniaux, après avoir cédé sous la pression des masses et consenti des avantages nouveaux aux travailleurs, s'organisaient pour prendre l'offensive en vue d'annuler ces succès. Il leur fallait pour cela affaiblir les forces syndicales et ils préparèrent la division dans les rangs des masses ouvrières. Dans cette période de 1946-1947, la F.S.M. eut à lutter pour le maintien de l'unité syndicale internationale contre laquelle les dirigeants de l'A.F.L. complotaient.



Pour les pays libérés du colonialisme peuvent s'ouvrir les perspectives grandioses d'une économie nouvelle au service du peuple.

Si, dans ces premières années de l'après-guerre, le monde avait connu une vie sereine, l'existence de la F.S.M. aurait été à cette image. Il n'en fut pas ainsi. La F.S.M. n'a jamais été imperméable aux conséquences de la réalité sociale. Le contenu et la nature du rapport de forces entre la classe travailleuse et ses exploiteurs séculaires évoluent sans cesse, mais pas un instant la F.S.M. n'est restée en dehors de ce cours inéluctable des événements.

La réaction contre-attaque.

C'est un fait que, continuellement, dans le monde, la classe des travailleurs, hommes et femmes, manuels et intellectuels, modifie à son profit le rapport des forces sociales. C'est un fait que les droits et les devoirs de la classe ouvrière s'étendent toujours davantage au point que rien ne peut se faire sans qu'elle n'intervienne en tant que groupement, souvent déterminant, toujours indispensable. C'est un fait que sa capacité d'organisation syndicale atteint un niveau tel qu'elle a créé des éléments nouveaux dans la vie et les activités politiques nationales et internationales.

Tout ceci ne s'est pas passé sans que s'opposent les forces de progrès à celles du conservatisme social, sans que des réactions se manifestent de la part de ceux qui voient leurs monopoles et privilèges soit s'amenuiser, soit disparaître complètement comme ce fut le cas dans les pays où les travailleurs victorieux instaurèrent des régimes de démocratie populaire.

La politique de réaction n'est pas une vue de l'esprit. Il s'agit d'une réalité. Les travailleurs, dans de nombreux pays, en ces années 1946-1947, comprirent concrètement ce que cela signifiait : atteinte aux droits syndicaux et aux libertés, affaiblissement du pouvoir d'achat et réduction du niveau de vie, régression des droits démocratiques et libertés individuelles, interventions policières dans les questions syndicales, jugements et condamnations des militants syndicaux. Et parallèlement, renforcement des pouvoirs patronaux, augmentation des bénéfices et profits capitalistes. Le tout s'accompagnait de l'accroissement des activités provocatrices de guerre.

Retenons que c'est en 1947 que les autorités militaires américaines en Allemagne interdirent les activités de la F.S.M.

Giuseppe Di Vittorio, qui fut Président de la F.S.M. de 1949 jusqu'à sa mort, le 3 novembre 1957, prononce le discours de clôture du IV[e] Congrès Syndical Mondial (Leipzig - octobre 1957). Le Congrès a largement discuté des revendications économiques et sociales des travailleurs et impulsé de nouvelles initiatives de la F.S.M. dans ce domaine.

dans leur zone d'occupation. Ce détail, qui illustre la politique de répression antisyndicale, éclaire ce qui s'est passé ensuite en Allemagne. Cette décision porte clairement la signature des monopoles impérialistes.

Positions fermes et unitaires.

Ces traits caractéristiques de la réaction internationale ont été mis en lumière par une déclaration nette et catégorique du Bureau Exécutif de la F.S.M. dès 1946 à Washington, onze mois après le Congrès de Paris.

Déjà, le Bureau Exécutif, unanimement, appelait les dizaines de millions de travailleurs membres de la F.S.M. à « s'opposer aux préparatifs d'une autre guerre et mettre en déroute les forces mauvaises du fascisme et de la réaction qui menacent actuellement la paix du monde et brandissent le même étendard idéologique que le nazisme et le fascisme ».

Personne ne pourra reprocher à la F.S.M. de ne pas avoir eu la perspicacité nécessaire, de ne pas avoir su dévoiler immédiatement les dangers parmi les plus graves qui menacent les travailleurs du monde.

A la session du Conseil Général à Prague, en juin 1947, ce fut également à l'unanimité des Centrales nationales directement représentées que la résolution approuvant le rapport d'activité insista sur les caractéristiques de la politique réactionnaire montante dans le monde :

« Les forces de la réaction ont pris l'offensive dans le monde. Dans de nombreux pays, y compris des pays coloniaux, semi-coloniaux et dépendants, la réaction locale et étrangère s'efforce de détruire les mouvements démocratiques et de dérober aux peuples les fruits de la victoire sur les fascistes allemands et japonais. Elle a déclenché une attaque contre le standard de vie, les droits et les libertés démocratiques du peuple. Comme toujours, le premier objectif de cette offensive est le mouvement syndical, défenseur acharné des droits économiques et des libertés politiques de tous les peuples... Partout les forces du monopolisme capitaliste s'efforcent de briser l'unité de la classe ouvrière, de diviser et d'affaiblir ses forces et de détruire sa puissance politique. Si ces forces devaient réussir, une paix stable, avec la sécurité économique et des conditions de vie meilleures pour tous deviendraient inaccessibles et le monde, une fois de plus, prendrait le chemin

Parmi les premières revendications mises en avant par la F.S.M., dès sa création, figure la sécurité sociale. Après l'organisation de 18 conférences nationales préparatoires, une grande Conférence internationale pour la défense, l'amélioration et l'extension des assurances sociales et de la sécurité sociale s'est tenue à Vienne, du 2 au 6 mars 1953. Créer des systèmes de sécurité sociale, défendre et améliorer les systèmes existants, reste une préoccupation constante des travailleurs. (Ci-dessus, une vue de la Conférence Nationale de la C.G.T. française, tenue à Paris, en août 1958, sous le mot d'ordre : « Tout être humain dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. »)

tragique qui conduit à la dépression économique, aux conflits internationaux et, inéluctablement, à une nouvelle guerre beaucoup plus terrible encore que la précédente. »

Ce même Conseil Général de Prague avait constaté que les activités de la F.S.M. étaient fortement liées à la vie des masses travailleuses, en examinant les résultats très positifs de la Conférence Syndicale Pan-Africaine de Dakar (13-16 avril 1947), les rapports des délégations de la F.S.M. au Japon et en Corée (mars 1947) et en Allemagne où s'étaient tenues les premières conférences syndicales interzones.

Les scissionnistes à l'œuvre.

La F.S.M. avait donc vu juste. Elle avait correctement analysé la situation et avait précisé quelle devait être la riposte ouvrière : renforcer la lutte et l'unité.

C'est alors, au moment où l'idée du Plan Marshall fut lancée, que quelques dirigeants de la F.S.M. placèrent celle-ci devant une alternative :

— ou soutenir l'application de ce plan, l'unité syndicale internationale dans la F.S.M. étant alors maintenue ;

— ou bien ne pas adopter une politique de soutien, créer ainsi un état de scission virtuelle dans le mouvement syndical international, et conduire la F.S.M. vers sa dissolution.

Nous avons refusé un tel dilemme. Il ne correspondait à aucune exigence des travailleurs. Il faisait dépendre les tâches et les moyens d'action des syndicats d'une politique qui n'était pas conçue par les travailleurs. Il tendait à lier les activités et l'avenir des syndicats, et de la F.S.M., à une entreprise d'hégémonie capitaliste et de militarisation de l'économie pour des objectifs d'agression militaire et d'accentuation des profits capitalistes. Ce dilemme ne reposait sur aucune des données concrètes du développement historique du mouvement ouvrier et de ses tâches réelles. Il ne s'appuyait pas sur une analyse objective de la situation internationale, des besoins réels des pays intéressés ni de leurs masses travailleuses.

Pour maintenir l'unité, nous proposions de nous abstenir de prendre une position positive ou négative.

Les dirigeants syndicaux de droite réalisèrent leur mauvais coup contre l'unité. Mais la F.S.M. poursuivit son œuvre et ses activités sans relâchement.

Le IV[e] Congrès Syndical Mondial, Leipzig, 4-15 octobre 1957. 806 délégués et observateurs, venus de 81 pays, représentant 106.000.000 de travailleurs organisés, ont participé à ces assises du syndicalisme mondial. La salle pendant la lecture du rapport de Louis Saillant, sur le 1[er] point à l'ordre du jour.

Le test du Plan Marshall et les positions de classe.

La politique marshallienne aurait dû, selon les monopolistes américains qui l'inventèrent, et certains dirigeants syndicaux qui la soutinrent, aboutir en 1952 aux résultats suivants :

— accroissement du niveau de vie des populations ;
— augmentation de la production des biens de consommation ;
— développement de l'équipement industriel des pays et indépendance économique de chacun d'eux ;
— suppression du chômage et garantie du plein emploi ;
— construction d'habitations nouvelles mettant un terme à la crise du logement ;
— rétablissement de courants normaux dans le commerce extérieur et solution équitable au problème de la balance des comptes ;
— équilibre du budget des Etats et assainissement des finances publiques.

Les résultats acquis à la fin de 1952, comme chacun a pu le constater, furent bien différents des prophéties de 1947.

Aujourd'hui encore, n'est-il pas remarquable que pas un congrès syndical, dans les pays capitalistes d'Europe qui furent soumis au Plan Marshall, ne se tienne sans que cette liste de revendications ne fasse l'objet de délibérations et de décisions pour l'action, justement parce qu'elles n'ont pas été et ne sont toujours pas satisfaites.

Et en analysant les résultats du Plan Marshall en 1952, on pouvait conclure que le niveau de vie des populations dans les pays capitalistes et coloniaux s'était considérablement avili ; le chômage, la surexploitation, la hausse des prix, l'élévation des impôts furent en fait les principales conséquences économiques de cette politique d'hégémonie américaine. Mais le but réel fut bien atteint : le renforcement de la mainmise des trusts capitalistes des Etats-Unis d'Amérique

sur les gouvernements des pays « aidés » et sur l'économie nationale de ces pays.

Si, du point de vue de l'aide économique et du relèvement du niveau de vie, le Plan Marshall fut ce qu'il devait être, c'est-à-dire négatif, il a par contre contribué à l'enrichissement fabuleux des monopoles capitalistes. L'accroissement considérable des profits des monopoles capitalistes a suivi l'évolution de l'appauvrissement accru des masses travailleuses.

Aggravation des luttes sur tous les fronts.

La période de l'histoire de la F.S.M. qui s'ouvre avec la scission en 1949 se caractérise par une activité syndicale internationale intense pour faire front à la vague réactionnaire déchaînée, pour mobiliser toutes les forces populaires pour la défense de la paix, pour limiter les conséquences néfastes de la scission syndicale internationale, pour créer partout le front uni de lutte des masses travailleuses.

La F.S.M. n'a jamais admis la scission comme un fait définitif. Le II^e Congrès Syndical Mondial, à Milan, en juin-juillet 1949, appelait les travailleurs à créer partout, sur les lieux mêmes du travail, des comités d'action unitaires. C'était là une contribution importante pour limiter les effets néfastes de la scission, pour impulser le nécessaire développement du mouvement syndical.

Et onze ans après la scission, s'il faut dresser un bulletin de santé de la F.S.M., nous pouvons légitimement être satisfaits.

Le hasard a voulu que, dans cette même ville de Milan, en 1960, je puisse m'adresser aux travailleurs italiens réunis dans le V^e Congrès de la C.G.I.L. en ces termes : « En 1949, année de la scission syndicale internationale, à Gênes, j'ai salué le II^e Congrès de la C.G.I.L. au nom des soixante-douze millions d'adhérents à la F.S.M. En 1952, à votre Congrès de Naples, ce salut, je l'apportai au nom de quatre-vingt-quatre millions d'adhérents. En 1956, le salut de la F.S.M. à votre IV^e Congrès était transmis au nom de nos quatre-vingt-douze millions d'affiliés. En 1960, ici à Milan, je vous salue au nom de cent un millions de travailleurs et travailleuses, qui, sur les cinq continents, constituent la masse dynamique et active, réalisatrice du syndicalisme prolétarien le plus évolué. »

N'est-ce pas qu'il s'agit là d'un bulletin d'excellente santé ?

Cependant la période qui s'ouvrait en 1949 avec la scission correspondait à une aggravation de la politique réactionnaire. Le pouvoir d'achat des salaires diminuait. Le chômage s'étendait dans de nombreuses branches industrielles. La militarisation de l'économie créait des conditions de travail et de vie rigoureuses pour les masses laborieuses. On assistait à un phénomène très marqué d'accentuation de l'exploitation capitaliste des masses populaires.

Les grèves, les luttes, sous de multiples formes, prirent des proportions importantes et une nette accentuation des conflits sociaux de tous genres se produisait de mois en mois. Les scissions syndicales nationales et internationales, qui avaient rendu plus facile la spoliation des travailleurs par leurs exploiteurs, ont rendu plus difficiles certaines des luttes des masses travailleuses. Pourtant les conditions aggravées des luttes prolétariennes n'ont pas empêché l'élévation de leur niveau, ni leur multiplication. Les principaux succès qui furent enregistrés au cours de cette lutte le furent grâce à l'unité d'action des travailleurs. Cette unité d'action des travailleurs annula bien souvent les effets de la scission, là où celle-ci avait été introduite dans le mouvement ouvrier par les agents de la bourgeoisie.

Au cours de cette seconde période de l'histoire de la F.S.M. et du mouvement syndical international, les gouvernements capitalistes et le patronat ont procédé à de continuelles agressions contre les droits démocratiques et syndicaux des travailleurs en vue de réduire à néant les résistances ouvrières. Ils ont violé eux-mêmes, en de nombreuses circonstances, leur propre légalité bourgeoise pour tenter de juguler l'héroïque combativité des masses travailleuses dressées contre leur politique de misère et de guerre. Ils ont gouverné avec des méthodes de caractère fasciste. Ils se sont opposés, dans l'arbitraire le plus absolu, à la volonté de la majorité du peuple dans de nombreux pays.

Les Unions Internationales de Syndicats (Départements Professionnels de la F.S.M.) jouent un rôle important dans l'organisation de la solidarité internationale des travailleurs par branches professionnelles, dans le cadre de leurs luttes pour la satisfaction de leurs revendications. Des dizaines de conférences et réunions d'études se sont tenues pour chaque secteur d'activité de la classe ouvrière. Ci-dessus : la Conférence Internationale de l'Automobile, tenue à Paris en mai 1957. (Les délégués de Suède, de Grande-Bretagne, de France et du Brésil.)

Naissance d'une force nouvelle.

Durant cette même période, la lutte victorieuse des peuples des pays coloniaux pour leur indépendance fut portée à son plus haut degré. La conquête de l'indépendance nationale par des peuples jusqu'alors soumis politiquement et économiquement par l'impérialisme dominait l'évolution de la vie internationale. Le système colonialiste de l'inégalité des droits dans les rapports entre les nations, entre les peuples, disparaissait progressivement.

La continuation de la guerre du Viet-Nam, l'agression américaine en Corée mettaient en évidence les horreurs et l'inconséquence politique des activités impérialistes et colonialistes. La F.S.M. a pris une part importante à la dénonciation de ces activités et à l'organisation de la solidarité internationale avec les travailleurs et les peuples en lutte pour leur indépendance nationale. Cette évolution plaça les organisations syndicales comme la F.S.M., en face de devoirs nouveaux. Dans ces pays, les organisations syndicales naissaient et se développaient à un rythme nouveau. L'intervention des monopoles impérialistes qui voyaient disparaître, un à un, leurs bastions, se faisait plus brutale.

La victoire de la révolution chinoise constitua une contribution historique considérable à la lutte des peuples opprimés et modifia radicalement le rapport des forces.

En novembre 1949, un mois après la création de la République Populaire Chinoise, le Bureau Exécutif de la F.S.M. avait l'honneur de siéger dans la capitale chinoise, à Pékin. Quelques jours plus tard se tenait la « Conférence Syndicale des pays d'Asie et d'Australasie » organisée par la F.S.M. et qui élabora un programme d'action pour le mouvement syndical de tous les pays d'Asie.

L'espérance de millions d'êtres.

C'est également dans cette période que le système socialiste s'est affirmé en tant que système mondial : il a retiré à jamais au système capitaliste ses prétentions à l'universalité. Le socialisme devenait une réalité mondiale, dont l'influence ne relevait pas seulement de l'affirmation théorique de ses principes, mais de la valeur créatrice de ses expériences et

La Fédération Syndicale Mondiale est le porte-parole des travailleurs au sein des organisations internationales. Son action est particulièrement suivie au Conseil Economique et Social de l'O. N. U. (E.C.O.S.O.C.), où elle jouit du statut consultatif. Ses interventions au cours des sessions et les mémorandums qu'elle dépose sont autant de manifestes des revendications ouvrières. Au cours de la 22e session de l'E.C.O.S.O.C., en août 1956, les représentants de la F.S.M., Jan Dessau et K. B. Pannikar, en conversation avec M. Dag Hammarskjoeld, Secrétaire général de l'O.N.U.

réalisations dans tous les domaines de la vie. C'est le système des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs. C'est le système de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, espérance de millions d'êtres humains qui subissent les lois de l'exploitation des monopoles capitalistes.

En Union Soviétique et dans tous les pays engagés dans la voie du socialisme, des plans économiques grandioses étaient établis et réalisés avec succès. Ils ouvraient la voie à une augmentation constante du niveau de vie des travailleurs. Les augmentations continuelles des salaires, les baisses systématiques des prix, le perfectionnement d'un système de sécurité sociale incomparable étaient les conséquences des succès économiques du socialisme.

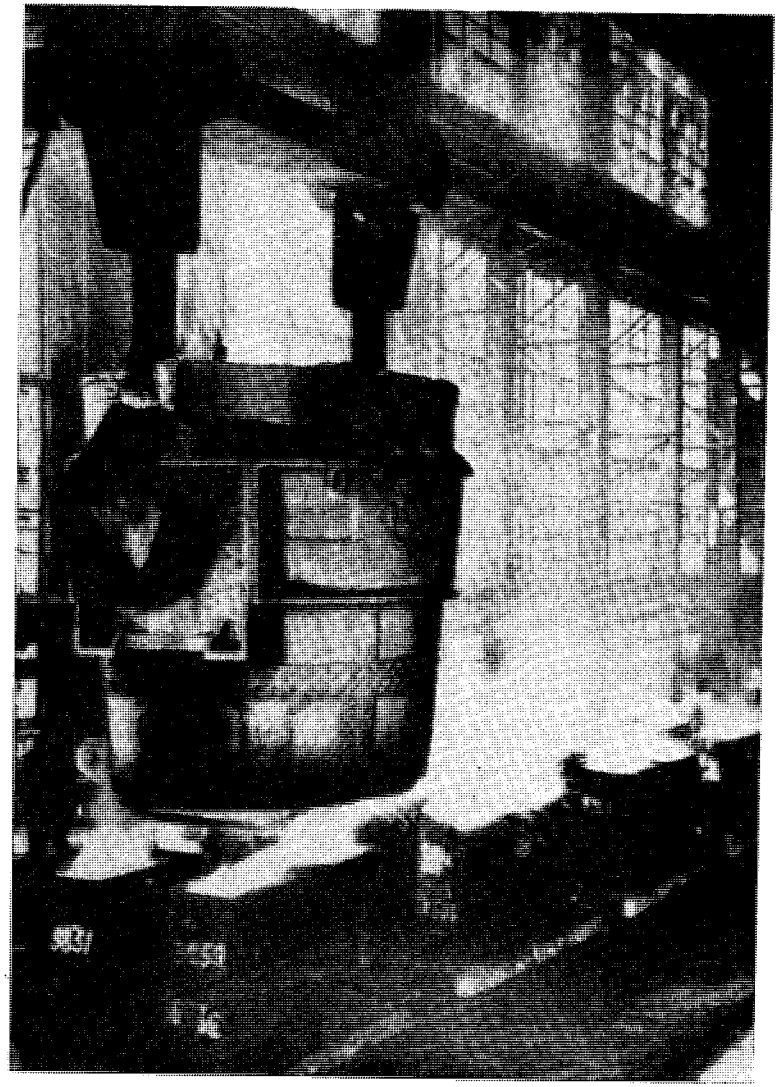
Les ruines de la guerre s'effaçaient peu à peu et les travailleurs des pays socialistes œuvraient avec ardeur pour le développement économique, la paix et le mieux-être.

La guerre et la paix.

Les questions de la guerre et de la paix entre les peuples, et plus positivement entre les pays appartenant à des systèmes aussi différents que celui du type socialiste et celui du type capitaliste, prirent également dans cette période toute leur acuité. Ces questions se sont posées devant une opinion publique mondiale qui jouait, de plus en plus, un rôle efficace parce que de plus en plus avertie. L'existence d'armes de destruction massive aussi dévastatrices que les engins atomiques et thermonucléaires plaçait les gouvernements et les peuples devant des réalités nouvelles lorsqu'ils avaient à débattre des problèmes de l'organisation de la paix ou de la préparation d'une nouvelle guerre mondiale.

La force et les moyens de défense des pays du socialisme commençaient à faire réfléchir les traditionnels agresseurs impérialistes. Et là encore, les peuples se sentaient plus forts pour contrecarrer les projets criminels.

Le Congrès de Milan avait lancé l'idée d'organiser une Journée Internationale de Lutte pour la Paix face aux préparatifs d'une nouvelle guerre. Le 2 octobre 1949, des actions les plus diverses se déroulèrent dans plus de cinquante pays et ce fut là le point de départ d'une grande et constante activité de la F.S.M. dans le domaine de la lutte pour la paix.



La réalisation du Plan septennal en Union Soviétique apporte la preuve irréfutable de la supériorité du régime socialiste sur le régime capitaliste. La lutte des travailleurs des pays socialistes s'inscrit dans les perspectives d'un progrès matériel et culturel illimité et de l'abondance pour tous. Elle s'insère dans la réalité quotidienne d'une amélioration continue des conditions de vie et de travail.

En mars 1950, la F.S.M. était présente à Stockholm et elle doit être comptée parmi ceux qui lancèrent un appel historique. Relisez les trois simples phrases de cet appel de Stockholm et rappelez-vous qu'à l'époque les dirigeants syndicaux de droite accusèrent la F.S.M. de « faire de la politique » et menèrent campagne contre cet appel. N'aurait-il pas mieux valu réclamer tous ensemble, dès 1950, l'interdiction des armes atomiques ?

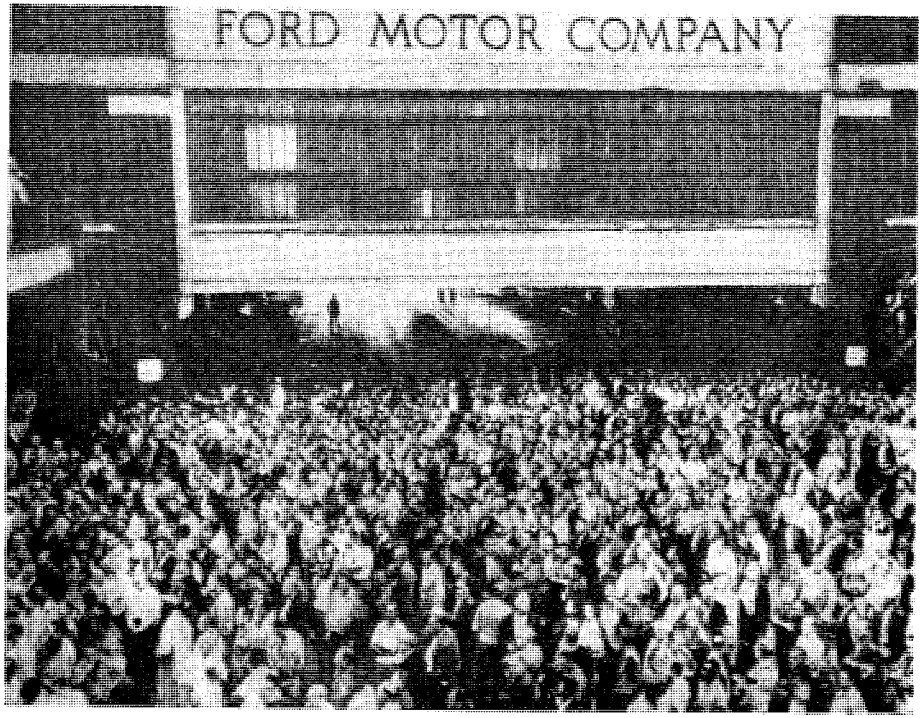
Lorsqu'au début 1951 était créée l'O.T.A.N., qui s'installait à Paris, le gouvernement français expulsait la F.S.M. de son siège. On peut penser qu'une telle décision n'aurait jamais été prise si nous avions été partisans du pacte de l'Atlantique-Nord, si nous avions été partisans de la politique de militarisation à outrance. Non. Nous étions avec fermeté et continuité des partisans de la paix.

Renforcement des structures et de la solidarité internationales.

Le III[e] Congrès Syndical Mondial, en octobre 1953, apporta un élan nouveau au développement des activités de la F.S.M. Il donna naissance à plus d'énergie dans l'action, plus de méthode dans l'organisation, plus de précision dans l'orientation.

Nous avons continué sans relâche à renforcer la structure de la F.S.M. Les Unions Internationales de Syndicats — ces Départements Professionnels qui n'étaient encore que trois au Congrès de Milan — se sont multipliées, jetant les racines de la F.S.M. jusqu'au cœur même des luttes ouvrières. Nous trouvions, pour réaliser nos objectifs constants de lutte, des formes d'action et de propagande toujours plus variées et nous étions chaque jour l'image vivante de l'internationalisme prolétarien, de la solidarité internationale des travailleurs.

Le développement des formes d'organisation du mouvement ouvrier international nous avait conduit à la création de la F.S.M. sans nous faire oublier les causes fondamentales qui motivent et imprègnent la lutte permanente des travailleurs. Le fascisme et l'hitlérisme avaient voulu mettre un frein à ce développement. Ces expériences brutales contre notre mouvement ouvrier lui ont fait comprendre, entre autres



Le chômage reste une des préoccupations majeures des travailleurs. A Detroit (U.S.A.), les ouvriers de chez Ford manifestent contre le chômage.

choses, que l'action internationale dans le domaine syndical, pour être réelle et effective, ne peut s'accommoder d'une atténuation de l'esprit et de la solidarité internationale, que toute discrimination entre travailleurs dans le mouvement syndical, sur le plan national ou international, est la négation du rôle véritable du syndicalisme ouvrier, en faisant disparaître l'esprit de solidarité et de fraternité ouvrières. L'action syndicale internationale ne peut reposer que sur des principes sains et conséquents d'internationalisme.

En ne s'isolant pas de la vie propre des travailleurs, de leurs combats, en faisant corps avec la réalité sociale, en ne restant jamais neutre lorsque le sort des travailleurs et leur avenir sont en jeu, la F.S.M. n'a jamais été un corps social inerte.

Premiers bilans.

Les luttes des travailleurs ont porté leurs fruits. L'attachement indéfectible de la F.S.M. aux principes unitaires qui ont présidé à sa naissance a également porté ses fruits.

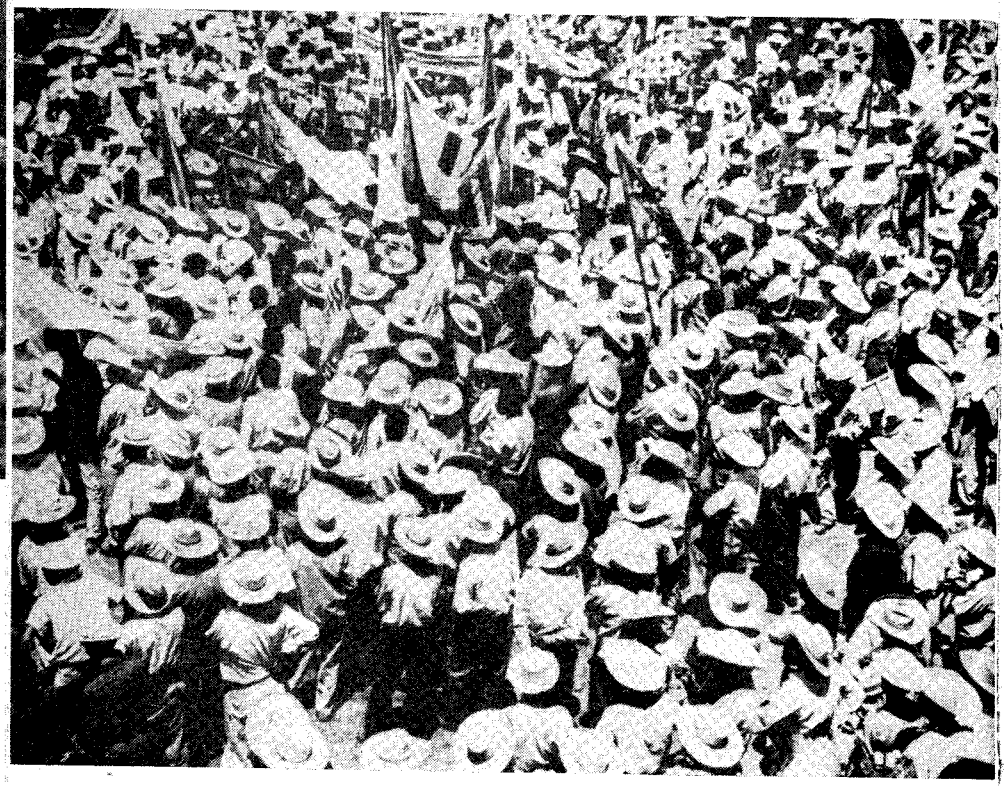
Le IVe Congrès Syndical Mondial de Leipzig, en 1957, a souligné ces premiers résultats qui, depuis, se sont largement amplifiés.

Les travailleurs ont renforcé, dans leur ensemble, leur prise de conscience, se sont placés toujours plus résolument sur des positions de classe.

Une prise de conscience plus ferme.

Dans cette période d'accélération des grands événements internationaux, de grandes découvertes techniques, de nouvelles applications de la science aux méthodes et moyens de la production, les syndicats et la F.S.M. ont vu s'élever leurs propres responsabilités et grandir leurs tâches.

L'utilisation des éléments radioactifs et l'automatisation ont apporté des bouleversements considérables dans de vastes secteurs de la production industrielle, dans l'organisation du travail des hommes. Les problèmes de la santé publique, de l'hygiène et de la sécurité au travail se sont présentés sous des aspects nouveaux en raison des nouvelles découvertes scientifiques.



1er Mai 1956, à Mexico. Les travailleurs d'Amérique Latine mènent des luttes particulièrement dures pour améliorer leurs difficiles conditions de vie.

Les monopoles capitalistes et les forces politiques sociales qu'ils dirigent et contrôlent ne sont pas inactifs face à ces événements. Ils ont cherché, eux aussi, à se déterminer et à agir, compte tenu des grands changements politiques et de l'évolution sociale et économique internationale.

Les travailleurs, leurs organisations syndicales ont renforcé leurs luttes afin d'empêcher les monopoles capitalistes de mettre les découvertes scientifiques au service de l'exploitation des hommes. La lutte pour la sécurité, les moyens d'existence pour se dégager des servitudes sociales s'imposait de plus en plus, face aux techniques nouvelles, en particulier face à l'automatisation, comme l'atteste la grande grève de 1956 en Grande-Bretagne.

Loin d'estomper, de voiler ou d'affaiblir ce que représente pour les masses des travailleurs du monde l'antagonisme des classes, la période écoulée a mis en évidence l'accentuation de cet antagonisme et l'état de crise permanent propre au régime capitaliste.

Il reste plus fondamental que jamais que les intérêts vitaux des masses travailleuses et de l'humanité s'opposent à ceux de la minorité de privilégiés et d'exploiteurs que forment les groupes monopolistes dans une partie du monde et que la défense de ces intérêts réside dans la seule lutte des travailleurs.

Cette lutte des travailleurs est allée en s'amplifiant d'année en année. Par exemple, les chiffres officiels du Burcau International du Travail, qui sont très au-dessous de la réalité, montrent que les journées de grève dans 28 pays capitalistes sont passées de 49 millions en 1954 à 60,2 millions en 1955. Aux Etats-Unis, elles sont passées de 16,5 millions en 1957 à 23,2 millions en 1958, puis à 68,5 millions en 1959. En Grande-Bretagne, de 3.462.000 en 1958 à 5.250.000 en 1959. Au Japon, 4 millions de travailleurs ont pris part aux « luttes du printemps » 1959, soit 200.000 de plus qu'en 1958 !

Au travers de toutes ces luttes, les travailleurs ont appris qu'ils ne peuvent attendre une amélioration de leur situation que de leur propre lutte et de leur unité. En luttant, ils ont appris qu'il faut aussi lutter pour le droit de lutter. Ils ont appris qu'ils se battaient dans un monde où l'adversaire fait tout pour que le poids de 170 millions de travailleurs organisés ne soit pas jeté dans la balance de la lutte des classes,

Encore le chômage. C'est à Charleroi, en Belgique, cette fois, que 20.000 travailleurs manifestent en février 1959 pour la sécurité de l'emploi.

pour tenter d'empêcher la montée irrésistible de la classe montante.

A la lutte pour la conquête et la défense des droits syndicaux, la F.S.M. a apporté sa totale contribution. En particulier, lorsque le Conseil Général de la F.S.M., en décembre 1954, à Varsovie, adopta la Charte des Droits Syndicaux, il mettait à la disposition du mouvement syndical de tous les pays un instrument de lutte. Il traçait la voie pour opposer aux législations rétrogrades et antidémocratiques des perspectives de législations progressistes. En Afrique et en Amérique Latine, en particulier, la Charte des Droits Syndicaux a été largement utilisée et est encore utilisée dans la lutte des masses travailleuses pour la conquête des droits démocratiques.

La fin d'un système.

Le mouvement de libération des peuples asservis par le colonialisme dépassant les limites de l'Asie, du Proche et Moyen-Orient, a remporté de nouveaux succès en Afrique. Les travailleurs d'Amérique Latine ont conscience de l'indispensable nécessité de l'indépendance économique sans laquelle l'indépendance politique n'est qu'un leurre.

On ne peut parler de ces questions sans se référer au rapport que le camarade Dange a présenté au IV[e] Congrès Syndical Mondial. C'est une source de documentation pour qui veut connaître les activités de la F.S.M. et c'est aussi la définition la plus claire et la plus précise de la politique syndicale dans la phase actuelle de la liquidation du colonialisme.

Une supériorité acquise.

Les travailleurs maîtres chez eux, les travailleurs des pays socialistes, les travailleurs d'Union Soviétique et de Chine, les travailleurs des démocraties populaires d'Europe et d'Asie, ont fait la preuve désormais irréfutable de la supériorité du régime socialiste sur le régime capitaliste.

La lutte créatrice des travailleurs des pays socialistes a été, pour les travailleurs du monde entier, un exemple et un encouragement.

Au Canada, les travailleurs des brasseries sont en grève. Ils dénoncent les hauts profits capitalistes et revendiquent la sécurité de l'emploi.

Il est devenu chaque jour plus évident que c'est l'irremplaçable initiative créatrice des masses populaires, libérées de l'exploitation, qui impulse les rythmes impressionnants du Plan septennal soviétique, qui permet le « miracle » du bond en avant de la République Populaire de Chine, qui rend réels les objectifs grandioses des plans économiques de la République Démocratique Allemande ou de la Tchécoslovaquie, qui fait progresser, avec une force irrésistible, tous les pays socialistes dans la voie du progrès.

La lutte des travailleurs des pays socialistes s'inscrit dans les perspectives d'un progrès matériel et culturel illimité et de l'abondance pour tous. Elle s'insère dans la réalité quotidienne d'une amélioration continue des conditions de vie et de travail.

Dégel de la guerre froide.

La volonté de paix des peuples s'est exprimée avec force et continuité. Elle a mis en échec la politique impérialiste d'agression et de guerre. La vague d'hystérie guerrière anti-soviétique et anti-démocratique née dans les cercles impérialistes américains, et entretenue par eux, a été contenue par cette volonté de paix, fermement enracinée parmi les peuples. Elle a été contenue surtout grâce au sang-froid et à la clairvoyance de l'Union Soviétique qui poursuivait sa sage et ferme politique socialiste de paix, cette sage et ferme politique de pays qui repose sur l'idée de la coexistence pacifique des nations de régimes politiques et économiques différents, qui repousse le recours aux solutions de force pour régler les questions internationales en litige, qui adopte au contraire l'idée de négociation, seule compatible avec l'attachement des peuples à la paix mondiale. Les succès considérables de cette politique de paix ont créé un état de crise virtuelle à l'intérieur du système politico-militaire mis en place dans le monde capitaliste par les monopoles américains pour assurer leur propre hégémonie. C'est ainsi que les forces de paix, groupant tous les travailleurs du monde, ont commencé à faire reculer la guerre froide et que les principes de la coexistence pacifique ont pris une place toujours plus grande dans les relations internationales.

En Italie, début 1959, de grandes luttes ouvrières se sont déroulées, et en particulier celle-ci, dans l'entrepris Galileo à Florence. 980 ouvriers licenciés, par suite d'une réorganisation dans le cadre du Marché Commun Européen, ont occupé l'usine et une grève générale de solidarité a mobilisé les travailleurs de Florence face à une brutale répression policière.

Normalisation des relations syndicales.

L'unité d'action des travailleurs, sur le plan national et dans le domaine international, a avancé à pas de géant. Les travailleurs des pays capitalistes et coloniaux ont pris de plus en plus conscience que la division syndicale est source de faiblesse pour les syndicats et pour les masses travailleuses. L'union pour l'action, et l'unité syndicale, suite de l'action commune, sont des mots d'ordre que des syndicats toujours plus nombreux adoptent. Dans les rangs de la C.I.S.L., de plus en plus, d'importantes organisations syndicales commencent à poser maintenant la question de la réalisation nécessaire de l'unité syndicale internationale. Les initiatives unitaires de la F.S.M. rencontrent un écho considérable parmi les travailleurs, quelles que soient leurs affiliations syndicales, ainsi que parmi les couches encore très larges de travailleurs non-syndiqués dans les pays capitalistes et coloniaux. Fait significatif, les relations syndicales internationales commencent à se renouer malgré la volonté discriminatoire de certains dirigeants de droite.

La Conférence Mondiale des Travailleuses (juin 1956). La Fédération Syndicale Mondiale a mené une action continue à propos des revendications spécifiques des femmes travailleuses. Cette conférence mondiale, la première du genre, tenue à Budapest avec 499 déléguées, eut un immense retentissement.

II. — DES PRINCIPES D'ACTION ET DE PRISES DE POSITION VERIFIES DANS LES FAITS

Sur de fermes positions de classe.

Quand on repense les événements qui ont marqué ces quinze dernières années et qu'on analyse les positions que la F.S.M. a prises au fur et à mesure, on se persuade aisément de la justesse de nos principes. Nous n'avons jamais cru que la sûreté dans l'orientation des idées, dans la façon d'interpréter les événement puisse se satisfaire de la spontanéité dans l'action des syndicats ou de l'improvisation dans les luttes de la classe ouvrière. Les enseignements de longues années d'expérience du mouvement ouvrier dans le monde prouvent le contraire.

La force et l'originalité de la F.S.M., c'est d'avoir déterminé les aspects communs de ces diverses situations et d'en avoir tiré les enseignements valables sur le plan international pour tous les travailleurs et pour toutes les organisations syndicales.

L'action, justement orientée, a besoin d'être supportée par l'accomplissement de tâches d'organisation dont la responsabilité incombe à des milliers et des milliers de militants, de travailleurs chargés de fonctions à l'intérieur des syndicats.

Le mérite de la F.S.M. est également d'être, depuis quinze années, un élément animateur du développement des forces organisées des masses travailleuses dans le monde. Elle a su encourager, aider les travailleurs, sans distinction d'appartenance syndicale. Elle a donné à la solidarité ouvrière internationale un contenu plus actif et des dimensions nouvelles.

Les expériences, initiatives et activités multiples de la F.S.M. ont enrichi le mouvement ouvrier tout entier. En ont

La Conférence Mondiale des Travailleuses avait été précédée d'une série de conférences nationales et régionales. Une conférence préparatoire au Mexique.

profité toutes les organisations syndicales, y compris celles qui, en 1949, se sont détachées de la F.S.M. lors de la condamnable scission syndicale internationale, car telle est la caractéristique des activités de la F.S.M. qui est d'impulser, bien au-delà des forces organisées qu'elle représente, les initiatives des masses travailleuses et le développement des actions syndicales.

Cela explique la persistance de l'hostilité des monopoles capitalistes et forces réactionnaires de tous genres à l'égard de la F.S.M.

Nous n'en exprimons pas de regret. C'est l'hommage des exploiteurs et des privilégiés à ceux qui les combattent sans faiblesse.

La volonté de détruire la F.S.M. demeure une vaine espérance de la réaction internationale. Dans les rangs du mouvement ouvrier international, ils ont pour objectif principal d'enrayer le développement des organisations syndicales qui combattent avec acharnement les monopoles et l'impérialisme.

Dans les années écoulées, des moyens tels que les faux documents, la violation des correspondances, les opérations policières contre la F.S.M. ont été souvent utilisés contre elle par ses adversaires.

Quand la réaction internationale veut frapper la F.S.M., elle n'aboutit pas à réduire son prestige parmi les masses travailleuses du monde. Au contraire, son prestige s'accroît alors davantage.

Les travailleurs du monde reconnaissent en la F.S.M. l'organisation internationale qui les défend, l'organisation qui mène le même combat que le leur lorsqu'ils constatent que la F.S.M. supporte les mêmes assauts, des mêmes adversaires de classe.

C'est là le fond du problème : c'est parce qu'elle est restée résolument attachée aux positions de classe que la F.S.M. a été reconnue par tous les travailleurs, affiliés ou non, comme étant leur organisation.

Le contenu de classe des actions de la F.S.M. n'a jamais varié. Ces actions se sont déroulées dans un monde qui, lui, a beaucoup changé, durant ces quinze années. Les luttes ont

Photo Delius.

Les employées de banque parisiennes manifestent sur les grands boulevards en décembre 1959. De plus en plus nombreuses, de plus en plus combatives, les travailleuses participent aux luttes ouvrières.

contribué à modifier le monde dans lequel elles se déroulaient et, inversement, ce monde a modifié les luttes. Non pas, bien sûr, quant à leur contenu de classe, mais quant à leurs objectifs immédiats, leurs méthodes, leur ampleur. Et surtout les travailleurs ont acquis une conscience plus précise, plus confiante, plus optimiste non pas seulement fondée en théorie, mais basée désormais sur des faits historiques impressionnants.

Les racines de la F.S.M. et de ses Unions Internationales.

Pour réaliser ses tâches, la F.S.M. est fondée sur une double structure. Elle fait reposer ses activités et puise sa force dans les Centrales nationales qui lui sont affiliées — ou qui coopèrent avec elle — et dans ses Départements Professionnels, les « Unions Internationales de Syndicats » de branches professionnelles et industrielles déterminées.

La F.S.M. est la seule organisation syndicale internationale à faire reposer, statutairement, ses activités sur le double plan des Centrales nationales, au niveau professionnel et industriel. Cela correspond à son caractère d'organisation syndicale de masse, et l'amplifie.

L'amalgame que nous réalisons entre ce que représentent comme forces les Centrales nationales, d'une part, et les organisations syndicales de catégories, d'autre part, donne à la F.S.M. des possibilités illimitées pour la défense des travailleurs et des travailleuses du monde entier.

Les Unions Internationales, dans leurs branches particulières, sont chargées de réaliser dans ces secteurs la politique syndicale générale de la F.S.M.

Mais ce serait une erreur de penser que les tâches des Unions Internationales s'exercent simplement dans la direction des travailleurs pour y apporter l'orientation de la F.S.M. La réciproque est vraie. Les Unions Internationales apportent dans les organes dirigeants de la F.S.M., transmettent en permanence à la F.S.M. les avis, les remarques, les propositions, les suggestions et les critiques des travailleurs et travailleuses de leurs branches, à seule fin que le lien entre la F.S.M. et les travailleurs et travailleuses ne

Les travailleuses du textile en Union Soviétique. Dans un pays sans capitalistes ni exploiteurs, l'amélioration des conditions de travail, le souci de la santé des ouvrières, sont les préoccupations premières.

soit pas simplement un lien sentimental, de type symbolique et formel, mais soit un lien vivant, actif, qui permette à l'ensemble de notre mouvement syndical de progresser.

Objectifs et moyens d'action.

Compte tenu de l'évolution de la situation internationale durant ces quinze années, les actions de la F.S.M. se sont déroulées autour de certains objectifs précis et parfois limités : économiques et sociaux (amélioration du niveau de vie, réduction de la durée du travail, sécurité sociale, chômage, sécurité au travail, droits syndicaux, etc.).

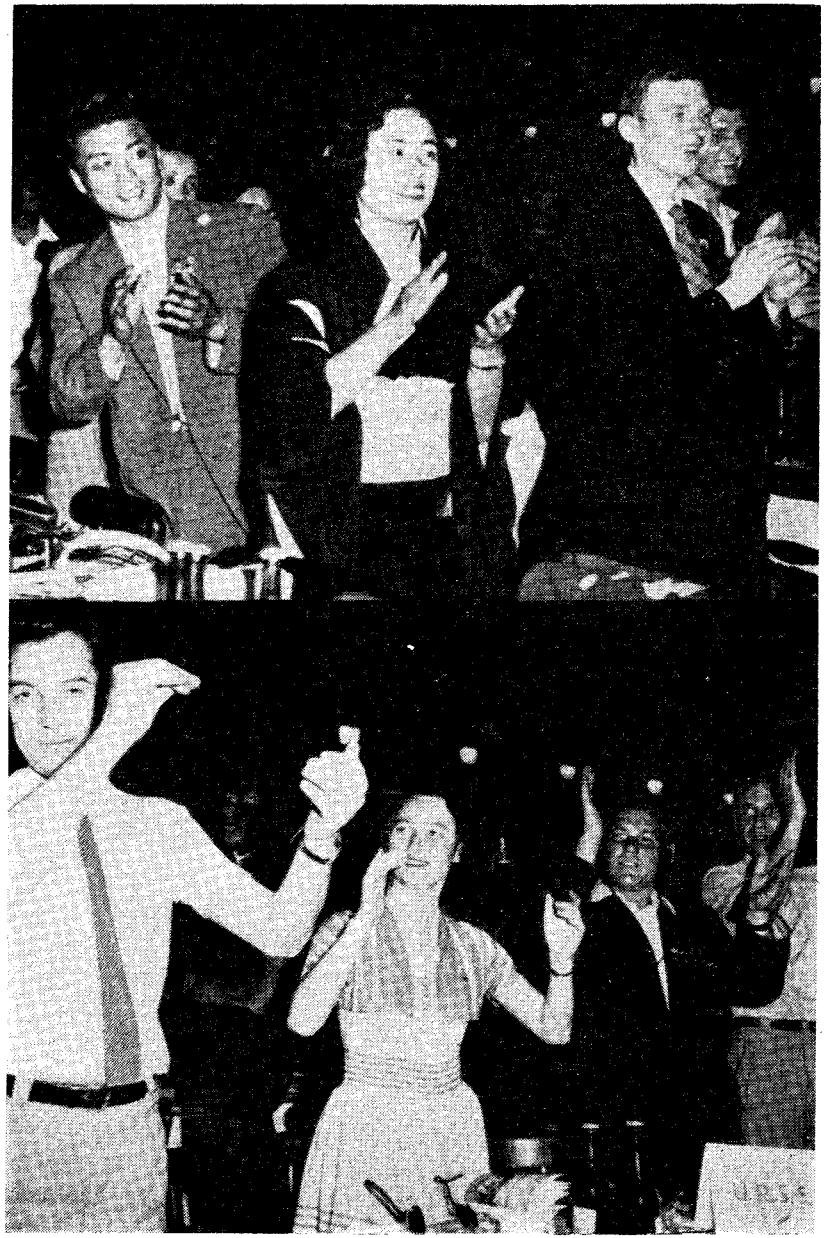
Rappelons-nous la Conférence Internationale de la Sécurité Sociale, à Vienne, en mars 1953. Ce fut la première confrontation internationale, rassemblant un grand nombre de délégués et notamment de délégués de pays sous-développés. Cette Conférence, en établissant les objectifs et les tâches concrètes des travailleurs et de leurs syndicats, a donné une impulsion réelle à la lutte pour la sécurité sociale dans les différents pays.

Rappelons-nous la Conférence de Turin en avril 1956, pour la semaine de 40 heures, organisée par la Commission Interne de l'usine Olivetti et à laquelle la F.S.M. apporta tout son appui. Cette Conférence européenne marqua le début de la campagne qui se poursuit encore à l'échelle de l'entreprise, nationale et internationale, pour la satisfaction de cette légitime revendication.

Les actions de la F.S.M. concernent aussi certaines catégories particulières de travailleurs (femmes, jeunes, ou encore métallurgistes, mineurs, marins, etc.).

Rappelons-nous que depuis 1950 des programmes revendicatifs spéciaux ont été élaborés au cours de quarante conférences et réunions professionnelles internationales, tenues par branches d'industries.

Rappelons deux autres conférences mondiales, qui furent encore les premières de ce type : la Conférence Mondiale des Travailleuses, en juin 1956, à Budapest, la Conférence Syndicale Mondiale des Jeunes Travailleurs, en juillet 1958, à Prague. Ces deux Conférences ont fixé des perspectives de



travail aux organisations syndicales et ont impulsé dans de nombreux pays une activité efficace dans le développement des luttes ouvrières et des méthodes d'organisation.

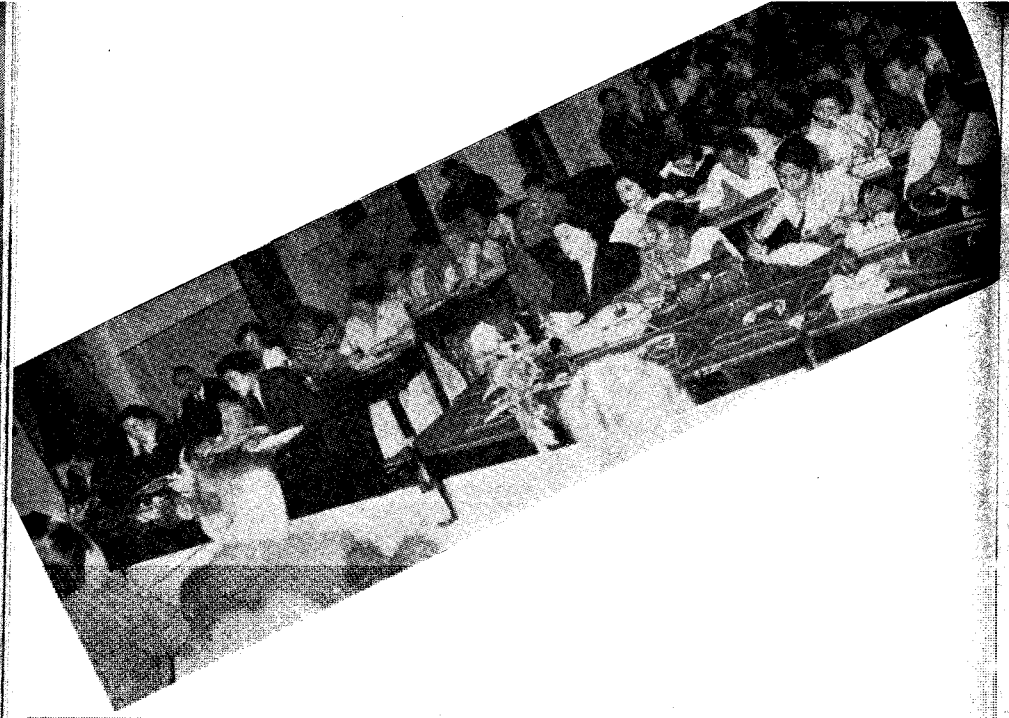
Les actions de la F.S.M. s'articulent enfin autour des grandes aspirations des travailleurs et des peuples : paix, indépendance, etc. Il existe, évidemment, une interdépendance constante entre le niveau de vie et la militarisation de l'économie, entre l'exploitation capitaliste et l'oppression colonialiste, entre l'indépendance nationale et l'impérialisme militariste, etc. Aussi l'action de la F.S.M. n'est-elle pas compartimentée.

Les actions et les luttes de la F.S.M., ce furent en premier lieu celles des millions de travailleurs dans le monde qui, s'étant placés sur ces positions de classe justes, se sont battus pour la paix et l'indépendance, pour l'installation, le renforcement et le développement du système socialiste, pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Partout où un travailleur dans le monde se bat pour ces objectifs on peut dire qu'il a appliqué les décisions de la Conférence de Londres et du Congrès de Paris, qu'il applique les décisions de la F.S.M.

Quant à elle, la F.S.M. a tâché de remplir au mieux son rôle : éclairer les problèmes, fixer des perspectives justes, définir les moyens d'action efficaces. C'est-à-dire, sur le plan international, qui est le sien, traduire la communauté des intérêts prolétariens, qui est une donnée historique, en une solidarité effective.

Je ne peux évidemment pas analyser toutes les luttes de la F.S.M. dans tous les domaines depuis quinze ans. Je voudrais simplement terminer en revenant, de façon plus détaillée, sur trois questions : les actions au sein de l'O.N.U. et de ses institutions spécialisées, l'automatisation, l'unité syndicale internationale, compte tenu que d'autres questions, aussi

Les délégations japonaise et soviétique à la I^re^ Conférence Syndicale Mondiale des Jeunes Travailleurs (Prague, juillet 1958). Après une longue et minutieuse préparation, cette autre conférence, organisée à l'initiative de la F.S.M., a adopté en particulier une Charte revendicative de la jeunesse travailleuse.



ECOLES SYNDICALES

La Fédération Syndicale Mondiale a organisé, depuis sa fondation, de nombreux stages syndicaux internationaux.

En haut à gauche : **une vue du stage pour militantes syndicales organisé à Prague en septembre 1957.**

En bas, à gauche : **un groupe de stagiaires pendant une pause au cours d'un stage organisé à Bucarest, en 1958, avec le concours de l'U.N.E.S.C.O.**

Ci-dessus : **en septembre 1959, une école syndicale pour militants d'Afrique s'est tenue à Budapest avec la participation d'une quarantaine de stagiaires d'Afrique du Nord, d'Afrique Noire et de Madagascar.**

Photo Delius.

En 1955, heurt entre la police et les grévistes de l'Electricité à Paris. Dans leurs luttes pour de meilleures conditions de vie, les travailleurs sont en butte aux violations systématiques des droits syndicaux et démocratiques. La Fédération Syndicale Mondiale, au Conseil Général de Varsovie, en décembre 1954, a adopté une Charte des Droits Syndicaux définissant une plate-forme de revendications communes dont se sont inspirés les travailleurs de nombreux pays.

importantes que celles de la paix, des luttes revendicatives, de l'indépendance nationale, etc. ont déjà fait l'objet de développements.

La F.S.M. et l'O.N.U.

Conformément aux décisions du Congrès de Paris, la F.S.M. a immédiatement entrepris les démarches nécessaires pour être représentée officiellement au sein des divers organismes des Nations Unies.

Depuis 1946, les activités de la F.S.M. dans ce domaine s'intègrent étroitement dans son action générale. Les initiatives prises à l'O.N.U. se relient directement aux aspirations et aux revendications des masses populaires, aux luttes du mouvement syndical, aux campagnes internationales organisées par la F.S.M. pour la défense des droits des travailleurs.

Les exemples en sont nombreux.

Ainsi l'initiative prise en 1946 par la F.S.M. au Conseil Economique et Social en faveur de l'application du principe « à travail égal, salaire égal » pour les travailleuses a coïncidé avec l'importante enquête que nous avions entreprise à cette époque sur les salaires féminins. L'action de la F.S.M. en faveur du salaire égal pour les travailleuses ne s'est pas ralentie depuis, ni à l'O.N.U. et au B.I.T., ni en dehors de l'O.N.U. Elle a pris, en 1955-1956, un développement nouveau avec la préparation et la tenue de la Conférence Mondiale des Travailleuses.

De même, quand la F.S.M., en 1947, proposait au Conseil Economique et Social de l'O.N.U. une action pour la garantie des droits syndicaux, elle organisait en même temps les premières grandes campagnes internationales de solidarité envers les syndicalistes de Grèce et d'Espagne persécutés par la réaction. Par la suite, chacune des campagnes de solidarité de la F.S.M. a été appuyée par une protestation auprès de l'O.N.U., puis auprès du Comité de la Liberté Syndicale du B.I.T. dont la création est le fruit des initiatives de la F.S.M. Quand le Conseil Général de la F.S.M. a adopté, en 1954, la Charte des Droits Syndicaux des Travailleurs, cette Charte a été transmise à l'O.N.U. et à l'O.I.T. et des propositions ont été présentées par la F.S.M. pour améliorer les textes inter-

Canada. En novembre 1959, le rédacteur en chef du journal syndical The Fisherman (Le Pêcheur) **a été condamné à 30 jours de prison pour avoir critiqué une injonction qui obligeait des grévistes à reprendre le travail. Les travailleurs l'acclament à sa sortie de prison.**

nationaux et la procédure internationale en matière de droit syndical. Ces dernières années, la F.S.M. a dénoncé sans relâche devant le B.I.T. les violations des droits syndicaux en Algérie, en Argentine, en Espagne, au Soudan, en Union Sud-Africaine, en Grèce, etc.

Il en est encore de même pour l'action de la F.S.M. en défense de l'indépendance nationale des peuples coloniaux et dépendants ; ce que la F.S.M. a fait à l'O.N.U. dans ce but ne peut être séparé des autres initiatives prises en faveur des peuples d'Indonésie, de Corée, du Viet-Nam, du Maroc, d'Egypte, de Tunisie, et aujourd'hui d'Algérie et d'Union Sud-Africaine, etc., ni de son action permanente de défense des revendications des travailleurs de ces pays.

Il en est de même en ce qui concerne la discrimination raciale, la surexploitation, la sécurité sociale et la législation sociale, pour le désarmement et l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, etc.

Cette liaison étroite entre les luttes ouvrières et l'action de la F.S.M. à l'O.N.U. et dans ses institutions spécialisées met clairement en lumière le principe directeur essentiel des activités de la F.S.M. dans les organisations internationales : à savoir, que ces activités sont à tout moment déterminées par la préoccupation de soutenir les revendications de tous les travailleurs et d'agir pour la coopération entre tous les peuples.

Dans ce but, la F.S.M. a multiplié ses initiatives à l'O.N.U. avec des résultats certains. Ce à quoi s'attache la F.S.M., c'est donner toujours plus de force à cette action, afin d'obtenir encore plus dans la voie de l'amélioration des niveaux de vie, du respect des droits des peuples, des libertés humaines et de la coopération pacifique entre tous les pays, en bref, dans la voie de la réalisation des objectifs inscrits dans la Charte des Nations Unies que la F.S.M. soutient depuis sa création.

Automatisation et luttes de classe.

Un exemple de prise de position de la F.S.M. sur un problème qui affecte l'évolution des techniques de travail et les conditions de la classe ouvrière, y compris les conditions des luttes, est le problème de l'automatisation.

Septembre 1959. Répression policière sous le gouvernement Frondizi, en Argentine, contre les ouvriers métallurgistes de Buenos Aires en grève.

Le Conseil Général de la F.S.M., à Sofia, en 1956, a apporté une première contribution à l'étude de cette question.

Le IVe Congrès Syndical Mondial, en octobre 1957, à Leipzig, a précisé et complété cette contribution que l'on peut considérer comme une aide de la Fédération Syndicale Mondiale aux travailleurs du monde entier.

Nous n'examinons pas l'automatisation comme un phénomène nouveau de la technique industrielle dans la vie moderne, car ce stade nouveau du progrès scientifique ne s'isole pas des rapports de production, donc des rapports de classes.

L'organisation syndicale placée devant les conséquences sociales de l'automatisation ne néglige pas les lois économiques fondamentales qui dominent et orientent l'introduction de l'automatisation dans un secteur déterminé de l'économie.

C'est un fait que l'automatisation ne change pas les rapports de production, donc ne change pas les rapports de classes dans une société telle que la société capitaliste basée sur l'existence de classes sociales distinctes. Les travailleurs en font d'ailleurs l'expérience chaque jour.

C'est vrai que les hommes des monopoles veulent mettre l'automatisation au service de leur domination de classe, en tirer le maximum de profits et s'assurer si possible de nouveaux privilèges.

L'automatisation est apparue dans une période caractérisée par l'accentuation des conflits de classe et par le rôle des monopoles financiers et industriels.

Les monopoles se rendent parfaitement compte de cette situation. Leur politique se situe alors dans deux directions : d'une part, ils veulent se présenter comme les champions du progrès scientifique moderne ; d'autre part, ils veulent profiter des circonstances nouvelles pour tenter de faire triompher leur vieille théorie sur la « collaboration de classes ».

Ils répandent l'idée que l'automatisation crée de nouveaux rapports humains qui feraient évoluer le capitalisme en direction d'un capitalisme humanitaire et populaire. Ils inventent des formules sur la révolution industrielle génératrice d'un nouveau régime économique et social.

L'objectif actuel des monopoles capitalistes, avec leur

La lutte pour les libertés démocratiques et contre le mouvement néo-fasciste en Italie a connu une ampleur impressionnante au cours du mois de juin 1960 en Italie. Une manifestation devant la Chambre du Travail de Milan.

campagne savamment orchestrée sur l'automatisation, est triple.

1° Ils cherchent des moyens de protection politique, car ils savent que dans les pays socialistes, notamment en U.R.S.S., les expériences d'entreprises entièrement automatisées sont l'exemple irrécusable de ce que le socialisme peut apporter aux travailleurs par le progrès de la science et de la technique, alors que le capitalisme ne le peut pas.

2° Ils tentent ensuite de créer les conditions favorables à une nouvelle concentration des capitaux : c'est la loi de domination du capital financier qui se manifeste dans l'introduction de l'automatisation. Les monopoles veulent créer les meilleures conditions de placement des capitaux disponibles dans l'installation de nouvelles entreprises industrielles sur l'existence desquelles le capital financier est certain d'assurer son pouvoir et son contrôle absolus.

Si les monopoles américains sont à la tête de cette campagne internationale sur l'automatisation, c'est qu'ils ont conscience de leur suprématie financière et bien souvent technique sur leurs concurrents des autres pays capitalistes.

3° Ils ont besoin pour cela de détourner l'attention de l'opinion publique, plus particulièrement l'attention de la classe ouvrière, vers les seuls aspects de la technique et de la production modernisées par l'automatisation, dans le but d'en masquer les aspects sociaux et toutes les conséquences sur les conditions de vie des masses travailleuses.

Telle est pour l'essentiel l'analyse faite. Cette analyse a permis une orientation plus juste des luttes contre les conséquences néfastes de l'automatisation.

La grande grève des 500.000 sidérurgistes américains est une manifestation de l'accentuation de la lutte des classes aux U.S.A., mais n'est-elle pas aussi une illustration et une vérification de l'analyse de la F.S.M. ?

Sur un sujet en apparence aussi technique que l'automatisation, l'action de la F.S.M. correspond à l'intérêt quotidien des travailleurs.

A l'O.I.T. (Organisation Internationale du Travail), une réunion du groupe des travailleurs à la 39e session en 1956. Devant le B.I.T. et son Comité de la Liberté Syndicale, la F.S.M. a constamment dénoncé toute violation, toute atteinte aux droits syndicaux en même temps qu'elle organisait la solidarité internationale avec les travailleurs qui en étaient victimes.

Les voies de l'unité.

Nous pensons que l'unité n'est pas une affaire de conciliabules dans les sommets syndicaux. C'est une affaire qui doit être publiquement et démocratiquement débattue devant les travailleurs, parmi les travailleurs, avec les travailleurs.

Nous affirmons que l'unité n'est pas une chose abstraite, sentimentale. L'unité repose sur des nécessités matérielles évidentes.

En parlant des salaires des travailleurs, on parle de l'unité nécessaire.

En élaborant un cahier de revendications professionnelles, on aboutit au chapitre de l'unité d'action indispensable au succès des revendications.

En déterminant la revendication sur la durée du travail, inévitablement se pose l'exigence de l'unité pour obtenir satisfaction.

En voulant frapper l'exploitation colonialiste, l'injustice sociale ou l'arbitraire dont sont victimes les travailleurs, les masses travailleuses, leurs syndicats sont amenés à s'unir, sinon l'injustice s'aggrave et l'arbitraire se fait plus lourd et plus pénible.

La conquête de son unité pour la classe ouvrière est donc une victoire qu'elle doit remporter sur elle-même, pour elle-même.

L'unité, ce n'est pas la recherche d'une satisfaction sentimentale. L'unité, c'est un combat. C'est une nécessité absolue, un besoin. L'unité n'est pas un but en soi, bien entendu. L'unité, c'est un moyen : les travailleurs, quand ils se rendent compte qu'ils ont besoin de ce moyen pour se défendre, ou pour attaquer, élèvent eux-mêmes le niveau de l'unité des forces de la classe ouvrière internationale.

Comme je l'ai déjà fait au IVe Congrès Syndical Mondial, je veux souligner encore l'importance de l'intervention faite à ce sujet au Conseil Général de Berlin par Benoît Frachon. Ce camarade, dont j'ai pu apprécier personnellement le rôle fondamental au moment de la création de la F.S.M., s'exprimait ainsi :

De nouvelles relations syndicales internationales se sont créées. La volonté discriminatoire de certains dirigeants de la C.I.S.L. est impuissante à freiner le courant profond d'amitié et de fraternité qui réunit tous les travailleurs, quelle que soit leur affiliation syndicale. Les rencontres entre syndicalistes affiliés à la F.S.M., à la C.I.S.L., ou sans affiliation internationale se multiplient sans cesse ouvrant la voie de l'unité syndicale internationale. Par exemple, en ce 1er Mai 1960, à Berlin, des centaines de militants de plus de 58 pays étaient reçus par la F.D.G.B.

« Ne pas être sectaire, c'est comprendre que la class ouvrière n'est pas un bloc idéologique homogène.

« Il faut, en toutes circonstances, voir les travailleurs à qui l'on s'adresse tels qu'ils sont et non tels que nous les voudrions. Leur tenir un langage qu'ils comprennent, qui les amène à réfléchir, à penser.

« Ne pas être sectaire, c'est ne pas exiger, pour réaliser l'unité d'action, que ceux à qui nous nous adressons adoptent tout notre programme s'ils ne sont pas convaincus que tous ses points sont justes.

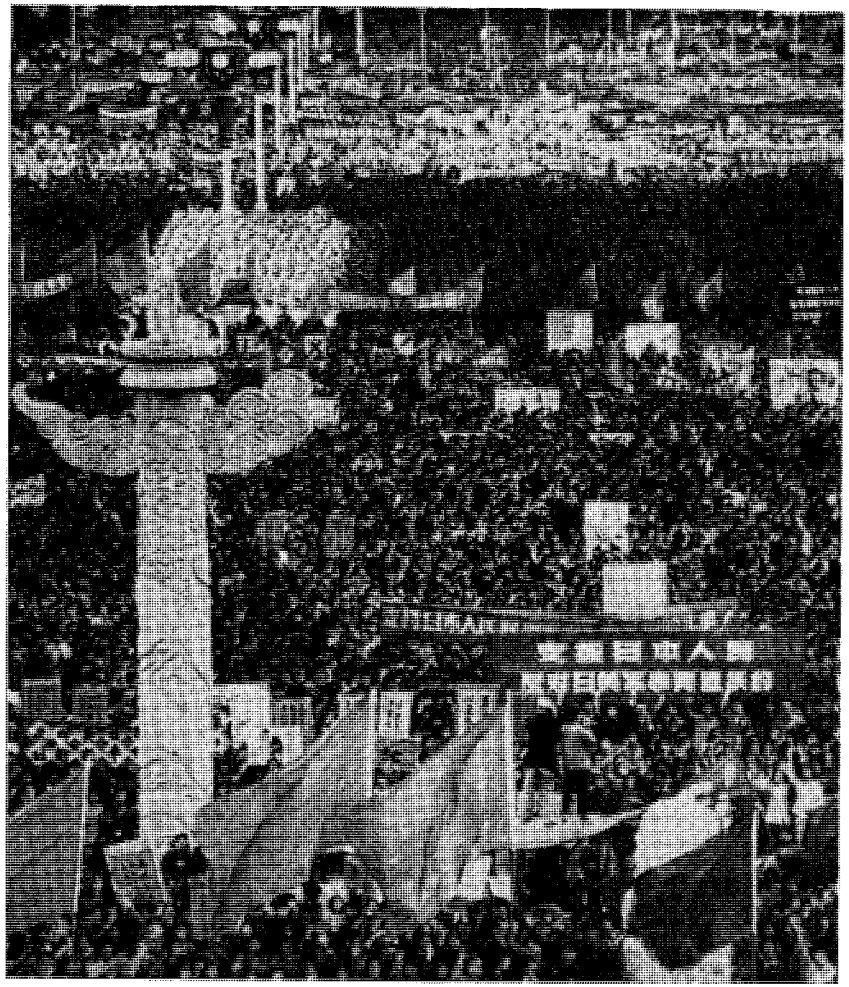
« Ne pas être sectaire, c'est faire un effort constant pour que les travailleurs, divisés par des opinions politiques ou religieuses différentes, surmontent les manœuvres de leurs ennemis de classe qui tendent à faire de ces différences d'opinions des barrières infranchissables entre eux.

« Ne pas être sectaire ne veut pas dire poursuivre la réalisation de l'unité en abandonnant la critique des dirigeants qui trahissent la classe ouvrière. Un tel abandon ne peut que nuire à l'unité. »

Dans ces conditions, le rôle de la F.S.M. était d'impulser le courant d'unité, de dégager les voies de l'unité à seule fin que les travailleurs les discernent.

Constamment, il faut le constater, nous avons amélioré notre travail pour l'unité. Nous ne discutons pas du problème de l'unité pour la seule utilisation des formules unitaires. Nous débattons des problèmes de l'unité d'action et de l'unité syndicale avec des appréciations plus concrètes sur les possibilités de l'unité et sur les obstacles à l'unité. Nous agissons, alors, en conséquence.

Ce qui nous fait avoir encore plus de certitude sur les nécessités de réaliser l'unité par l'unité d'action, c'est que nous voyons, sur les revendications essentielles du moment (salaires, quarante heures, congés payés, surexploitation, accélération des cadences et intensification du travail et maintenant les problèmes de la coexistence pacifique et du désarmement), une espèce d'alignement général international de toutes les organisations syndicales, qu'elles soient affiliées à la F.S.M., à la C.I.S.L., à la C.I.S.C., ou qu'elles soient autonomes.



La solidarité internationale des travailleurs se manifeste également dans ce meeting monstre réuni à Pékin, le 9 mai 1960, sous le mot d'ordre « Soutien total à la lutte du peuple japonais contre le traité de sécurité nippo-américain ».

Prenons un exemple, celui de l'Algérie.

En 1957, le Secrétariat de la F.S.M. et le Comité Exécutif ont proposé au IVe Congrès Syndical Mondial de lancer l'idée de la création d'un Comité International de Solidarité avec les travailleurs et le peuple algériens.

A la suite de négociations avec diverses organisations, il a été décidé de créer un tel Comité composé d'organisations affiliées et non affiliées à la F.S.M.

Il a été décidé en plus de créer un Secrétariat provisoire, composé d'un représentant de la F.S.M., d'un représentant de la Confédération Internationale des Syndicats Arabes (organisation autonome) et d'un représentant de l'Union Marocaine du Travail (organisation affiliée à la C.I.S.L.).

Indépendamment du fait que ces décisions correspondent à l'impérieux devoir que nous avons de soutenir fraternellement et continuellement les travailleurs et le peuple algériens, nous avons fait la démonstration par une action de solidarité et sur un sujet bien concret, que l'unité d'action, et l'organisation de cette unité d'action, sont choses possibles entre organisations syndicales internationales différentes et entre organisations syndicales nationales d'affiliation internationale différente.

Nous faisons même la démonstration de la création d'un Secrétariat international vraiment unitaire, puisqu'il est composé de trois camarades d'affiliation internationale différente. Ceux qui disent qu'il n'est pas possible de réaliser l'unité parce que la F.S.M. est ce qu'elle est doivent bien remarquer que leur verbalisme est une chose, mais que la volonté et la nécessité de l'action, c'est autre chose, et que la réalisation de l'unité en dépend.

Evidemment, cette unité d'action ne se réalise jamais dans le vague. Elle se réalise toujours par rapport à des faits concrets et, en l'espèce, cette unité d'action s'est réalisée pour la solidarité avec le peuple algérien en lutte pour sa libération.

Il serait impossible de réaliser l'unité d'action sur une autre base. Par exemple, le Comité directeur de l'A.F.L.-C.I.O., des U.S.A., a voté en 1958 une déclaration concernant le Moyen-Orient, déclaration qui appuie le débarquement des troupes américaine et britannique au Liban et en Jordanie

au moment où une vague de fond soulevait d'indignation les travailleurs du monde contre ces manifestations impérialistes. Il n'y a pas d'unité d'action possible avec une organisation qui prend une telle décision, pas plus qu'avec cette même organisation quand elle prend des positions de relance de la guerre froide.

L'unité d'action devient possible, et est possible, par rapport à des prises de position qui correspondent vraiment, et réellement, aux intérêts des travailleurs. Nous devons combattre pour faire avancer l'unité. Il est certain que lorsqu'on se range dans le camp des impérialistes, on ne se range pas dans le camp des partisans de l'unité internationale des travailleurs.

La F.S.M. ne pouvait conseiller d'agir pour l'unité sans prendre elle-même des initiatives.

C'est ce qu'elle a fait sans relâche depuis la rupture de l'unité syndicale internationale.

La F.S.M. a pris et continuera toujours à prendre des initiatives dans deux directions : vers les masses travailleuses, les syndicats locaux et nationaux et vers la C.I.S.L.

Vis-à-vis de cette organisation, née de la scission, la F.S.M. ne s'est jamais départie de son attitude, multipliant les propositions unitaires.

CHAPITRE III

Juin 1960, Tokio. Des centaines de milliers de travailleurs japonais ont apporté la preuve éclatante de la puissance d'un peuple uni dans une lutte courageuse pour la défense de la paix, contre les menées agressives de l'impérialisme, pour la coexistence pacifique.

ET nous voilà maintenant en 1960, année du XV[e] anniversaire de la Fédération Syndicale Mondiale. La tentation est grande, à l'occasion d'un anniversaire, de dresser un bilan. Mais quand il s'agit d'une organisation comme la F.S.M., d'une organisation aussi intimement liée à la vie quotidienne des masses travailleuses du monde entier, un bilan, c'est avant tout un tremplin pour l'action.

En cette année anniversaire, la XI[e] session de notre Conseil Général a eu pour tâche d'apprécier de façon nette une situation internationale en plein développement et de définir clairement les perspectives d'action des travailleurs du monde, en lutte pour la coexistence pacifique et le désarmement, contre l'impérialisme et le colonialisme, pour l'indépendance et le progrès social.

Quand on analyse cette situation internationale, en 1960, on s'aperçoit qu'elle reflète, avant tout, les succès de la lutte des travailleurs pour leurs objectifs constants, qu'elle reflète les succès sans précédent des forces du socialisme et de la paix dans le monde.

Quant aux perspectives d'action données par le Conseil Général, elles démontrent la continuité de la politique syndicale menée par la F.S.M. depuis sa fondation, elles démontrent l'aptitude fondamentale de la F.S.M. à trouver, dans une situation déterminée, des mots d'ordre qui sont ceux d'une grande et large organisation de masse qui peut valablement parler au nom de tous les travailleurs.

Quelles sont donc, en 1960, les caractéristiques essentielles de la situation internationale ? Quelles sont nos perspectives d'action ?

★

La lutte pour la paix, la coexistence pacifique et le désarmement s'est poursuivie dans un contexte politique et social toujours plus favorable, grâce aux nombreux succès remportés

par les forces anti-impérialistes, par les forces de paix et, en premier lieu, par la classe ouvrière.

Le succès des forces de paix et l'affaiblissement de l'impérialisme se retrouvent tout d'abord dans les immenses progrès réalisés dans le domaine économique, social, scientifique et technique par les peuples d'Union Soviétique et des autres pays socialistes. Le renforcement du camp du socialisme et ses initiatives inlassables en faveur de la paix constituent une force essentielle dans la lutte présente.

L'impérialisme, par ailleurs, est battu en brèche par les peuples coloniaux et dépendants qui, en Afrique, en Asie et en Amérique Latine élèvent à un très haut niveau leur lutte pour la libération nationale et l'indépendance complète. L'année 1960 a été appelée l'année africaine car elle sonne le glas du colonialisme dans son dernier bastion. En Amérique Latine, le peuple de Cuba donne l'exemple, en défendant courageusement, et dans l'unité, contre les provocations impérialistes, les conquêtes économiques et sociales d'une révolution populaire et démocratique. La grande alliance anti-impérialiste se renforce de l'adhésion de centaines de millions d'hommes qui œuvrent pour le progrès social et le développement économique et contribuent au maintien de la paix dans le monde.

L'année 1960 aura vu également s'effondrer quelques-unes des marionnettes de l'impérialisme. La poussée des peuples dans des pays comme la Corée du Sud et la Turquie, bastions des pactes agressifs, aura fait disparaître les Syngman Rhee et les Menderès. Tout comme a dû s'effacer Kishi, victime de son asservissement aux plans agressifs de l'impérialisme américain contre lesquels le peuple japonais a mené une des plus belles luttes de l'Histoire.

A cette lutte de masse anti-impérialiste répondent les luttes toujours plus importantes des travailleurs dans les pays capitalistes industrialisés qui, eux aussi, font face aux monopoles impérialistes. Ces derniers essaient par tous les moyens d'intensifier la surexploitation de larges couches de la population et les travailleurs ripostent par des luttes revendicatives, aux formes multiples mais toujours plus imposantes, toujours plus unitaires et qui, chaque fois, ébranlent un peu plus la puissance du capitalisme. Le mouvement gréviste a atteint une

rare ampleur en Argentine, au Japon, aux Etats-Unis, en France, en Italie, en Belgique et dans d'autres pays encore.

★

C'est dans un tel contexte que s'est déroulée l'action unie des travailleurs et des forces de paix dans le monde pour contraindre les impérialistes à admettre les principes de la coexistence pacifique, à entamer des discussions pour un désarmement général et complet, à accepter la tenue d'une Conférence au Sommet, étape importante vers la solution des problèmes qui menacent la paix mondiale.

Tous les succès des forces anti-impérialistes ont créé des conditions favorables pour l'aboutissement de ces revendications essentielles des peuples.

Mais l'année 1960 aura montré également combien est juste la position de la F.S.M. qui a constamment mis en garde les travailleurs contre les menées agressives des impérialistes. Ceux-ci se prononcent du bout des lèvres pour la paix mais, en fait, multiplient les provocations et poursuivent leurs préparatifs de guerre.

Pour torpiller la Conférence au Sommet qui devait se tenir à Paris en mai 1960, les impérialistes américains n'ont hésité devant aucune provocation.

Des millions de travailleurs, dans l'enthousiasme et la confiance, ont fait du 1^er^ Mai 1960 une grandiose journée d'unité et de lutte pour la paix. Tous se félicitaient de la tenue, alors prochaine, de la rencontre au sommet, nouvelle manifestation de la détente internationale que les visites de Nikita Khrouchtchev aux Etats-Unis, en Asie et en France avaient grandement favorisée.

Le même jour, le 1^er^ Mai 1960, le Département d'Etat américain affichait son mépris pour la journée de la classe ouvrière internationale en envoyant un avion-espion au-dessus du territoire soviétique. Après avoir nié l'évidence, il se vantait cyniquement de cette politique d'agression délibérée.

Cette provocation venait couronner toute une série de manœuvres bellicistes pour contrecarrer la détente internationale : les préparatifs de guerre, les provocations en Asie et

Le Conseil Général de la F.S.M., Pékin, juin 1960. Le vote des résolutions finales qui définissent les tâches des travailleurs et syndicats dans leur lutte pour la paix et la coexistence pacifique, face aux menées agressives de l'impérialisme.

notamment la signature du pacte agressif avec le Japon, la politique de guerre froide et de réarmement à outrance du gouvernement militariste de Bonn, les manœuvres dilatoires et les oppositions systématiques à Genève au cours des discussions sur le désarmement, etc.

La rencontre de Paris n'a pas eu lieu. La responsabilité en incombe entièrement aux cercles impérialistes américains. L'espoir que les peuples mettaient dans cette réunion a été déçu et les progrès de la détente ont peut-être été freinés dans l'immédiat. Mais le plus important, c'est que la volonté des peuples de lutter pour la paix n'a pas été entamée. Au contraire, toutes ces manœuvres provocatrices et bellicistes ont fait découvrir à certains le vrai visage de l'impérialisme.

L'acte scandaleux de l'envoi d'un avion-espion à la veille de la Conférence au sommet a porté un coup très dur dans les pays capitalistes et dans les milieux bourgeois au prestige du gouvernement américain.

Face à cet impérialisme en voie d'isolement et d'affaiblissement, les forces de paix se consolident et s'élargissent et le rôle de la F.S.M. était de donner un élan nouveau à cette lutte, d'œuvrer au rassemblement et à l'union des forces ouvrières qui constituent l'élément décisif du combat pour la paix.

Ce fut le grand mérite de la XI[e] session de notre Conseil Général, réuni à Pékin du 5 au 9 juin 1960, d'avoir accompli cette tâche.

Ayons en vue le caractère de la XI[e] session du Conseil Général de la F.S.M. à laquelle participaient, en tant qu'invités fraternels, vingt-huit délégations d'organisations non affiliées à la F.S.M.

Ayons en vue surtout qu'une semaine après le Conseil Général, ses décisions se vérifiaient dans les faits, particulièrement au Japon où les masses travailleuses imposaient à Eisenhower l'annulation de sa visite.

★

Le Conseil Général a ainsi défini les principaux problèmes qui préoccupent les travailleurs dans leur lutte contre les impérialistes et les monopoles :

Le Conseil Général de la F.S.M. Une vue du présidium et de la salle des séances.

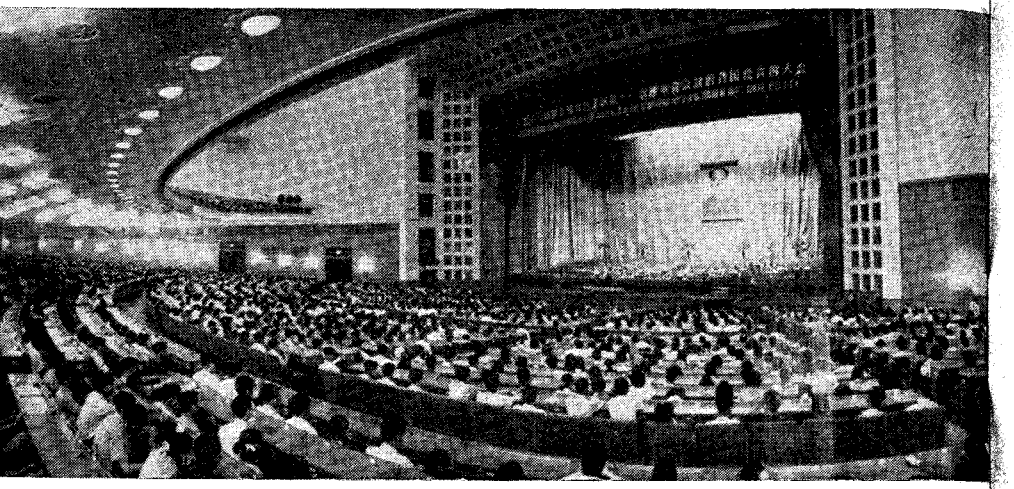
— la sauvegarde de la paix ;
— la lutte anti-colonialiste ;
— les revendications économiques et sociales ;
— l'action unie contre les monopoles, sur le plan national et international ;
— la lutte pour les droits syndicaux et les libertés démocratiques.

Le Conseil Général a mis en évidence l'urgente nécessité d'intensifier la lutte pour la paix. Les menées agressives d'un impérialisme toujours dangereux, et d'autant plus dangereux qu'il est isolé et affaibli, rendent plus nécessaire que jamais la vigilance et l'action énergique des masses travailleuses. Il est devenu possible d'écarter la menace d'une guerre atomique dévastatrice, d'imposer aux impérialistes le désarmement et l'utilisation, pour le progrès économique, social et culturel de tous les peuples, des ressources actuellement gaspillées dans la course aux armements. Mais tout cela doit être imposé par l'action unie de tous les travailleurs et de tous les peuples.

Le Conseil Général a insisté sur le fait que la lutte pour la sauvegarde de la paix est non seulement liée très intimement aux autres revendications mais, également, les domine.

Il est clair en effet que la lutte pour la coexistence pacifique et le désarmement fait partie intégrante des luttes particulières des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions de vie et la satisfaction de leurs revendications face aux monopoles impérialistes qui mènent de front une politique d'armement intensif, de profits et de surexploitation. Si la politique de guerre procure aux monopoles des profits sans pareils, elle signifie, pour les travailleurs qui en supportent tout le poids, une misère accrue. La lutte pour le désarmement s'accompagne donc d'une lutte de classes, sur le plan national, toujours plus aiguë, de même que les progrès de la coexistence pacifique signifient une lutte accrue contre les capitalistes qui tentent et tenteront de résoudre leurs contradictions sur le dos des travailleurs de leurs pays par un renforcement de leur oppression économique et politique.

La lutte pour la coexistence pacifique signifie également la liquidation de la politique de force dans les rapports inter-



Le Conseil Général de la F.S.M. Au cours d'un meeting qui a réuni 10.000 travailleurs de Pékin avec les délégués du Conseil Général ont été acclamées les perspectives d'action tracées par le Conseil Général :

— la sauvegarde de la paix ;
— la lutte anti-colonialiste ;
— les revendications économiques et sociales ;
— l'action unie contre les monopoles sur le plan national et international ;
— la lutte pour les droits syndicaux et les libertés démocratiques.

nationaux, c'est-à-dire qu'elle s'identifie à la lutte des peuples coloniaux et dépendants pour leur libération nationale et économique complète, contre toutes les forces de colonialisme et de néo-colonialisme, pour la liquidation de toute intervention militaire, politique et économique de l'impérialisme. La lutte pour la paix, en tant que lutte fondamentale contre l'impérialisme agressif, est ainsi devenue un facteur très important de la lutte générale des forces anti-impérialistes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

Voilà pourquoi la lutte pour la coexistence pacifique et le désarmement est une nécessité vitale pour tous les travailleurs du monde. Elle exprime bien la communauté d'intérêts de la classe ouvrière internationale. Elle constitue un facteur d'unité qui est, par ailleurs, la garantie même du succès.

★

Et c'est là la dernière et la plus importante recommandation faite par notre Conseil Général qui a rappelé que « l'unité se consolide dans l'action et par l'action, sur des positions de classe. On doit la réaliser dans la clarté, en dévoilant constamment, par des faits, les prétextes et les manœuvres des adversaires de l'unité ».

La classe ouvrière représente aujourd'hui une puissance considérable et jamais égalée. Elle est au pouvoir sur un tiers du globe et renforce tous les jours sa puissance. Elle est syndicalement organisée dans le monde entier et les luttes de classes, les luttes pour l'indépendance en ont fait une force solide et sûre.

Les cent soixante-dix millions de syndiqués du monde, s'ils étaient unis, représenteraient une force irrésistible.

Les impérialistes le savent et c'est pourquoi ils font tout pour perpétuer la division syndicale.

La F.S.M. le sait également et c'est pourquoi elle ne ménage aucun effort pour que se réalise cette unité.

La F.S.M. est une grande organisation syndicale, la plus grande qui fût jamais. Elle sait que sa force ne réside pas seulement dans ses cent un millions d'ahérents mais dans la justesse de ses positions qui rallient des millions de travail-

leurs qui ne lui sont pas affiliés. Mais elle sait qu'il lui reste encore une tâche capitale à remplir : l'unité syndicale internationale.

1960 aura été également l'année où les contacts bilatéraux et multilatéraux entre les syndicats d'affiliations diverses ou autonomes auront été les plus nombreux depuis la scission de 1949. Jamais encore, comme au 1[er] Mai 1960, les syndicats des pays socialistes n'avaient reçu autant de délégués de syndicats affiliés à la C.I.S.L. qui prétend défendre à ses adhérents toutes relations avec les syndicats affiliés à la F.S.M.

Des relations syndicales internationales nouvelles se sont créées. Des organisations autonomes du Brésil, du Japon, d'Afrique et de certaines organisations affiliées à la C.I.S.L., comme en Australie, s'élève une revendication qui vient rejoindre la nôtre : unité.

Et je voudrais terminer cette brochure par une question. Ce qui fut possible en 1945 : l'unité syndicale internationale pour des objectifs clairs et précis répondant aux aspirations des travailleurs, est-il possible de le réaliser de nouveau ? Est-ce que la communauté des intérêts des travailleurs du monde, les objectifs de paix et de désarmement, de progrès social et d'indépendance nationale, de liquidation des forces impérialistes et colonialistes, sont des objectifs qui peuvent unir tous les travailleurs ?

La réponse est affirmative. La classe ouvrière a en mains les moyens d'en fournir la preuve.

ANNEXES

MANIFESTE
DE LA CONFERENCE SYNDICALE MONDIALE
DE LONDRES A TOUS LES PEUPLES
(février 1945)

De la Conférence Syndicale Mondiale qui a achevé sa tâche immédiate à Londres, nous adressons ce message aux peuples de tous les pays qui sont unanimes à espérer et à désirer qu'un monde nouveau se lèvera de la dévastation et de la ruine causées par la guerre. La seconde guerre mondiale a entraîné toutes les nations dans la crise la plus grave de l'histoire humaine. Dans leur longue et terrible lutte contre les puissances agressives, les Nations Unies ont combattu pour la liberté et leurs propres conceptions de la vie. Elles ont réussi avec succès à résister à l'assaut le plus dangereux qui ait jamais été livré contre les fondations de la démocratie et de la liberté politique. Elles ont résisté à la tentative la plus déterminée qui ait jamais été faite pour plonger à nouveau le monde dans la servitude et imposer aux nations libres un système politique, un ordre économique et une idéologie qui, s'ils avaient triomphé, auraient placé tous les peuples libres entre les mains de ceux qui ont prétendu imposer par les armes la règle d'une soi-disant « race supérieure » et réaliser une soi-disant « destinée historique ».

Notre Conférence Syndicale Mondiale a rassemblé de toutes les parties du monde des représentants accrédités des millions d'hommes organisés qui se sont vigoureusement opposés à la tyrannie fasciste et ont, au prix des plus lourds sacrifices, brisé l'agression fasciste. Nous sommes venus de beaucoup de pays à notre Conférence Mondiale. Nous représentons toutes les races, toutes les couleurs et toutes les croyances. Nous nous sommes parlé l'un à l'autre dans des langues différentes. Mais nous étions unis sur les buts que, comme travailleurs, nous partageons avec tous les peuples qui aiment la liberté. Nos délibérations à la Conférence Mondiale nous permettent de déclarer, nettement et sans réserve, que le mouvement syndical mondial est résolu à travailler avec tous les peuples qui pensent comme lui pour achever une victoire complète et sans compromis sur les puissances fascistes qui ont cherché à détruire la liberté et la démocratie; à établir une paix stable et durable; à promouvoir dans le domaine économique la collaboration internationale qui permettra l'utilisation des ressources de la terre pour le bien de tous les peuples, en fournissant du travail à tous,

en élevant le niveau de vie et la sécurité sociale des hommes et des femmes de toutes les nations.

Pour réaliser ces nobles buts, notre Conférence Mondiale a pris, au nom des millions d'hommes organisés que nous représentons, l'engagement de soutenir les armées héroïques des Nations Unies dans les batailles qu'il faut encore livrer pour assurer une victoire complète et définitive. L'attaque soviétique à l'Est, renforcée par l'attaque anglo-américaine à l'Ouest, et les armées libératrices de France, Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie doivent devenir l'offensive décisive et rapide qui arrachera à l'Etat allemand une capitulation sans condition et mettra fin à la guerre contre l'Allemagne.

En Extrême-Orient, la victoire finale sur le Japon est également assurée par les nations qui combattent ce pays. Ces nations poursuivront leur offensive avec la même vigueur jusqu'à ce qu'une capitulation sans condition soit, là aussi, obtenue.

Pour la réalisation du dessein inflexible des Nations Unies de conclure triomphalement la guerre contre le fascisme, nous faisons appel aux travailleurs organisés représentés à notre Conférence, pour qu'ils n'épargnent aucun effort en vue de satisfaire aux besoins des forces armées, assurés que, dans leur loyauté à l'égard des principes de la liberté et de la démocratie qui ont soutenu leurs efforts dans toutes les formes du service de guerre, ils continueront à consentir à tous les sacrifices nécessaires pour gagner la victoire finale qui apportera une paix permanente.

Pour hâter le jour de la victoire, notre Conférence Mondiale fait appel à toute l'assistance nécessaire pour lever et équiper complètement les armées des pays libérés et particulièrement la France, l'Italie, de sorte qu'elles aussi puissent avoir les moyens de participer pleinement à la conduite de la guerre. Notre Conférence a fait aussi appel aux peuples des pays en guerre contre le Japon pour qu'ils donnent l'assistance maximum en armes et munitions à l'héroïque peuple chinois pour continuer sa lutte contre l'envahisseur japonais. Nous demandons l'application, dans les pays et territoires libérés, d'une politique qui mobilisera totalement pour la guerre les efforts de leurs peuples. Cette politique doit comprendre :

a) l'établissement immédiat des libertés de parole, de presse, de réunion, de religion, d'association politique et le droit d'organiser des syndicats de travailleurs;

b) la formation de gouvernements qui aient le soutien du peuple;

et *c*) la fourniture de vivres, de ravitaillement et de matières premières pour faire face aux besoins du peuple et rendre ainsi possible l'utilisation complète de la main-d'œuvre et des facilités de production dans ces contrées.

L'accord de notre Conférence fut unanime sur la résolution des trois puissances alliées réunies à la Conférence de Crimée de détruire le militarisme allemand et le nazisme et de prendre toutes les mesures nécessaires pour traduire en justice et châtier sévèrement tous les criminels de guerre et tous ceux qui se sont rendus coupables d'atrocités nazies; de désarmer l'Allemagne et de licencier toutes ses forces armées ; de briser une fois pour toutes l'état-major allemand ; d'éliminer ou de détruire tout l'équipement militaire allemand ; de placer sous contrôle allié toute l'industrie allemande susceptible de servir à des fins guerrières. Notre Conférence a également affirmé son accord avec la décision de la Conférence de Crimée d'assurer de la part de l'Allemagne une entière compensation pour le dommage qu'elle a causé aux pays alliés, avec priorité pour ceux qui ont le plus souffert.

Les mouvements syndicaux des nations en guerre avec le Japon ont affirmé leur opinion que les principes précédents doivent également être appliqués au Japon et, en particulier, que le Mikado doit être tenu responsable des actes du militarisme japonais; que l'Empire japonais doit être remplacé par un système démocratique et que la déclaration du Caire doit être rigoureusement appliquée pour rétablir les territoires que le Japon a pris dans le cours de sa campagne d'agression.

Notre Conférence Mondiale a exprimé sa conviction profonde que les peuples épris de liberté ne doivent donner leur soutien qu'aux gouvernements, partis politiques et institutions nationales qui se sont engagés à mener la guerre contre le fascisme sous toutes ses formes, jusqu'à ce qu'il soit extirpé de la vie de toutes les nations.

Notre Conférence Mondiale a fait connaître son opinion que c'est le devoir des gouvernements des Nations Unies, dont la solidarité dans la guerre et la paix garantit l'établissement d'un nouveau système d'ordre et de lois à travers le monde, de refuser leur reconnaissance aux Etats comme l'Espagne de Franco et l'Argentine, dont les systèmes politiques et économiques sont opposés aux principes pour lesquels les Nations Unies ont fait de si durs sacrifices et porté des fardeaux si pesants.

Notre Conférence Mondiale a été unanime à accepter le plan de Dumbarton Oaks pour une organisation internationale efficace, destinée à prévenir l'agression, à maintenir la sécurité et à renforcer la paix. Ce n'est que par un tel plan que les droits souverains et de libre gouvernement des peuples qui ont vu leurs institutions démocratiques impitoyablement détruites peuvent être sauvegardés.

Notre Conférence a salué cordialement l'intention des gouvernements alliés d'appliquer les principes de la Charte de l'Atlantique et d'aider en même temps les peuples de tous les pays libérés à créer les conditions d'existence d'un gouvernement stable et représentatif basé sur le libre consentement du peuple.

Considérant les problèmes sociaux et économiques qu'auront à affronter toutes les nations lorsque la guerre sera gagnée, notre Conférence Mondiale a envisagé les mesures qui doivent être prises pour éviter une crise économique d'après-guerre qui mettrait de nouveau en danger la paix du monde. La Conférence a donc adopté un programme constructif de coopération économique mondiale afin d'assurer le développement industriel des pays les plus arriérés, d'utiliser complètement toutes les ressources matérielles de chaque nation au moyen d'une organisation efficace du travail humain par laquelle la production économique sera portée au maximum de sa capacité et le travail sera assuré pour tous, et le relèvement du niveau d'existence sera rendu possible dans tous les pays.

Notre Conférence souligne la responsabilité spéciale des gouvernements envers tous les hommes et toutes les femmes des forces armées qui n'ont épargné ni leurs efforts ni leurs vies dans la lutte pour conquérir la victoire. Notre Conférence a recommandé l'aide médicale gratuite et le bénéfice de tous les avantages médicaux au profit des anciens combattants mutilés et des personnes à leur charge pendant toute la durée de leur invalidité, ainsi que l'apprentissage gratuit destiné à les rendre de nouveau aptes à un emploi industriel, elle a également préconisé en faveur des invalides permanents tous les avantages susceptibles de leur assurer une vie normale à eux-mêmes et à leurs familles.

Notre Conférence a énergiquement exprimé sa conviction qu'il est nécessaire de mettre fin au système des colonies, des dépendances et des pays subordonnés comme sphère d'exploitation économique et de faciliter immédiatement le dévelopement syndical libre dans ces pays ; elle a ainsi posé les principes suivant lesquels, conformément à l'article 3 de la Charte de l'Atlantique, les communautés et nations qui ne se gouvernent pas elles-mêmes pourront atteindre le statut des nations libres et être en mesure de se gouverner elles-mêmes et de développer leurs propres institutions dans la liberté.

Notre Conférence a été unanime dans sa résolution de lutter pour l'établissement et l'implantation effective dans tous les pays du monde, y compris les régions coloniales et semi-coloniales, d'un système de législation du travail destiné à protéger le travailleur dans toutes ses professions et ses emplois. Ce n'est que de cette manière que pourront être assurés la liberté d'association, les droits collectifs fondamentaux que les peuples peuvent légitimement revendiquer et exercer et la possibilité pour les syndicats et les organisations ouvrières de se développer librement et de participer effectivement à l'élaboration et à la direction de la politique économique dans les pays respectifs.

Notre Conférence Mondiale a pris des décisions énergiques en ce qui concerne toutes les tâches importantes destinées à promouvoir l'unité organique du mouvement syndical international. Elle a résolu à l'unanimité de créer une organisation syndicale mondiale, comprenant tous les syndicats des pays libres, sur la base de l'égalité, sans considération de race, de croyance ou de foi politique, sans exclure personne et sans reléguer aucun membre au second rang. Nous recommandons la création la plus prompte, dans la mesure où ces démarches pratiques peuvent être réalisées dans ce sens, d'un organe international muni de pleins pouvoirs et susceptible de créer l'unité absolue, ainsi que de parler avec autorité en faveur des objectifs que nous nous proposons. Nous avons fixé un Comité syndical mondial de quarante-cinq membres représentant tous les groupes de délégués à une Conférence mondiale qui se réunira en septembre 1945 à l'effet d'adopter une constitution et d'organiser une institution permanente. Dans l'intervalle, ce Comité agira au nom de la Conférence en vue de l'application de ses décisions. C'est par l'intermédiaire de ce Comité que le mouvement syndical international participera à la détermination de toutes les questions intéressant la paix et l'organisation de la période d'après-guerre et qu'il sera représenté aux Conférences de la Paix et à toutes les commissions et institutions internationales chargées de l'établissement de la paix, dans toutes ses phases, à commencer par la Conférence qui aura lieu au mois d'avril.

Notre Conférence Mondiale a exposé ces revendications dans la conviction que les peuples des Nations Unies ont le droit de se faire entendre au moment où il s'agit d'établir la paix. Notre revendication est particulièrement fondée sur la conviction des syndicats qu'ils ont une tâche constructive à accomplir dans la reconstruction du monde. Notre Conférence croit que les nouvelles et lourdes responsabilités que l'avenir nous amènera pourront être entièrement supportées et que toutes les difficultés pourront être heureusement surmontées par la continuation de la collaboration étroite et l'action décisive qui ont permis aux gouvernements et aux peuples des Nations Unies de mettre la victoire à leur portée.

La Conférence Syndicale Mondiale rend hommage à tous ceux qui sont tombés pour la défense de la cause de la liberté représentée par la lutte contre le fascisme. Elle rend également hommage aux armées glorieuses des Nations Unies, à leurs combattants-partisans, à leurs mouvements de Résistance et aux membres de leur défense civile.

Le travail organisé a contribué pleinement aux combats dans les domaines de la lutte armée et de la production en créant et soutenant les forces gigantesques qui ont déjà réduit à merci le fascisme et qui, demain, le détruiront complètement pour toujours. Notre Conférence historique, qui se réunit à un moment où la lutte armée fait rage, est elle-même une démonstration de l'unité de la classe ouvrière et une preuve de la victoire morale des Nations Unis sur les forces du mal du fascisme. Le travail organisé, qui a contribué pour une si grande part à gagner la guerre,

ne peut laisser aux autres — quelles que soient leurs bonnes intentions — la seule responsabilité de la paix. La paix ne sera une paix véritable, une paix durable, une paix digne des sacrifices par lesquels elle aura été gagnée que si elle reflète la décision énergique des peuples libres de résoudre eux-mêmes leurs besoins, leurs intérêts et leurs désirs. C'est pourquoi nous lançons de notre Conférence Mondiale un appel à tous les travailleurs du monde, à tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté pour les inviter à se consacrer à la construction d'un monde meilleur et de faire pour cela les sacrifices qu'ils ont consentis pour gagner la guerre.

22 février 1945.

Signé pour la
Conférence Syndicale Mondiale
par le
Comité de la Conférence.

PREAMBULE DES STATUTS DE LA FEDERATION SYNDICALE MONDIALE ADOPTES PAR LA CONFERENCE SYNDICALE MONDIALE LE 3 OCTOBRE 1945

Préambule - Buts et Méthodes.

La Fédération Syndicale Mondiale est créée en vue d'améliorer les conditions de vie et de travail des peuples de tous les pays et de les unir dans la poursuite des objectifs recherchés par tous les hommes épris de liberté, conformément aux déclarations formulées par la Conférence Syndicale Mondiale tenue à Londres en février 1945.

Ces buts et objectifs ne peuvent être pleinement atteints que par l'établissement d'un ordre mondial dans lequel toutes les ressources du monde seront utilisées pour le bénéfice de tous les hommes, constitués dans leur vaste majorité par les travailleurs manuels et intellectuels dont la protection et le progrès dépendent de l'union de toutes leurs forces organisées sur le plan national et international.

En conséquence, la Fédération Syndicale Mondiale déclare que ses objectifs essentiels sont :

a) d'organiser et d'unifier dans son sein les syndicats du monde entier, indépendamment des questions de race, de nationalité, de religion ou d'opinion politique;

b) d'aider les travailleurs à organiser leurs syndicats partout où il sera nécessaire, dans les pays moins développés socialement ou industriellement;

c) de poursuivre la lutte pour l'extermination de toutes les formes fascistes de gouvernement et de toutes les manifestations de fascisme, sous quelque forme qu'il opère et sous quelque nom qu'il soit connu;

d) de combattre la guerre et les causes de la guerre, et de travailler en vue d'une paix stable et durable :

— en apportant tout son concours à l'établissement d'une organisation internationale puissante et efficace, dotée de toute la puissance nécessaire pour prévenir toute agression et maintenir la paix;

— en encourageant la plus large coopération internationale possible dans les domaines social et économique, et en appuyant toutes les mesures prises en vue du développement industriel et de l'utilisation intégrale des ressources des pays en voie de développement;

— en poursuivant la lutte contre la réaction et pour le plein exercice des droits démocratiques et des libertés de tous les peuples;

e) de représenter les intérêts des travailleurs dans toutes les institutions internationales auxquelles il appartient de résoudre les problèmes de l'organisation mondiale, fondée sur les accords et les conventions conclus entre les Nations Unies et dans toute autre organisation internationale, s'il en est ainsi décidé par la Fédération Syndicale Mondiale;

f) d'organiser la lutte commune des syndicats de tous les pays :

— contre toutes les atteintes aux droits économiques et sociaux des travailleurs et aux libertés démocratiques ;

— pour la satisfaction du besoin de sécurité dans le plein emploi des travailleurs ;

— pour l'amélioration progressive des salaires, de la durée du travail et des conditions de vie et de travail des travailleurs;

— pour une législation sociale complète et suffisante en vue de protéger les travailleurs et leurs familles contre les risques du chômage, de la maladie, des accidents et de la vieillesse;

— pour l'adoption de toutes autres mesures améliorant le bien-être social et économique des travailleurs;

g) de préparer et d'organiser l'éducation des syndiqués en ce qui concerne la question de l'unité internationale des travailleurs et éveiller en eux la conscience de leur responsabilité individuelle dans la réalisation des buts et objets des syndicats.

Pour atteindre ces fins, la Fédération Syndicale Mondiale organise son travail sur les principes suivants :

1° démocratie complète au sein des syndicats de tous les pays et étroite collaboration entre eux;

2° contact permanent avec les organisations syndicales affiliées, soutien fraternel et assistance dans leur travail;

3° échange systématique d'informations et d'expériences dans le travail syndical, afin de renforcer la solidarité du mouvement ouvrier international;

4° coordination de l'action par les organisations des travailleurs pour la réalisation de leurs buts internationaux et de leurs décisions;

5° protection des intérêts des travailleurs dans l'émigration et l'immigration;

6° utilisation de tous les moyens possibles pour faire connaître et expliquer les buts en vue desquels la Fédération Syndicale Mondiale est organisée, les objectifs qu'elle recherche, son programme pour la réalisation de ses objectifs et ses décisions sur des questions particulières.

RESOLUTION SUR LA REPRESENTATION DU MONDE DU TRAVAIL DANS LES INSTITUTIONS ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ADOPTEE PAR LE PREMIER CONGRES SYNDICAL MONDIAL PARIS, OCTOBRE 1945

La Fédération Syndicale Mondiale a été constituée au lendemain de la grande victoire remportée par les peuples épris de liberté après une longue lutte contre le fascisme allemand et japonais.

Son premier Congrès, qui s'est tenu à Paris, a accompli la tâche capitale que les représentants des mouvements syndicaux

du monde entier s'étaient assignée tandis que la guerre faisait encore rage. Le but fixé par la Conférence Syndicale Mondiale qui s'est tenue à Londres il y a neuf mois a été atteint. Aujourd'hui, les mouvements ouvriers de toutes les nations libres sont unis en une Fédération mondiale qui parle avec autorité au nom de la classe ouvrière du monde entier.

Ainsi, les travailleurs des Nations Unies, après avoir apporté une immense contribution à la victoire, ont uni leurs forces en une seule et puissante organisation pour travailler ensemble à la paix et à la reconstruction.

Le Congrès considère que l'une de ses tâches essentielles consiste à obtenir pour la classe ouvrière une représentation totale et effective dans l'élaboration de la paix et une participation responsable à l'œuvre de reconstruction internationale.

Le monde du travail revendique ses droits non seulement à cause de sa contribution immense à la victoire, mais encore parce qu'il est profondément convaincu que la coopération des grandes masses du peuple, telles qu'elles sont représentées à la Fédération Syndicale Mondiale, est la condition essentielle d'une paix durable.

Le Congrès accueille avec satisfaction et approuve l'œuvre de la Conférence de San-Francisco qui a créé l'Organisation des Nations Unies dont la mission est de « maintenir la paix internationale et la sécurité, supprimer les actes d'agression... encourager la coopération internationale par la solution des problèmes d'ordre économique, culturel, social et humanitaire ».

Mais le Congrès élève une haute et énergique protestation contre le refus, par la Conférence de San-Francisco, d'admettre le mouvement syndical mondial à ses délibérations.

Le Congrès Mondial répète en des termes clairs et énergiques qu'il revendique le droit d'être représenté effectivement au sein de l'Organisation de Sécurité internationale et dans les organismes qui ont pour tâche l'élaboration de la paix et de la reconstruction.

Le Congrès déclare qu'en tant que représentant du monde du travail, il a le droit inaliénable de participer à l'activité de l'Organisation des Nations Unies. Il charge le Comité Exécutif de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la participation de la F.S.M. aux travaux du Conseil Economique et Social, à titre consultatif, conformément à l'article 71 du chapitre 9 de la Charte de l'Organisation des Nations Unies.

Il charge ensuite le Comité Exécutif de poursuivre ses efforts pour donner suite aux revendications formulées par la Conférence de Londres, qui réclamait la représentation à l'assemblée générale à titre consultatif et la représentation intégrale, avec droit de vote, au Conseil Economique et Social.

En outre, le Congrès recommande à ses organisations affiliées de faire tout leur possible pour que les délégations appelées par leurs gouvernements respectifs à siéger au sein de l'Organisation des Nations Unies comprennent des représentants du monde du travail organisé.

Le Congrès déclare que la lutte pour l'extirpation rapide et totale des racines du fascisme constitue l'une des tâches essentielles de la F.S.M. et des mouvements syndicaux de tous les pays. Nous reconnaissons que les forces de la réaction s'opposent à la destruction complète des potentiels de guerre allemand et japonais et à l'extirpation du fascisme. Le monde du travail doit prendre les mesures nécessaires pour garantir l'échec de ces forces.

Notre Conférence de Londres a élaboré en détail un programme de traitement de l'Allemagne et du Japon, les empêchant de troubler à l'avenir la paix du monde. Nous avons, à cette Conférence, formulé les mesures à prendre en vue de liquider la base militaire et industrielle des potentiels de guerre allemand et japonais, de juger rapidement tous les criminels de guerre, de dissoudre toutes les organisations fascistes et d'éliminer des postes influents tous les adhérents des militarismes nazi et japonais.

Les accords de Potsdam, en ce qui concerne l'Allemagne, et la politique définie par les Nations Unies, en ce qui concerne le Japon, correspondent entièrement au programme de la Conférence de Londres.

Seule une réalisation totale et complète de ces décisions est capable de garantir que la paix et la liberté du monde ne seront plus menacées par ces pays. Le Congrès déclare que le monde du travail doit veiller à ce que ces décisions soient appliquées sans hésitation ni faiblesse.

Le Congrès est convaincu que c'est seulement chez les travailleurs d'Allemagne et du Japon que l'on trouvera une base pour former des gouvernements démocratiques pouvant être acceptés au sein de la communauté des nations éprises de liberté.

Le mouvement ouvrier mondial, représenté par ce Congrès, possède l'expérience et l'équipement nécessaires pour aider les travailleurs de l'Allemagne et du Japon à former un gouvernement ouvrier libre et démocratique, purgé de tous les éléments fascistes et antidémocratiques.

Pour assurer la participation complète et effective du monde travail doit veiller à ce que ces décisions soient appliquées sans la politique d'administration de l'Allemagne et du Japon et la politique à suivre dans toutes les autres phases de la reconstruction d'après-guerre, le Congrès charge le Comité Exécutif :

a) de donner un résultat effectif à la nomination des commissions chargées de se rendre au Japon et dans toutes les zones occupées de l'Allemagne pour y faire une enquête complète sur les conditions économiques et sociales, sur les progrès accomplis dans la liquidation du fascisme et sur la possibilité de reconstitution de mouvements syndicaux libres et démocratiques;

b) d'envisager que la F.S.M. soit représentée à titre consultatif à la Commission de Contrôle allié en Allemagne et auprès des autorités d'occupation du Japon;

c) de permettre à la F.S.M. d'exprimer complètement et effectivement ses opinions sur les traités de paix que l'on est en train de discuter en ce moment;

d) de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la représentation de la F.S.M. dans toutes les autres institutions et commissions internationales qui peuvent être constituées par la suite pour traiter des problèmes de la paix et de la reconstruction.

C'est la solidarité des peuples des Nations Unies qui s'est manifestée dans la lutte contre l'ennemi commun qui a assuré la victoire sur les champs de bataille. La coopération continue et les rapports amicaux entre les peuples des Nations Unies ainsi que l'unité indestructible de leurs gouvernements constituent la seule garantie d'une paix stable et durable. Ce Congrès mondial s'assigne comme tâche de préserver et renforcer cette unité. Le travail qu nous avons fait à Paris en établissant une organisation puissante des travailleurs du monde entier nous donne l'assurance que ce grand but sera atteint.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

CHAPITRE PREMIER : LA FEDERATION SYNDICALE MONDIALE, FRUIT DE L'UNITE DES TRAVAILLEURS DANS LA LUTTE COMMUNE CONTRE LE FASCISME.

I. - 6 - 17 février 1945 : la Conférence Syndicale Mondiale de Londres sous les V 2 5

— *Dans l'effort total pour la victoire, les travailleurs pèsent de tout leur poids* 5

— *Volonté de maintenir l'unité, après la victoire, pour la paix, l'amélioration des conditions de vie, la fin du système colonial* 6

— *Volonté d'obtenir la reconnaissance, par les Nations Unies, de l'audience internationale de la classe ouvrière* 7

— *Volonté de réaliser l'unité syndicale internationale.* 8

II. - La Conférence de Londres : aboutissement de 75 années de tâtonnements, d'efforts et de lutte pour l'unité syndicale internationale 9

— *Naissance des relations syndicales internationales* .. 9

— *Les trois Internationales et la division syndicale* 12

— *De la faillite de l'Internationale d'Amsterdam devant le fascisme...* 15

— *... au succès de l'unité dans le combat victorieux contre le fascisme* 20

III. - La Conférence de Londres jette les bases d'une véritable Fédération Syndicale Mondiale 23

Pages

IV. - Le Congrès de Paris - La naissance de la F.S.M. : la classe ouvrière internationale remporte une victoire qui porte en elle de nouvelles victoires 29

— *Les décisions de la Conférence de Londres et du Congrès de Paris : preuve que, par-delà les différences idéologiques, l'unité syndicale internationale est possible* 31
1 : *Extirper les racines du fascisme* (33) - 2 : *Lutter pour la paix et contre les causes de guerres* (35) - 3 : *Amélioration des conditions de vie et de travail* (37) - 4 : *La fin du système colonial* (37) - 5 : *Développement économique des pays moins développés* (39) - 6 : *La classe ouvrière internationale et les organisations internationales* (41) - 7 : *Les relations syndicales internationales et l'unité syndicale* (43).

— *Comment la volonté unitaire a pu surmonter tous les obstacles dressés par ceux qui n'acceptaient l'unité qu'à contre-cœur* 45
1 : *La participation des syndicats des pays libérés* (47) - 2 : *Les tentatives de ressusciter la F.S.I. et de retarder la création de la F.S.M.* (51) - 3 : *La question du nombre des mandats* (53) - 4 : *La libération des pays coloniaux* (55).

— *Le respect, par tous, des décisions prises unanimement aurait pu sauvegarder l'unité syndicale internationale* 55

CHAPITRE II : 15 ANNEES DE LUTTES.

I. - D'un Congrès à l'autre 63

— *Débuts prometteurs* 63
— *Premières années, premiers succès* 65
— *La réaction contre-attaque* 67
— *Positions fermes et unitaires* 69
— *Les scissionnistes à l'œuvre* 71
— *Le test du Plan Marshall et les positions de classe.* 72
— *Aggravation des luttes sur tous les fronts* 74
— *Naissance d'une force nouvelle* 77
— *L'espérance de millions d'êtres* 77
— *La guerre et la paix* 79

Pages

— *Renforcement des structures et de la solidarité internationale* 81
— *Premiers bilans* 83
— *Une prise de conscience plus ferme* 83
— *La fin d'un système* 87
— *Une supériorité acquise* 87
— *Dégel de la guerre froide* 89
— *Normalisation des relations syndicales* 91

II. - Des principes d'action et des prises de position vérifiés dans les faits 93

— *Sur de fermes positions de classe* 93
— *Les racines de la F.S.M. et de ses Unions Internationales* 97
— *Objectifs et moyens d'action* 99
— *La F.S.M. et l'O.N.U.* 105
— *Automatisation et luttes de classe* 107
— *Les voies de l'unité* 113

CHAPITRE III : 1960 121

ANNEXES :

— Manifeste de la Conférence Syndicale Mondiale de Londres à tous les peuples 131
— Préambule des statuts de la Fédération Syndicale Mondiale adoptés par la Conférence Syndicale Mondiale, le 3 octobre 1945 136
— Résolution sur la représentation du monde du travail dans les institutions et organisations internationales adoptée par le Ier Congrès Syndical Mondial, octobre 1945 138

XVe ANNIVERSAIRE DE LA F.S.M.

Déjà parus dans cette série :

LA RESPONSABILITE DES SYNDICATS ET DES TRAVAILLEURS face au plan de désarmement total, pour l'organisation de la paix, pour le développement du progrès économique et social.

par Louis SAILLANT
Secrétaire Général de la F.S.M.

0,50 NF

116 JOURS DE GREVE DES SIDERURGISTES AMERICAINS

Analyse par G. ADDUCCI
Secrétaire Général

et J. MARILLIER
Secrétaire de l'U.I.S.M.M.

0,50 NF

XIe SESSION DU CONSEIL GENERAL DE LA F.S.M. (PEKIN, JUIN 1960) : RAPPORTS ET RESOLUTIONS

1,25 NF